

# FRANCE-FORUM

L'élection présidentielle de Juin 1969 et l'évolution de la V<sup>e</sup> République — Forces politiques et élection présidentielle

•

Contestations dans l'Eglise — Vacances, loisirs, culture — Faut-il brûler le plan Mansholt ? — L'Alliance Atlantique a 20 ans — Où en est le Chili ? — La fuite des cerveaux — La poésie oraculaire — L'art du scandale — D'une lune à l'autre — Le modèle mexicain.



---

Juillet-Août 1969

N<sup>os</sup> 96-97 - 4 F

---

## ■ Polémiques et Dialogues ■

### CRISE DU SOCIALISME

Pendant la dernière campagne présidentielle, quatre candidats sur sept (MM. Defferre, Duclos, Rocard, Krivine) étaient censés proposer pour la société de demain un modèle socialiste, encore que le plus discret en ce domaine ait été le candidat du parti communiste. Cette multiplicité tient à des raisons profondes, car ce n'est pas hasard de conjoncture, ou rivalité accidentelle de personnes si cette fatalité de dispersion frappe plus particulièrement ceux des socialistes qui entendent se distinguer des communistes et ne pas sacrifier l'idéal démocratique au modèle socialiste. Ainsi le nouveau parti socialiste a du mal même à exister et se trouve contesté, en même temps qu'il s'efforce de naître, par les purs et les intransigeants voués aux groupuscules, aux clubs, aux séquelles de clubs, à cet irréalisme qui unit curieusement la sécheresse théorique et la convulsivité passionnelle et dont notre P.S.U. nous donne un exemple plus vrai que nature.

La crise n'est pas seulement française, comme le montre l'éclatement récent du parti socialiste italien. Le fait est d'autant plus significatif qu'il se produit dans des contextes politiques différents : tout se passe comme si l'unité socialiste (mais le maléfice tient-il au socialisme lui-même ou à une certaine physiologie de l'homme socialiste ?) était aussi impossible à assurer, au moins en pays latin, que le socialisme soit dans l'opposition ou qu'il participe au pouvoir. Certes dans les deux cas la présence à la gauche du socialisme d'un communisme d'autant plus inquiétant qu'il est plus fascinant suffit à mettre le socialisme en situation permanente de crise et hors d'état de choisir entre les deux possibilités, l'une raisonnable, le centre gauche, l'autre, nostalgique et passionnelle, le Front populaire. Le parti communiste paraît faire ce qu'il faut pour entretenir une aboulie politique qui compromet ce qu'il redoute le plus, c'est-à-dire le centre-gauche. Et puisque cette page se trouve décidément dédiée à l'optimisme, il faudrait pour que les socialistes, échappant au partage et au vertige, retrouvent le bonheur de vivre une conversion des communistes occidentaux à la démocratie. Cette sorte de merveille est impensable en France où les incertitudes socialistes jointes au sectarisme communiste sabordent de concert ce qu'on appelle la gauche. Mais il n'est pas absolument inimaginable en Italie. Parce que le miracle y est moins insolite qu'ailleurs. Peut-être aussi parce qu'il y a là-bas une démocratie chrétienne...

### SUR UNE DISGRACE

Si la continuité dans le changement,

astucieuse formule qui permet de tout couvrir et d'expliquer tout, aussi bien que le contraire de tout, résume la philosophie politique du gouvernement post-gaulliste, ce n'est certainement pas sous la rubrique de la continuité qu'il faut inscrire l'événement qu'en dépit des faux-semblants accumulés par les uns et par les autres, il convient d'appeler la disgrâce d'Edgar Faure. On comprend mal qu'un esprit aussi doué que celui de l'ancien ministre de l'Education nationale ait pu se faire le plus petit commencement d'illusion sur ses chances de conserver son portefeuille dès qu'est apparu comme certaine l'élection de M. Georges Pompidou à la présidence de la République. Car la personnalité et la politique d'Edgar Faure n'aurait pu que faire éclater les équilibres savants et les dosages subtils par lesquels le nouveau président de la République entend, par d'autres moyens, continuer une politique de personnalisation du pouvoir, déjà pratiquée par son illustre prédécesseur. L'Education nationale était pour Edgar Faure une baronnie personnelle, un Empire dans un Empire que le général de Gaulle parce qu'il était le général de Gaulle, pouvait ne surveiller que de haut et de loin, d'autant plus qu'en ce temps-là, si proche, si lointain le domaine réservé de l'Élysée était essentiellement celui de la politique étrangère. L'autorité du chef de l'Etat que M. Georges Pompidou entend ne pas laisser prescrire ne se serait pas accommodée de l'indépendance d'un ministre qui se situait hors et au-dessus du commun de ses collègues et alliait prestigieusement le faire-savoir au savoir-faire, d'autant plus que, cette fois, l'Education nationale pourrait peut-être, en dépit d'une dénégation officielle, lors de la conférence de presse du 10 juillet, faire partie du domaine réservé de la présidence de la République comme semble le suggérer le passé du nouveau ministre de l'Education nationale.

Le président de la République ne saurait en effet oublier qu'il fut professeur de lycée et qu'il reste agrégé de l'Université. Il a fallu curieusement attendre la V<sup>e</sup> République pour que se trouve exactement réalisé ce rêve de l'abolie « République des professeurs » qu'un Edouard Herriot, son exemplaire représentant, avait longuement et vainement caressé : un agrégé, et un agrégé des lettres, agrégé-type au sommet de l'Etat. En d'autres temps, une gauche libérale eût interprété l'événement comme une victoire d'Athènes sur Sparte, voire sur Rome corrigeant au moins symboliquement les grandes in-

justices de l'histoire. Aujourd'hui, un agrégé des lettres fait plutôt figure de défenseur désigné d'une culture traditionnelle, à base d'humanités classiques, contestée, investie, démantelée par ces progressistes et ces modernistes auxquels M. Edgar Faure n'avait cessé de donner des gages et des chances. Aussi est-il tentant de voir dans la disgrâce d'Edgar Faure la revanche des conservateurs sur les novateurs.

Exégèse qui n'est certainement pas sans vérité — mais dont la simplicité pourrait faire question, car les ressorts de la politique sont souvent plus compliqués qu'il ne semble. Edgar Faure s'est certes appliqué à publier et à faire publier qu'il était tombé à gauche, mais en ajoutant que cette gauche était celle du général de Gaulle lui-même (« la gauche vous l'avez envoyée en Irlande ») et en expliquant qu'il restait dans la majorité et qu'il ne situait pas son avenir politique du côté de l'opposition. Aussi, puisque en ce début de règne tout est à l'euphorie, on ne formulera que deux souhaits peut-être aventureux mais fort obligeants : d'abord que le président de la République, ministre de l'Education nationale par personne interposée, appartienne à la race de ces conservateurs intelligents qui ajustent, tempèrent, consolident, pour les faire entrer dans l'ordinaire des travaux et des jours, les initiatives des pionniers risquées et parfois désordonnées ; ensuite que M. Edgar Faure mette à profit le temps de sa retraite non pas pour réviser un propos réformiste et resté inachevé et dans lequel il y a du substantiel et de l'excellent, mais pour reconsidérer d'assez près la philosophie de ce réformisme qui sentait l'improvisation et respirait la complaisance pour les plus médiocres des formules à la mode, par exemple lorsque le ministre opposait pour préférer celui-ci à celui-là l'homme des sciences humaines à l'homme des humanités. Or une certaine exploitation non-scientifique et anti-scientifique des sciences humaines fait aujourd'hui les affaires des gauchistes et sert les conservateurs, alors qu'il n'y a d'autre philosophie pour la gauche libérale qu'une reprise créatrice de la grande tradition de l'humanisme classique : car si l'universalité du vrai est idéologie et si la valeur de la personne est mythologie, c'est l'idée démocratique elle-même qui se trouve radicalement déracinée. M. Edgar Faure, dont les ressources d'esprit sont inépuisables, qui a toujours eu de la chance et à qui l'oisiveté même peut être grâce, pourrait bien vérifier dans son loisir l'efficacité de cette maxime de sagesse : il faut, parfois, pour penser, s'arrêter d'agir.

# FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro .... 2 F 50

Abonnement : 8 n<sup>o</sup> par an .... 20 F

Abonnement de soutien ..... 30 F

JUILLET-AOUT 1969

Photos : Agip - Keystone - Photopress  
Holmès - Bernard - Clric

*Sommaire*

**96-97**

## FORUM

|   |   |
|---|---|
| L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1969 ET L'EVOLUTION DE LA V <sup>e</sup> REPUBLIQUE, AVEC ANDRE CHANDERNAGOR, CLAUDE ESTIER, JEAN LECANUET, ROBERT POUJADE, JEAN-PIERRE SOISSON, ANDRE COLIN ..... | 2 |
|---|---|

## ÉTUDE

|   |   |
|---|---|
| FORCES POLITIQUES ET ELECTION PRESIDENTIELLE, PAR PAUL M. BOUJU ..... | 8 |
|---|---|

## QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

|  |    |
|--|----|
| CONTESTATION DANS L'EGLISE, PAR RENE LAURENTIN .....             | 18 |
| LES VACANCES ET L'ANIMATION CULTURELLE, PAR MAURICE CAYRON ..... | 21 |
| TRAVAIL ET LOISIRS, PAR MAURICE BLIN .....                       | 24 |

## PROBLÈMES

|  |    |
|--|----|
| FAUT-IL BRULER LE PLAN MANSKOLT ? PAR JACQUES MALLET ..... | 26 |
|--|----|

## OPINIONS

|   |    |
|---|----|
| L'ALLIANCE ATLANTIQUE QU'IL NOUS FAUT, PAR JEAN DE MADRE ET PIERRE MAHIAS ..... | 30 |
|---|----|

## DOSSIERS

|  |    |
|--|----|
| OU EN EST LE CHILI ? PAR TOMAS REYES ..... | 34 |
|--|----|

## LITTÉRATURE

|   |    |
|---|----|
| LA POESIE ORACULAIRE, PAR JEAN ONIMUS ..... | 41 |
|---|----|

## PROBLÈMES

|  |    |
|--|----|
| LA FUITE DES CERVEAUX, PAR D.N. CHORAFAS ..... | 44 |
|--|----|

## QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

|   |    |
|---|----|
| L'ART DU SCANDALE, PAR NADEGE FORESTIER ..... | 47 |
|---|----|

## POLÉMIQUES ET DIALOGUES

|   |  |
|---|--|
| LA CRISE DU SOCIALISME<br>LA DISGRACE D'EDGAR FAURE |  |
|---|--|

## PROPOS DU TEMPS

|   |    |
|---|----|
| D'UNE LUNE A L'AUTRE, PAR RENE PASCAL ..... | 53 |
|---|----|

|   |    |
|---|----|
| LE MODELE MEXICAIN, PAR ETIENNE BORNE ..... | 54 |
|---|----|

## NOTES DE LECTURE

|   |    |
|---|----|
| L'ABSTENTIONNISME ELECTORAL EN FRANCE, D'ALAIN LANCELOT, PAR GENEVIEVE PASCAUD .. | 51 |
|---|----|

# L'élection présidentielle de 1969 et l'évolution de la V<sup>e</sup> République

*avec André Chandernagor*

*Claude Estier*

*Jean Lecanuet*

*Robert Poujade*

*Jean-Pierre Soisson*

**L**E 27 avril 1969, par 53 % des suffrages exprimés, les Françaises et les Français ont répondu négativement à la question de confiance posée par le général de Gaulle, à l'occasion du référendum sur le Sénat et la régionalisation.

Le 15 juin 1969, par 58,2 % des suffrages exprimés, les Françaises et les Français ont porté M. Georges Pompidou, ancien Premier ministre du général de Gaulle, à la Présidence de la République. Ces résultats, qui peuvent légitimement surprendre des observateurs étrangers non avertis, constituent un exemple, après bien d'autres, des paradoxes souvent plus apparents que réels de la vie politique française.

L'élection du 15 juin 1969 marque une étape très importante de la V<sup>e</sup> République. D'une part, en effet, l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, même si elle n'est pas encore parfaitement entrée dans les mœurs et la psychologie politique des Français, s'est déroulée, pour la première fois, dans des conditions normalement démocratiques du fait de l'absence et de la discrétion du personnage historique qu'est le général de Gaulle. D'autre part, en dépit de la campagne active du Parti Communiste en faveur de l'abstention, l'élection de M. Georges Pompidou n'a été contestée par aucun leader politique, et on peut donc penser que la réforme constitutionnelle de 1962 est devenue une réalité difficilement réversible.

L'élection présidentielle au suffrage universel domine désormais toute la vie politique française et l'influence profondément. Toutefois, elle ne la détermine pas entièrement. Fondée sur le système majoritaire, sa logique devrait conduire à une bipolarisation rigoureuse appuyée sur des options idéologiques opposées (formule Malraux), alors que nous avons assisté plus concrètement à un regroupement d'électeurs sur tel ou tel candidat et que nous constatons paradoxalement une

sorte d'atomisation des forces politiques existantes. L'avenir dira si cette atomisation est ou non un phénomène passager, si elle prélude ou non aux reclassements et aux clarifications toujours annoncés, toujours attendus. Aux divisions évidentes de la gauche et du centre viennent en effet, aujourd'hui, s'ajouter d'autres divisions potentielles qui menacent tant l'extrême-gauche que la majorité.

Mais, après tout, peut-être cet état de choses est-il moins inquiétant et moins négatif que le redoutent les pessimistes, car, signe d'une période transitoire, ne favorisera-t-il pas la nécessaire réanimation de notre vie publique et n'offrira-t-il pas de nouvelles chances à un vrai dialogue démocratique ?

Attentif à maintenir et à développer un esprit de libre réflexion sur le devenir français, « France-Forum » a demandé à des leaders représentatifs de divers courants politiques de faire le point de la situation en répondant à quelques questions relatives aux conséquences de la récente élection présidentielle sur l'évolution de la V<sup>e</sup> République.

Ce dossier-débat est complété par une analyse politique approfondie du professeur Paul M. Bouju et des réflexions de M. André Colin, ancien ministre, sénateur du Finistère.

Nous donnons donc la parole à MM. André Chandernagor, député de la Creuse, membre du Comité directeur du Parti socialiste ; Claude Estier, ancien député de Paris, secrétaire général de la Convention des Institutions Républicaines ; Jean Lecanuet, ancien ministre, sénateur-maire de Rouen, président du Centre Démocrate ; Robert Poujade, député de la Côte-d'Or, secrétaire général de l'U.D.R. ; Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, membre du Comité directeur des Républicains Indépendants.

## I. — Comment se situe l'élection présidentielle de 1969 dans l'évolution de la V<sup>e</sup> République ? Constitue-t-elle un tournant ? une continuation ? une rupture ?

### ANDRE CHANDERNAGOR :

Dans l'évolution de la V<sup>e</sup> République, l'élection présidentielle de 1969 me paraît constituer un tournant. On ne peut en effet parler de continuation, car personne ne peut valablement continuer de Gaulle. Son personnage historique, malaisément dissociable de son personnage politique actuel, en faisait un candidat tout à fait spécial, difficile à classer pour la plupart des électeurs. Mais l'élection de 1969 n'est pas non plus pour le gaullisme une rupture. L'argument « à majorité parlementaire gaulliste, président gaulliste » a pesé lourd en faveur de la candidature Pompidou. Les Français étaient prêts à affronter un certain changement, mais pas au prix de nouvelles élections législatives, et le thème du « changement dans la continuité » utilisé par M. Georges Pompidou a obtenu une résonance certaine.

Cette élection est cependant un tournant, car au personnage historique succède un personnage politique que rien, sinon son élection, ne distingue de beaucoup d'autres. D'autre part, le nouveau Président a promis le changement : sous peine de se disqualifier, il devra l'accomplir. M. Georges Pompidou ne peut « exister » en tant que Président de la République comme le continuateur de de Gaulle, mais précisément comme l'homme des transformations nécessaires. La V<sup>e</sup> République jusqu'à présent n'a été qu'une monarchie républicaine. Est-il excessif d'espérer qu'elle devienne réellement une République ?

### ROBERT POUJADE :

L'élection présidentielle de 1969 est à la fois une continuation et un tournant. Elle est une continuation dans la mesure où elle a été pour la constitution de la V<sup>e</sup> République la pierre de touche : les institutions fondées par lui ont résisté au départ inopiné du général de Gaulle. Son successeur, M. Georges Pompidou procède indiscutablement de lui, il a été durant près d'un quart de siècle son collaborateur. La continuité est donc évidente.

Mais le départ du général de Gaulle ne peut pas ne pas être un tournant. Il conduit ceux qui se sont toujours inspirés de lui à une autonomie intellectuelle qui est sans doute le meilleur moyen de la fidélité (toute autre attitude conduisant à la sclérose). Il conduit aussi apparemment à la fin de ce que M. Jacques Chaban-Delmas appelle la guerre des Républiques, si toutefois l'opposition prend elle aussi le tournant.

### JEAN LECANUET :

Le chaos annoncé comme la conséquence du départ du général de Gaulle ne s'est pas produit. Partisans et adversaires du référendum ont regardé un instant l'événement pour en prendre la mesure, puis ils ont « enchaîné » sur la suite. C'est donc d'abord par le fait

de sa simple existence que l'élection présidentielle de 1969 marque l'évolution de la V<sup>e</sup> République : sur le coup d'une crise inattendue, provoquée en dehors du calendrier électoral régulier, le mécanisme des institutions a joué normalement. De ce bon fonctionnement, l'exercice normal de l'intérim de la présidence de la République est à l'origine responsable. Puis on a vu toutes les formations politiques participer à l'élection en présentant un candidat. Aucune force d'opposition n'a contesté ouvertement la légitimité du pouvoir du Président élu, bien que la fragilité du résultat en donnât le prétexte. Venue après le Non au référendum d'avril, l'élection présidentielle de juin a donc la valeur d'une victoire des institutions sur le désordre constitutionnel que le Oui aurait entraîné. A cet égard elle marque un tournant dans l'évolution du régime.

Mais il s'agit d'un tournant sans ligne d'horizon. Car les résultats de l'élection n'apportent qu'une réponse ambiguë à deux questions (l'une d'ordre institutionnel, l'autre d'ordre politique) : dans quel sens — présidentiel ou parlementaire — le régime lui-même va-t-il évoluer ? Et quelle tendance, du conservatisme ou du réformisme, du gaullisme ou du centrisme, l'a emporté ?

Il semble que le nouveau Président doive exercer ses pouvoirs à l'intérieur du cadre constitutionnel. Avec M. Poher, cette nécessité eût été une certitude. Avec M. Georges Pompidou, elle ne comporte qu'une forte présomption. De toutes façons, le Président Pompidou n'est pas le général de Gaulle. Mais si le passage de l'un à l'autre ne peut que jouer dans le sens de l'effacement du pouvoir personnel, il n'indique pas clairement l'avenir des rapports entre le Président de la République et l'Assemblée nationale, c'est-à-dire l'inflexion à terme du régime vers le type parlementaire ou vers le type présidentiel. Ce problème restera dissimulé jusqu'aux prochaines élections législatives, en raison de l'extraordinaire masse de la majorité U.D.R., élue — comme disait le général de Gaulle — avec « tout le caractère d'un référendum ». En attendant, seule la division de ce bloc pourrait poser la question dans les faits.

Qui du gaullisme ou du centrisme l'a emporté au vu des résultats obtenus par les deux candidats du second tour ? Est-ce la continuité ou le changement ? Là encore, la réponse n'est pas claire : elle recouvre le vrai débat sur la « bipolarisation ».

### CLAUDE ESTIER :

Il est bien évident que la dernière élection présidentielle marque un tournant dans l'évolution de la V<sup>e</sup> République. Celle-ci, depuis sa naissance, portait la marque du général de Gaulle et chacun savait depuis longtemps que, lui parti, rien ne serait plus pareil. Il est cependant encore trop tôt pour savoir si ce tournant va aboutir à une rupture. C'est probable si l'on se réfère simplement au « style » de gouvernement : M. Georges Pompidou a dit lui-même pendant la campagne qu'il n'était pas de Gaulle. Ce qui signifie que,

ne disposant ni de son autorité, ni de son prestige, il devra chercher par d'autres méthodes le contact populaire.

Mais si l'on se réfère aux institutions de la V<sup>e</sup> République, il ne semble pas qu'il faille s'attendre à une rupture. On peut même penser que, dans un premier temps, tout au moins, M. Pompidou reviendra à une application plus stricte de la Constitution de 1958 que le général de Gaulle avait tirée abusivement dans le sens du pouvoir personnel et sans contrôle. Formellement, on aura sans doute plus d'égards pour le Parlement, on respectera le Sénat, on dialoguera avec les corps intermédiaires, on tiendra de « vraies » conférences de presse, on évitera le recours au référendum, etc... Ce qui ne signifie pas que, *dans la réalité*, la nature de ce pouvoir sera changée. MM. Pompidou et Chaban-Delmas s'efforceront sans doute de faire en sorte que les apparences le soient.

#### JEAN-PIERRE SOISSON :

Les institutions de la V<sup>e</sup> République, c'est d'abord un Président de la République, élu au suffrage universel, chargé de définir les grandes options et qui est, selon l'expression même du général de Gaulle, « l'homme en charge de l'essentiel » ; c'est aussi une majorité, qui puisse soutenir au Parlement l'action du Président.

Le fait majoritaire est sans doute l'apport décisif de la V<sup>e</sup> République. Les Français l'ont compris qui, le mois dernier, ont refusé l'aventure sans majorité ni gouvernement que leur proposait M. Alain Poher. Oui, en juin 1968, la France a choisi d'être gouvernée et, pour ce faire, elle a opté pour le maintien des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Il n'y a donc pas eu rupture, mais bien application et approfondissement des mécanismes institutionnels, créés en 1958 et complétés en 1962, par l'élection du Président de la République au suffrage universel.

## II. — Quelle appréciation portez-vous sur les courants politiques qui se sont manifestés dans cette élection ? La bipolarisation vous paraît-elle renforcée ou ébranlée ou démentie ?

#### ROBERT POUJADE :

La réponse est très difficile. Ce que j'appellerai, pour simplifier, et sans aucune intention désobligeante, « l'opération Poher » a obscurci les données. En effet le regroupement autour de M. Poher est un regroupement circonstanciel et passionnel, dont la signification politique n'est ni claire ni durable. La logique, et sans doute l'honnêteté politique, auraient commandé un second tour de type Pompidou-Mitterrand (par exemple). Le ralliement de M. Jacques Duhamel, le retour au bercail de M. Valéry Giscard d'Estaing confirment la bipolarisation ainsi que la permanence de l'électorat de base « gaulliste ».

La faiblesse propre du courant qui se baptise centriste ne dément pas la bipolarisation. En revanche, la division persistante de ce qu'il est convenu d'appeler la gauche la dément. Le problème tourne en définitive autour du parti communiste, phénomène politique de plus en plus curieux en Europe occidentale.

#### JEAN LECANUET :

Beaucoup de stratèges annonçaient, malgré notre défi, que la règle du jeu électoral présidentiel, en réduisant le deuxième tour du scrutin à un duel, contraindrait la France à se couper définitivement en deux blocs, l'un de droite, l'autre de gauche. Les résultats de la dernière élection ont montré que la vie politique refusait de se scléroser dans un manichéisme, abusivement simplificateur. L'opinion a brisé le carcan de ce déterminisme, non seulement aliénant mais hypocrite, puisqu'il ne peut conduire, dans les données actuelles et prévisibles de la vie politique, qu'à un triomphe toujours renouvelé de la droite.

L'échec de la « bipolarisation » s'est exprimé dans la

force du courant représenté par Alain Poher au premier puis au second tour. Le président du Sénat a maintenu, aussi bien que le candidat unique de la gauche en 1965, l'alternative au gaullisme. Or le terme opposé au gaullisme, cette fois-ci, n'était point celui du « bloc » de la gauche : il était même la négation des deux blocs. La preuve de son existence vient du fait que, d'un côté, il a mis le Parti Communiste et ses alliés hors-jeu, et qu'il a contraint, de l'autre, le candidat gaulliste à se faire élire sur la promesse du changement et du ralliement, au moins en apparence, aux objectifs essentiels de son concurrent. Ainsi le centrisme a-t-il brisé le cycle infernal des exclusives politiques. Il a de surcroît affirmé la réalité du choix entre la conservation et le progrès, en définitive plus réel et plus efficace que l'alternative fictive entre la conservation et la révolution. C'est de son développement que dépendront l'évolution du régime et la survie durable des Institutions de la V<sup>e</sup> République.

#### JEAN-PIERRE SOISSON :

Une volonté d'ouverture politique s'est manifestée. Et c'est le sens même du soutien que les Républicains indépendants ont apporté et apportent à M. Georges Pompidou : qu'avec lui, une politique nouvelle soit définie, plus libérale et plus européenne ; que derrière lui une majorité nouvelle soit réunie, regroupant tous ceux qui sont attachés à la recherche de solutions modernes.

Car, dans sa composition, son organisation, ses méthodes de travail, la majorité qui s'est dégagée lors de l'élection présidentielle de 1969 ne saurait être celle d'hier.

L'exigence du changement, qui s'est manifestée le 27 avril dernier, suppose une organisation différente de la majorité. Celle-ci ne saurait être uniforme : elle doit

refléter les tendances qui sont naturellement celles des Français, à la fois attachés à l'ordre et séduits par le changement. Cette double aspiration est le fondement même de notre vie publique : en France, depuis 1789, toute politique qui veut réussir s'efforce de concilier l'autorité et la liberté, la continuité et l'ouverture. Une telle perspective, qui est celle de M. Georges Pompidou, définit ce que doit être la future majorité. Elle doit reposer sur deux piliers, aussi nécessaires l'un que l'autre et ensemble générateurs de progrès : celui de l'U.D.R. et celui d'un parti libéral, que doivent former les Républicains Indépendants et les autres formations du Centre. Le premier pilier est le garant de la continuité, le second constitue le gage de l'ouverture. De leur équilibre dépend sans doute la réussite de l'entreprise que souhaite mener à bien M. Georges Pompidou.

Une telle organisation n'exclut pas, bien au contraire, le respect de la discipline. Si la majorité doit être unie sur les grands objectifs, dont la définition incombe d'abord au Président de la République, elle doit pouvoir librement discuter le choix des moyens et des délais. Réalisant la convergence des efforts sur l'essentiel, elle ne saurait être monolithique et, par là, « inconditionnelle ». Une certaine liberté d'allure et de pensée, laissée aux groupes de la majorité, est la condition même du dialogue entre le Gouvernement et le Parlement. Comme l'a fort justement souligné M. Michel Poniatowski dans un article récent, « un exécutif appuyé sur une majorité monolithique glissera toujours par une pente naturelle en France vers l'autoritarisme ». Il faut donc que la force politique que représente le libéralisme puisse s'exprimer en tant que telle.

Mais la diversification nécessaire de la majorité ne saurait conduire à son atomisation. Le mouvement libéral, pour peser sur les décisions du pouvoir, doit affirmer son unité. Or, voici que M. Jacques Duhamel a créé un nouveau parti du centre, qui sera appelé à former le troisième groupe parlementaire de la majorité. Qui, plus qu'un Républicain Indépendant, peut se féliciter que des hommes du centre — si proches — rejoignent les rangs de la majorité. Mais qui, plus que lui, peut regretter le morcellement et, ce faisant, l'affaiblissement de l'aile libérale de la majorité. Car, seule, l'union des Républicains Indépendants et des autres partis du centre peut constituer le pilier libéral et européen, si nécessaire à l'équilibre politique du pays.

Contribuer à un tel regroupement, plus encore le favoriser, le susciter, telle est l'action prioritaire des Républicains Indépendants. Leur position politique entre l'U.D.R. et le Centre Démocratie et Progrès — au centre du centre — devrait leur permettre de jouer un rôle essentiel. La majorité nouvelle se cherche encore ; des tendances s'affirment, mais qui ne sauraient faire oublier l'indispensable convergence de vues qui doit être celle des uns et des autres.

La vie politique française doit tendre à la simplification, afin que puissent être proposés aux Français des choix simples et clairs. Mon souhait est que tous, au sein de la majorité comme de l'opposition, travaillent à la réalisation d'un tel objectif.

#### **CLAUDE ESTIER :**

L'élection présidentielle de 1965 s'était déroulée dans des conditions de clarté politique incontestable. Au

premier tour, plusieurs courants avaient pu librement s'exprimer. Au second tour, la lutte s'était circonscrite entre le parti conservateur conduit par de Gaulle et le parti du mouvement dont François Mitterrand était le porte-parole. Cette bataille politique avait un sens précis et, justement à cause de cela, elle avait passionné les Français.

On ne peut certainement pas en dire autant de celle de 1969. Les Français se seraient sans doute à nouveau passionné pour une bataille dont ils auraient bien compris les données. Mais pour cela il aurait fallu qu'il y ait, au premier tour, un candidat unique de la gauche, qui, au second tour, aurait sérieusement talonné M. Pompidou en admettant qu'il ne l'ait pas devancé.

Ceux qui, à gauche, ont empêché qu'il y ait un candidat unique de la gauche portent la responsabilité de ce que le second tour ait opposé deux candidats qui étaient, certes, séparés par des nuances, quelquefois non négligeables, mais par rien de fondamental. Nul ne peut soutenir que deux courants clairement définis se soient affrontés le 15 juin. Cela ne veut pas dire que le phénomène de la bipolarisation auquel on avait assisté en 1965 et aux deux élections législatives suivantes soit définitivement démenti. Mais il ne peut, presque par définition, se produire que si la gauche est unie. C'est donc à la gauche d'abord de tirer les leçons de ce qui vient de se passer.

#### **ANDRE CHANDERNAGOR :**

L'élection de 1965 avait été bipolaire dans la mesure où le deuxième tour opposait de Gaulle, réunissant sur son nom la plupart des voix de droite, au candidat unique de la Gauche. Le deuxième tour de 1969 a opposé à M. Pompidou, héritier de l'électorat gaulliste, un candidat centriste, M. Poher. Les communistes ayant préconisé l'abstention, le candidat centriste a fait, à 3 % près, le même pourcentage de suffrages que le candidat unique de la Gauche en 1965. Faut-il en tirer des enseignements définitifs en faveur de la candidature unique de la Gauche, en laquelle d'aucuns voient la bipolarisation parfaite, ou en faveur d'une candidature du Centre ? Cela me paraîtrait pour le moins hasardeux. Les deux démonstrations qui ont été faites en 1965 et 1969 prouvent :

- 1° que la Gauche ne peut pas réussir sans un apport suffisant de voix du Centre ;
- 2° que le Centre ne peut réussir sans un apport suffisant de voix de la Gauche.

Cette situation est-elle définitive ? Tout dépend du point de savoir si d'un côté, le Parti communiste maintiendra son intransigeance et si, d'autre part, le Centre est ou non en mesure, à la faveur des événements et les difficultés inhérentes à tout gouvernement, de mordre sur l'actuelle majorité.

Il y a peu de chances que le Parti communiste modifie sa tactique avant longtemps. Elle est en effet pour lui très payante. A prendre entre deux meules les Socialistes et le Centre, par une sorte de complicité tacite avec le gaullisme, le Parti communiste peut espérer en effet réduire l'influence de la social-démocratie et la satelliser à son profit. Tout dépend de savoir quelle résistance celle-ci est décidée à lui opposer.

Du côté de l'actuelle majorité, les choses paraissent moins simples. Le gouvernement actuel résulte en effet du mariage de deux courants : le gaullisme traditionnel et intransigeant d'une part, les virtualités de l'ouverture et du changement d'autre part.

C'est l'événement qui nous indiquera si ce mariage est durable ou s'il conduit à terme à une rupture et au profit de qui. Si cette rupture s'opère au profit du changement, la bipolarisation peut être totalement contredite.

### III. — La V<sup>e</sup> République est-elle entrée dans l'ère de l'après-gaullisme ?

#### CLAUDE ESTIER :

Cette question, et donc la réponse qui doit lui être faite, rejoint un peu la première. Le gaullisme *c'était d'abord le général de Gaulle*. Lui parti, on entre forcément dans l'après-gaullisme. Mais que sera-t-il ?

Certains avaient clamé peut-être, imprudemment, que le gaullisme, *ce n'était que de Gaulle* et qu'il ne lui survivrait pas. Cela aurait pu être vrai si la gauche avait su offrir une alternative plausible. Dans la mesure où elle ne l'a pas fait et où le centrisme n'était de toute manière pas en état de le faire, le gaullisme pompidolien a succédé au gaullisme gaulliste.

Pour l'instant, les différents clans, qui n'avaient souvent en commun que de reconnaître l'autorité du général de Gaulle, n'ont pas encore bien déterminé leur ligne de conduite. Quelques « gaullistes de gauche » s'écartent de M. Pompidou mais celui-ci a réussi à prendre de vitesse et même à intégrer dans son gouvernement, d'autres hommes qui, plus que lui, pouvaient se réclamer soit du gaullisme « historique », soit de celui du R.P.F., soit de celui du 13 mai 1958. Là encore, il faut attendre un peu pour savoir comment se fera la décantation. D'autant plus qu'elle s'opérera différemment selon que le général prendra une retraite définitive ou continuera à donner des conseils à tels ou tels de ses fidèles.

#### ROBERT POUJADE :

Si l'après-gaullisme signifie un gouvernement sans de Gaulle, hélas ! oui, la France est entrée dans l'après-gaullisme. Si l'après-gaullisme signifie la rupture avec la philosophie gaulliste, évidemment non ; et non aussi si cela veut dire le gouvernement sans les gaullistes.

En réalité, il peut paraître logique de baptiser « après-gaullisme », l'époque qui suit le départ du Général. Mais on avait un peu oublié peut-être que dans « après-gaullisme » il y a encore gaullisme...

On pourrait aussi poser la question suivante : la V<sup>e</sup> République est-elle entrée dans l'ère du gaullisme après de Gaulle ?

#### JEAN-PIERRE SOISSON :

Rien n'est changé et tout est différent : ce fut le sens même de la déclaration du nouveau Premier ministre devant l'Assemblée nationale. La V<sup>e</sup> République se poursuit, mais l'après-gaullisme, en un certain sens, est commencé.

Aussi, l'essentiel, pour ceux qui ont soutenu depuis 1958 l'action du général de Gaulle, est-il de préserver l'héritage qu'il nous a laissé. Un infléchissement de l'action est nécessaire, mais il ne saurait conduire au reniement de l'œuvre considérable qui a été réalisée en France depuis dix ans.

Dans la stabilité politique maintenue, permettre à notre pays de devenir le grand pays industriel qu'il n'est pas et qu'il doit être, aménager les rapports sociaux

de telle sorte que chacun puisse participer à l'effort commun, construire l'Europe, telles sont les tâches qui doivent être en priorité celles de la nouvelle majorité.

#### JEAN LECANUET :

André Malraux avait annoncé, à la veille du référendum : pas d'après-gaullisme sans de Gaulle. Sans doute s'agissait-il dans cette conjoncture de conjurer le sort. D'autres fidèles rectifièrent : pas d'après-gaullisme contre de Gaulle. « Sans » ou « contre », tout dépend de ce qu'après-gaullisme veut dire. S'il est vrai que nous en avons fini avec le temps du pouvoir à secousses, que le Président de la République ne cherchera plus d'autre marque de confiance que celle de l'élection présidentielle, que l'opinion ne sera plus provoquée à tort et à travers à choisir par la voie oblique des référendums plébiscitaires entre la confirmation du mandat du chef de l'Etat et la crise de régime, il devient alors possible de penser que l'ère de l'après-gaullisme a commencé. Le débat désormais serait purgé de passions et porterait sur les options entre les grandes orientations économiques et sociales, entre une politique d'inspiration nationaliste ou communautaire.

Dans cette perspective nouvelle, l'action des forces de progrès doit consister à encourager, par une attitude constructive, l'évolution du Régime vers une Démocratie authentique. Le gouvernement sera jugé sur ses actes. Ses promesses d'ouverture à une politique nouvelle doivent être observées avec rigueur, mais sans procès d'intention, s'il apparaît que la guerre des Républiques est terminée. Vigilance et incitation au changement pourraient être nos exigences positives. L'amplitude de cette évolution ou au contraire le retour aux errements du passé dépendent du nouveau Président de la République. Notre comportement d'opposition ou de coopération en résultera, conformément à notre raison d'être. Sans le combat du Centre, il y a 4 ans, et lors du dernier référendum, le gaullisme serait toujours au pouvoir. Sans son nouveau combat aux élections présidentielles de juin, l'après-gaullisme ne se serait pas ouvert, même en apparence, au changement. Demain plus encore, si la vigueur du Centre se manifeste mieux, selon sa vraie nature, comme mouvement démocrate et social, il pourra orienter la France vers les voies du progrès et de la justice.

#### ANDRE CHANDERNAGOR :

De la réponse à la question précédente découle la réponse à votre troisième question. Actuellement la continuité l'emporte largement sur le changement (retour de M. Foccart, célébration des mérites du C.D.R. et du S.A.C. par le Premier ministre, départ d'Edgar Faure, etc.). La V<sup>e</sup> République ne rentrera véritablement dans l'ère de l'après-gaullisme que si la tendance est inversée. Nous jugerons aux actes.

#### ENQUETE D'HENRI BOURBON



# Continuité et fluidité

par André Colin

**P**OUR s'en tenir au résultat chiffré des récentes consultations, force est de constater une relative stabilité du corps électoral français et donc de l'opinion, en dépit de la diversité des circonstances. En effet, M. Georges Pompidou obtient en juin 1969 un résultat très voisin de celui qu'avait obtenu le général de Gaulle au premier tour des élections présidentielles de 1965. De même, le résultat obtenu par M. Pompidou est très voisin du nombre des oui au référendum de 1969. Du seul point de vue des chiffres, on ne saurait donc parler de « rupture » ou de « tournant ».

Evidemment, il faut, outre *le fait majoritaire* qui s'installe dans la vie publique avec ses risques et ses incertitudes, retenir d'autres éléments tenant à la campagne présidentielle elle-même ainsi qu'aux événements qui l'ont suivie. C'est sans doute là l'essentiel.

D'abord, la pression exercée par la candidature de M. Alain Poher, représentative d'une partie du courant victorieux au référendum, amena rapidement le candidat du parti majoritaire à se présenter comme l'homme de la « continuité » mais aussi de « l'ouverture », ce que beaucoup traduisaient « continuité » et « changement ». Ainsi, une action ou une pression de l'extérieur a contribué à modifier le comportement ou l'orientation du candidat du parti majoritaire à l'élection présidentielle.

Ensuite, on peut se demander si le pays s'est prononcé pour la continuité ou, au contraire, pour le changement. Il semble bien que, encore traumatisé par les événements du mois de mai 68, secoué par le départ du général de Gaulle, le pays a été surtout sensible à la continuité et à l'argument de la stabilité assurée notamment par l'existence d'une majorité U.D.R. à l'Assemblée nationale. Il y avait là d'ailleurs un fait qui montre l'ambiguïté du régime actuel puisque le choix de l'électeur en ce qui concerne le Président de la République paraissait dépendre d'élections législatives antérieures. Le pays votait donc pour la stabilité, indépendamment — au moins pour le plus grand nombre — des « options politiques gaullistes » dont il n'avait jamais eu une claire vision, ce que l'on comprend aisément.

C'était d'ailleurs, malgré les apparences, un choix analogue à celui du référendum où malgré la pression du général de Gaulle, le pays se prononçait aussi pour la stabilité, c'est-à-dire contre une réforme qui lui paraissait obscure, mystérieuse, aventureuse.

Ce qu'on a appelé « courant centriste » a joué dans la campagne du référendum un rôle essentiel à tel point que, du fait de cette victoire du non, il contribuait, comme on l'a déjà noté, à orienter, dès le départ, la campagne présidentielle, mais faute d'une idéologie

commune, il se laissait aller à la division, ce qui compromit les possibilités de succès et surtout diminua considérablement la force de pression qu'il aurait pu exercer.

L'effondrement du « courant socialiste », malgré la qualité d'une campagne originale, doit être aussi retenu : outre ses répercussions sur la campagne présidentielle, il marque, indépendamment de ce qu'il fut aussi une conséquence du fait majoritaire, la difficulté qu'éprouve le socialisme traditionnel, à se définir et à se manifester devant l'opinion.

Le Parti communiste continue d'exploiter cette situation et, malgré les critiques ou les sarcasmes, a pu faire appliquer assez largement la consigne d'abstention qu'il avait adoptée pour le 2<sup>e</sup> tour. Il parut ainsi faire le jeu du « candidat du pouvoir personnel », pour employer son propre vocabulaire.

On a parlé, pour expliquer cette tactique, de raisons de politique extérieure (européenne ou atlantique). D'évidence cependant, ce sont des raisons de politique intérieure qui l'ont déterminée : éviter à tout prix l'éventualité d'un rassemblement des démocrates centristes et socialistes, ce qui ramènerait le Parti communiste à l'isolement. L'affaiblissement du courant socialiste ne pouvait que l'inciter encore plus à faire ce choix. Et, à mes yeux, il n'est pas interdit de penser que cette tactique pourra encore être utilisée par le Parti communiste dans d'autres circonstances électorales.

Ainsi, la France va entrer dans une période « fluide », probablement sans éclat ou peut-être dangereuse.

Les deux thèmes « continuité » et « ouverture » ne manqueront pas, comme on commence déjà de le voir, de créer une tension au sein de la majorité et peut-être du gouvernement, surtout que l'on peut compter sans doute sur la force de pression, de vigilance, voire d'incitation, qu'exercera le courant centriste maintenu.

Entrée dans l'après-gaullisme du fait même du départ, mais non de la disparition, du général de Gaulle, la France va rapidement mesurer quelle marge de liberté possèdent les pouvoirs pour rompre avec la continuité et pratiquer l'ouverture ou le changement.

Des choix qui seront faits peut naître aussi la question de savoir si la France continuera d'offrir la possibilité ou non d'une alternative démocratique.

Il me paraît qu'il est prématuré de tenter d'y répondre. D'ailleurs, tous ces succès ou ces calculs ou ces combinaisons, laissent entier le problème de fond — l'essentiel — qui est celui de la Société de demain où sont en cause tant le sort de l'homme et son bonheur que la sauvegarde des valeurs fondamentales dans une civilisation caractérisée par les exigences du confort, de la consommation et de la technique.

André COLIN ■

# Forces politiques et élection présidentielle

par Paul M. Bouju

L'AMBIGUÏTE du gaullisme qui opposait entre eux ses interprètes ou ses commentateurs sans pouvoir s'accorder ou se convaincre a-t-elle soudainement pris fin avec la retraite du général de Gaulle ? L'élection présidentielle de juin 1969 marque-t-elle la continuité ou l'amorce d'une évolution nouvelle ? Révèle-t-elle des mutations jusqu'alors masquées ou s'inscrit-elle dans les composantes traditionnelles du jeu politique ? Le débat sera-t-il jamais tranché ? Et peut-il l'être ?

La réflexion, pourtant, peut déjà s'exercer pour de premières hypothèses aux divers niveaux qu'intéresse la campagne électorale : le cadre politique et constitutionnel, les idées directrices et les méthodes mises en œuvre par les partis et les candidats, l'évolution de l'opinion au cours d'un mois et demi de « suspense » électoral, la portée enfin de l'élection sur la conduite politique des prochains mois ou des prochaines années.

## 1) APPLIQUER LA CONSTITUTION C'EST LA MODIFIER

Paradoxalement, cette élection imprévue semble plus « normale » que le renouvellement régulier du général de Gaulle en 1965. Pour la première fois les institutions vont jouer seules, hors de l'intervention de celui qui n'avait cessé de les façonner « à son image et à sa ressemblance ».

Son départ, son silence et son éloignement paraissent bien avoir laissé le champ entièrement libre. L'opinion en a-t-elle été consciente sur le moment ?

Certes, le noyau reste fort des fidèles et puissante « l'image historique » du Général comme référence. A la veille du référendum, une majorité d'électeurs se déclaraient « satisfaits du général de Gaulle comme Président de la République », on ne peut se défendre pourtant de l'impression que si un Institut de sondage avait posé, au début juin, la question sacrilège : « Etes-vous satisfait du départ du général de Gaulle ? », on eût recueilli chez les partisans du « oui » un pourcentage non négligeable et bien proche dans la psychologie de ceux

qui votèrent « non » en calculant ensuite que « Pompidou serait là ».

Peu importe de savoir si le poids spécifique politique du Général s'est allégé dès mai 1968, malgré les apparences, ou dans la crise financière de novembre, le fait est qu'il n'a pu entraîner ni incliner la balance du référendum. Si sa conception des institutions domine bien la bataille de l'élection présidentielle, son coefficient personnel paraît ne plus intervenir qu'avec une moindre part.

La réforme de 1962 devient du même coup mieux intégrée dans nos institutions politiques ; elle commence à entrer dans nos mœurs après être entrée, non sans problèmes dans les textes, au point qu'après s'être retranchée d'abord derrière ses principes, M. Pierre Mendès-France apporte bientôt son appui à M. Gaston Defferre au risque de lui donner figure de candidat de substitution.

Mais les circonstances dans lesquelles l'élection de 1969 a été déclenchée introduisent un précédent constitutionnel qui n'est pas sans importance pour l'équilibre et le jeu des pouvoirs.

Certes, le débat reste ouvert — et plus que jamais — sur la portée du rejet référendaire (sur le fond de la réforme, les pouvoirs du Sénat ? ou sur la forme, recours à l'article 11 ?) La thèse du professeur Prélot qui récusait la valeur de précédent à la procédure d'octobre 1962, se trouve singulièrement renforcée et l'interprétation « gaullienne » de l'article 11 risque fort, même en l'absence de toute sanction constitutionnelle, de rejoindre aux oubliettes politiques le droit de dissolution si imprudemment manié par Mac Mahon aux origines de la III<sup>e</sup> République. Mais le général de Gaulle, par son retrait, confirme en revanche l'interprétation qu'il avait d'ailleurs lui-même donnée contre M. Sanguinetti et les tenants du recours à « l'article 16 ».

La présidence de la République apparaît alors moins stable que ne l'avaient voulu les constituants de 1958 puisqu'aux causes classiques de renouvellement (terme du septennat, décès ou empêchement du Président) vient s'ajouter la « démission pour échec politique ».

### M. Alain Poher au Palais des Sports à Paris

En eût-il été de même si le général de Gaulle ne s'était pas personnellement engagé dans la bataille du référendum ? Son crédit moral aurait été, malgré tout, entamé.

Mais se pose alors avec plus de force encore, au point qu'elle va dominer largement l'argumentation de la campagne, la « nécessité » de vues convergentes entre le Président et la Chambre. Mais l'inégale durée des mandats et la non concordance des échéances électorales risque d'entraîner dans un cercle vicieux. Et se profile alors la question inverse de celle posée en juin 1969. En cas de renouvellement de l'Assemblée nationale et d'un renversement de majorité (ou plus simplement encore d'un affaiblissement sensible de l'ancienne), faudra-t-il que le Président se soumette (et nous voilà de retour à Mac Mahon), ou se démette, transposant ainsi l'échec référendaire de 1969 au plan parlementaire ; mais quelle sera alors l'autorité d'un Président élu « à la remorque » d'une majorité manifestée au préalable et dont il n'est quand même pas certain qu'il l'ait conduite en leader, ou qu'il en ait été le seul ?

L'élection de 1969, par les circonstances où elle s'est déroulée, pose ainsi au moins autant de problèmes qu'elle n'en résoud.

## 2) MUTATION OU HASARD ?

Contresens ! riposteront les tenants de la « mutation politique » apportée par les conceptions constitutionnelles du gaullisme et l'exercice prolongé du pouvoir dans le cadre majoritaire. Jean Charlot — à coup sûr

un des meilleurs chercheurs de la Fondation Nationale des Sciences politiques et un des meilleurs connaisseurs du gaullisme — se déclare convaincu (*le Monde* 22-23 juin 1969) que « l'élection présidentielle confirme et scelle l'existence d'un parti ou plutôt d'une coalition dominante sur l'échiquier politique français. C'est une véritable mutation politique qui marque la fin du jeu parlementaire des partis multiples faibles et indisciplinés d'autrefois. »

Voire ! L'existence de la très forte majorité, élue en juin 1968, rendait, c'est certain, peu crédible un fonctionnement harmonieux des rapports Président-Assemblée nationale en cas de victoire de M. Alain Poher. Mais c'est oublier que le général de Gaulle avait envisagé son référendum en mai 1968 ; le sens politique de M. Georges Pompidou lui avait fait renoncer à un projet aventureux, qui eût risqué de bouleverser toute l'économie des institutions si le référendum avait été par malheur repoussé. Le général de Gaulle aurait alors démissionné (ou l'on revenait à l'article 16 en le justifiant par les circonstances exceptionnelles de mai), mais quel aurait été le sort de la majorité élue en 1967, où fleurissaient les cactus ?

Aurait-elle été si disciplinée, ou n'aurait-on pas assisté, à l'extérieur comme à l'intérieur de cette majorité, à des manœuvres savantes de « partis multiples et faibles » bien au-delà des hésitations ou des feintes observées un an plus tard ?

Le politique appréciera l'habileté tactique de M. Pompidou dans son pari électoral de 1968 et sa conduite à la fois prudente et résolue dans une « réserve » que

beaucoup même parmi ses amis d'aujourd'hui, interprétaient alors comme une demi-disgrâce.

Le moraliste trouvera normal qu'il recueille, un an après, les fruits de sa victoire politique après en avoir goûté d'abord de plus amers.

Le politiste (ou politologue, puisqu'on accorde les deux appellations aux chercheurs de la science politique) peut certes trouver dans les premiers moments de cet « après de Gaulle » une continuité du gaullisme qui tend à renforcer de nouvelles structures politiques, formées dans le long exercice majoritaire du pouvoir, mais peut-il affirmer qu'elles sont définitives, à tout le moins durables ?

L'historien, lui, reste plus impressionné par les contradictions que révèlent les situations politiques — électorales ou parlementaires — à un an tout juste d'intervalle. Il sait que le hasard des choses et des hommes a toujours sa place et, bien sûr, l'art de réussir est de l'utiliser.

### 3) ASSURANCES ET CONTRE-ASSURANCES

La candidature de M. Georges Pompidou était sûrement inscrite dans la nature des choses ; sa promptitude à se déclarer ne pouvait ainsi surprendre que ceux qui, au sein de son propre parti, espéraient l'écartier ou lui susciter assez de difficultés pour en obtenir des gages. En l'annonçant avant même de solliciter l'investiture des siens, M. Pompidou a pu vouloir se situer dès l'abord comme un rassembleur hors des partis selon l'imagerie populaire du gaullisme ? Ce pouvait être aussi le signal d'ouverture attendu pour l'élargissement mais en montrant que cette ouverture ne passait pas par la négociation avec aucun des composants de la majorité, fût-il dominant.

Qu'advenait-il alors de l'échafaudage constitutionnel d'un président issu d'une majorité et porté par elle, dont M. Michel Debré comme M. René Capitant s'étaient faits les propagateurs ?

M. Pompidou, en s'imposant, évitait d'avoir à s'expliquer et montrait qu'il avait retenu la leçon du général de Gaulle sur le mystère dont le chef sait entourer sa décision, quitte à la commenter avantageusement après coup.

Il s'imposait même doublement, à sa gauche toujours un peu brouillonne, comme à sa droite manœuvrière. Les termes acides de l'allégeance de M. René Capitant n'y changent rien. Le ralliement plus tardif de M. Valéry Giscard d'Estaing montre pourtant que la « coalition » majoritaire était moins soudée au départ qu'elle ne l'assura à l'arrivée. Sans doute le leader des Républicains Indépendants aurait pu entraîner, bon gré, mal gré, ses députés vers Antoine Pinay, il était exclu qu'il put les conduire vers Alain Poher. Or, il avait mesuré au cours de la campagne référendaire l'inconvénient d'être isolé de son propre groupe parlementaire resté à la quasi-unanimité dans le camp des « oui », par conviction, par fidélité ou par hésitation devant l'audace de la dissidence. Même s'il balançait quelque temps encore, M. Giscard d'Estaing dut se résoudre à casser les piquants de son cactus.

Son exemple prend alors force d'entraînement pour M. Jacques Duhamel et ses amis — dont quelques-uns comme M. Joseph Fontanet avaient fait campagne pour le vote blanc (à valeur de oui) ou d'autres, comme M. Poudevigne, avaient gardé un silence prudent en priant qu'on n'affichât pas dans son département la propagande du Président du Sénat pendant la campagne du référendum.

Les arguments — souvent semblables — apportés par l'un et l'autre pour expliquer leur ralliement à la candidature de M. Pompidou ont certes leur poids : assurance d'une majorité, volonté affirmée d'ouverture traduite en quelques formules nouvelles, cohérence plus forte de programme et concordance plus étroite avec certains thèmes soutenus aux R.I. ou au P.D.M., jugement plus favorable enfin porté sur le candidat lui-même.

M. Giscard d'Estaing paraît au début de la campagne rejoindre le camp du vainqueur probable. La décision de M. Duhamel intervient apparemment à un moment moins favorable où l'opinion semblait persuadée, au contraire, du succès de M. Alain Poher. Mais, politiquement, leurs hésitations comme leur choix ne leur étaient guère préjudiciables : l'appoint des amis de M. Giscard d'Estaing comme ceux de M. Jacques Duhamel était indispensable à une majorité « pohériste », leur défection pourrait alors être oubliée. Quelles qu'aient pu être les pressions des plus ardents engagés dans la campagne Poher, le risque était donc faible de ce côté et l'assurance prise lors de la campagne du référendum suffisante. Mais les voix des R.I. et P.D.M. n'étaient pas nécessaires à la majorité parlementaire « pompidolienne », s'ils s'en excluaient eux-mêmes à nouveau. Leur ralliement les assurait contre le risque d'une majorité « monocolor ». Les bases d'une entente pouvaient donc assez aisément être trouvées. La réflexion pourtant avait paru nécessaire ; le fait « majoritaire » est donc moins évident, moins contraignant et plus nuancé qu'on l'affirme couramment.

### 4) LA GAUCHE EN MIETTES

En prenant l'initiative, M. Georges Pompidou force ainsi la main à sa majorité comme M. François Mitterrand l'avait forcée à l'opposition de gauche quatre ans plus tôt. Mais la gauche de 1969 n'est plus celle de 1965. M. Mitterrand avait alors « ouvert le processus » de l'union, au moins celui de la Fédération, qui allait triompher aux législatives de 1967. Les « événements de mai » allaient sonner le glas de ces espoirs. La Fédération (F.G.D.S.) mourut, pendant les élections de juin 1968, d'une fluxion contractée sur les Barricades ou au stade Charléty ; le leadership de M. Mitterrand est alors contesté par tous, sauf par ses amis de la Convention des Institutions Républicaines, victimes de l'holocauste électoral.

La crise de la Gauche française relève d'ailleurs de causes qui dépassent la situation politique intérieure. Certes, la présence d'un parti communiste dominant constitue une position originale parmi les démocraties parlementaires occidentales (l'Italie exceptée). Mais elle complique plus encore le problème de l'avenir de la gauche socialiste ou socialisante, devant la société de prospérité occidentale, si imparfaite et si inégale que soit la répartition des fruits. L'échec du travaillisme britannique, le ralliement des sociaux démocrates allemands, après la répudiation en 1959 des derniers liens avec l'idéologie marxiste, à la « grande coalition » avec une démocratie chrétienne largement ouverte vers la droite, l'échec, ou les difficultés, à l'inverse des tentatives sans cesse renaissantes de l'ouverture à gauche en Italie, qui aboutira finalement à l'éclatement des partis socialistes, les discussions même sur le « socialisme à la scandinave », excommunié sans procès par toute la

« gauche orthodoxe », française ou européenne, et mis en minorité d'ailleurs par un renouveau de la droite et du centre dans deux pays sur trois sont autant de symptômes fort significatifs d'une crise qui est, manifestement, elle, une crise de structures et des idéologies. La Gauche française a pu un temps conserver son mythe. Les réalités étaient plus dures...

Etait-il possible d'œuvrer au sein de ces décombres ? Nul doute que M. Mitterrand l'ambitionnait et que, s'il n'avait pas été récusé, la campagne eut pris alors une toute autre physionomie.

La candidature d'Alain Poher ne se serait très certainement pas manifestée. Un autre pouvait-il prendre la relève ? Mais qui ? Ou le ralliement des centristes au bloc majoritaire n'en aurait-il pas été hâté, et plus franc, et plus massif ?

M. François Mitterrand aurait-il recréé la dynamique de la Gauche unie, espérée par les renovateurs du socialisme ? Pouvait-il neutraliser le risque d'une (ou des) dissidence « gauchiste » ? Aurait-il retrouvé son score du 1<sup>er</sup> tour de 1965 en recueillant une fois encore les voix radicales ? Et peut-on exclure la possibilité,

*Une conférence de presse de M. Alain Pcher*

dans ces hypothèses, d'un succès de M. Pompidou, dès le premier tour, avec un score supérieur à celui du général de Gaulle ? Autant de questions auxquelles il est difficile de donner une réponse. Mais M. Mitterrand, après tout, pourrait bien, quoi qu'il en pense, conserver de plus grandes chances de redevenir le rassembleur de la gauche socialiste parce qu'il n'a pas eu à courir les risques d'une nouvelle démonstration de faiblesse en juin 1969.

La candidature de M. Gaston Defferre ne peut être appréciée complètement que par référence à la situation interne de la S.F.I.O. où la rivalité des maires d'Arras et de Marseille pour le contrôle du Parti socialiste n'est pas sans rappeler les combats quelque peu ésotériques pour le profane, des deux Edouard au sein du parti radical d'avant-guerre (qui n'en est pas sorti grandi). Au point que la légende s'est emparée des deux personnages, faisant l'un plus retors et madré peut-être qu'il n'est et accordant au second le pouvoir de transposer au niveau national un succès local certain où les grandes vues politiques paraissent pourtant moins évidentes.

Pour la première fois, Gaston Defferre l'a emporté dans un congrès socialiste. Reste à savoir si Guy Mollet, conscient de l'échec probable, n'a pas préféré lui en laisser endosser la responsabilité qui écarterait alors son rival sans coup férir. Le « chef historique » du parti socialiste sait garder aussi le mystère sur ses arrières-pensées.

Certes, M. Guy Mollet n'a jamais dissimulé son calcul pour éliminer le général de Gaulle d'abord, les équipes gaullistes ensuite, avant de pouvoir redonner à la Gauche un nouveau rôle politique. Loin de « télécommander » l'opération Defferre, il eût préféré sans doute un socialiste plus discipliné, qui pouvait même s'effacer *in extremis*. Et il a souvent laissé entendre en privé qu'un homme du centre droit avait, dans cette opération première, plus de chances d'entamer le bloc des électeurs gaullistes qu'un homme de centre gauche qui ne faisait de toute façon qu'additionner différemment les voix d'opposition sans en gagner aucune. Certes, M. Guy Mollet s'est toujours vigoureusement défendu d'opérer une « ouverture » centriste, mais il n'a pas exclu le « calcul » centriste, en le faisant toutefois d'une manière très différente de celle de M. Gaston Defferre.

La candidature de M. Jacques Duclos devenait alors nécessaire, quoique le P.C. ne s'y est pas résolu de gaité de cœur. Mais le risque a finalement payé en donnant une réponse positive à la question de savoir si les électeurs communistes se porteraient sur un candidat du Parti dans une élection présidentielle et en démontrant la faible audience des « gauchistes » révolutionnaires de M. Krivine ou du P.S.U. qui ne s'affirme guère que dans les banlieues urbaines au détriment de la S.F.I.O. Le vieux leader communiste offrait l'avantage d'être accepté par toutes les tendances latentes au sein du Parti et de présenter une figure rassurante en exorcisant certains des « démons de mai » accrochés à ses basques. Ajoutez une truculence de bon aloi, agrémentant un fond de revendications aux résonances poujadistes ; la télévision allait révéler Jacques Duclos à beaucoup de Français, sans les convaincre encore.

## 5) LES DILEMMES CENTRISTES

La décision de M. Jean Lecanuet de livrer bataille pour le « non » dans la campagne référendaire avait entraîné, non sans difficultés, les centristes de diverses

observances. La campagne avait même été conduite avec une réelle unité, un texte commun figurant sur les deux panneaux du Centre démocrate et du Centre national des Indépendants, seules formations habilitées parce qu'elles disposaient à la fois d'un appareil national et d'une représentation parlementaire (sénatoriale) propre. Mais les textes réglementaires éliminaient le groupe P.D.M. et son président M. Jacques Duhamel, qui avait conduit, non sans autorité, la campagne électorale législative de 1968.

La surprise heureuse du 27 avril passée, on n'avait rien prévu pour la suite. Le morcellement du Centre, l'hétérogénéité des tendances au sein du groupe P.D.M., la suspicion qu'il éveillait chez les militants du Centre Démocrate, comme les réticences de ceux-ci à l'égard des autres partenaires de l'Entente centriste, élus locaux ou notables du Centre Républicain et du Centre National des Indépendants, ne permettaient guère qu'une action coup par coup et partiellement improvisée.

Alors qu'ils avaient animé largement la campagne référendaire par la propagande des affiches, par la personnalité même du Président du Sénat affirmée dans la bataille et qu'ils avaient influencé de façon décisive les résultats par les ralliements qu'ils avaient obtenus qui déplaçaient la majorité vers le camp des « non », les centristes pouvaient-ils exploiter à leur profit le succès du référendum ?

Et derrière qui ? C'était le point primordial. On avait pu coordonner des formations et des cadres dans des comités collectifs. Il fallait cette fois se ranger derrière un leader.

Le refus d'Antoine Pinay malgré l'élargissement que pouvait entraîner la sollicitation de M. Giscard d'Estaing, celui de M. Jean Lecanuet qui estimait un nouveau candidat mieux placé que lui-même pour rallier d'autres concours, le silence total dans les rangs du centre gauche, radical ou radicalisant, restituaient à M. Alain Poher, pressé par ces mêmes hommes, le rôle de chef de file qu'il avait abandonné dès le lendemain de la campagne pour se consacrer à l'intérim de la Présidence de la République.

Et lorsqu'il accepte, bien court reste le temps pour organiser la campagne. La « dynamique centriste » aurait-elle été plus vigoureuse si elle s'était affirmée de prime abord ?

On épiloguera aussi à cet égard. Elle eut permis certes une campagne moins improvisée. Encore eût-il fallu se mettre d'accord sur le style à adopter. Enclin par ses goûts personnels, soucieux des devoirs de sa charge dans l'intérim, attentif enfin aux conseils de retenue qui lui sont prodigués par beaucoup de ceux qui viennent de le solliciter, le Président du Sénat s'oriente vers une campagne mesurée, alors que M. Pompidou de prime saut se montre plus piquant et son entourage volontiers agressif. Bientôt ceux-là même qui prônaient la réserve seront les plus chauds pour préconiser la contre-attaque. Était-il possible de changer si soudainement et dans un si bref laps de temps la stratégie générale et la tactique ?

Quoi qu'il en soit, l'évolution de l'opinion en 15 jours a été spectaculaire et mériterait une étude approfondie et comparée des sondages et enquêtes. Notons au passage le crédit croissant que les sondages ont rencontré auprès des adversaires et des sceptiques, comme auprès des candidats. Certes, la presse a eu connaissance

— et a largement diffusé — les résultats généraux, mais des consignes de strict secret avaient été données par certains, pour éviter toute fuite prématurée et surtout toute publication des analyses détaillées ou des questions particulières posées à l'initiative des candidats. Lorsque ces documents deviendront publics — ou mis à la disposition des chercheurs (ce fut en tout cas l'usage après 1965) — on pourra alors tenter des explications mieux étayées. Nous utiliserons ici pour notre analyse les documents de la SOFRES, publiés dans « le Monde » et « le Figaro », ou établis à l'usage des conseillers du Président Poher.

La réflexion a-t-elle conduit l'opinion publique à revenir sur des emballements passagers ? Le suspense sur la candidature ne paraît pas avoir nui pourtant à la popularité du Président par intérim, et les premières mesures d'autorité prises à l'égard du secrétaire général pour les affaires africaines et de la direction de l'ORTF semblent appréciées. C'est tout au début de la campagne les 16-17 mai qu'un sondage donne, à la surprise générale, 39 % d'intentions de vote pour Poher.

Faut-il incriminer alors, pour expliquer le reflux, l'image des candidats présentée par la télévision ? Celle-ci pourrait avoir joué un rôle moindre qu'on imaginait *a priori*. Il semble bien que les téléspectateurs aient été saturés par le « matraquage » précédant le référendum. Dans un sondage des 26-27 mai, 37 % d'entre eux déclarent n'avoir regardé aucune des émissions (49 % des électeurs du « Marais »), 29 % seulement déclarent avoir regardé la plupart des émissions (19 % des électeurs du « Marais ») ; on sait par ailleurs qu'un bon nombre ne regardent ces émissions qu'en partie (début ou fin) et que les émissions de midi ne touchent qu'un public fort restreint.

Or, si l'électeur d'opinion « centriste » paraît être un téléspectateur consciencieux (37 % ont regardé la plupart des émissions), l'électorat « Poher » paraît plus fortement marqué encore par l'influence du « Marais » sans opinion précise, indécis et hésitant, susceptible de changer, ce que révèlent les réponses aux questions sur la fermeté des intentions de vote. C'est en définitive chez les agriculteurs, les cadres moyens et les inactifs (malgré un bon pourcentage chez les plus de 50 ans) que l'image Poher à la télévision a paru moins convaincante qu'en moyenne, à l'inverse de celle de M. Pompidou qui se renforce aussi (mais personne ne s'en étonnera) chez les cadres supérieurs, professions libérales, gros commerçants et industriels.

L'on observe aussi curieusement, dans les quinze jours de la première campagne, un double mouvement, un reclassement des électeurs de gauche dans leurs intentions de vote vers les candidats de leurs familles d'origine au fur et à mesure que la crédibilité du succès d'Alain Poher s'ancre plus fortement dans l'opinion générale, puis un glissement de plus en plus rapide des électeurs indécis ou hésitants vers M. Georges Pompidou qui paraissent bien avoir fixé ainsi, *in extremis*, les traits du scrutin du 1<sup>er</sup> juin 1969.

L'analyse des thèmes de la campagne fournirait aussi d'autres pistes d'explication. A vrai dire, la présentation en parallèle, opérée par certains quotidiens, des thèmes des divers candidats, et singulièrement de ceux de MM. Poher et Pompidou, ne révèle pas de grandes différences dans la densité et le contenu des analyses ou des propositions. Mais la concentration habituellement opérée par le second, sur un point plus précis ordonnant

*M. Georges Pompidou à Orvilliers*

le discours, a pu laisser une impression de décision et de maîtrise plus forte, sans que la formulation soit pourtant très différente. La boutade de M. Jacques Duclos (« Blanc bonnet et bonnet blanc ») pourrait évidemment trouver maintes illustrations quand M. Pompidou reprend à son compte, après l'avoir critiquée, la formule du Président « Guide et arbitre » ou « emprunte » le slogan du « Président pour tous les Français ».

Au soir du 1<sup>er</sup> juin, placé en seconde position, les hésitations du Président Poher ont été moins vives qu'au moment de sa décision première. Il avait eu, il est vrai, temps d'y réfléchir. Mais les conseils qu'il reçoit pour le presser de se retirer relancent la thèse et le débat de la bipolarisation.

Les ténors triomphants de la majorité — et plus encore les ralliés qui verraient justifiée leur propre position — sont rejoints ici par les théoriciens déçus de l'unité de la gauche qui voudraient tenter derrière M. Jacques Duclos une nouvelle épreuve. On conçoit l'intérêt des premiers qui peuvent espérer — la crainte du communisme aidant — faire obtenir à M. Pompidou au deuxième tour un pourcentage nettement supérieur à celui du général de Gaulle. Celui des seconds est un peu moins net ; il est peu probable que M. Duclos atteigne les 45 % (grossis des voix centristes et d'extrême droite) de M. Mitterrand en 1965. Mais ce serait la relance et l'affirmation d'une nouvelle crédibilité car, éliminée du 2<sup>e</sup> tour, la Gauche n'offre plus alors l'image de l'alternative au gaullisme qu'elle vise à implanter.

C'est précisément le sens même de l'engagement de M. Alain Poher et des centristes qui l'ont suivi. Sans doute s'était-il voulu plus un « centriste candidat » qu'un « candidat centriste », mais il échappe au dilemme qu'avait connu Jean Lecanuet en 1965, lors de son retrait. Peu importe l'appoint ou non des voix communistes ; massif, il eut provoqué un reflux des voix de centre droit vers M. Pompidou. La décision de l'abstention communiste est à la fois un soulagement psychologique et le moyen de maintenir la cohésion de la coalition née au 1<sup>er</sup> tour, en l'élargissant vers sa gauche sans pertes importantes à droite. Mieux qu'un refus de la « carte forcée » de la bipolarisation, le maintien au 2<sup>e</sup> tour d'un centriste candidat réaffirmait — aux yeux de ses partisans — les objectifs propres du centrisme et des centristes. Un désistement en faveur de M. Pompidou eut été démontré qu'ils n'en voulaient en fait qu'à la personne du général de Gaulle et étaient prêts à s'accommoder de son successeur. Or, ils avaient toujours affirmé des divergences de choix profondes, même si elles n'atteignaient pas toujours au fondamental. Sans doute pouvaient-ils « négocier » le ralliement, mais le caractère « militant » qui s'était affirmé au cours de la campagne ne le permettait guère sans paraître trahir ceux qui s'étaient engagés de part et d'autres et au surplus on eût toujours soupçonné des garanties ou des avantages personnels. Ni M. Pompidou ni M. Poher n'en seraient sortis grandis.

Sans illusion aucune, conforté par un ralliement de la plupart des anciens « defferristes », acquis d'ailleurs

d'avance à cette idée, Alain Poher s'engage ainsi dans le second tour autant par fidélité aux principes que dans l'impossibilité humaine et morale d'agir autrement.

Il renverse alors sa démarche et va se montrer plus agressif au moment même où M. Pompidou, fort de son avance, prend du champ et de la hauteur. Cette combativité nouvelle a pu décevoir ou choquer quelques-uns de ses premiers partisans, elle a raffermi le plus grand nombre. Mais derrière des points importants comme l'action des « polices » parallèles, le statut de l'information ou l'indépendance de la justice, elle laisse trop l'impression de querelles de détails, voire de personnes, peut-être même d'une revanche cherchée aux attaques obliques du 1<sup>er</sup> tour.

Et dans un public de plus en plus lassé, sourd peu à peu l'impression que le débat public devant les télé-spectateurs du suffrage universel ravale l'élection présidentielle et les grands débats qu'elle devrait susciter au niveau d'une rivalité d'hommes, avec des arguments jusqu'alors cantonnés au niveau des élections locales ou des luttes d'intérêts particulières.

Le ton avait été donné dès le premier tour. Le temporaire détachement du Président intérimaire n'avait pas eu l'impact qu'il en espérait. Les campagnes doctrinaires et intellectuellement plus satisfaisantes de M. Rocard ou du tandem Defferre-Mendès (ou mieux P.M.F.-Defferre) avaient en fait ennuyé; les résultats s'en ressentent. Saturés de considération sur les bienfaits ou les mouvements de la décentralisation ou de la déconcentration, les auditeurs, hors de la « classe intellectuelle » si proche de la « classe politique », n'ont pu se passionner pour le taux de croissance ou la répartition du produit national. La déception est, à cet égard, très forte pour ceux qui avaient espéré un regain d'intérêt pour les idées et souhaité l'apparition d'un débat démocratique, d'un style nouveau, aux dimensions du pays.

## 6) ECHANGES ET TRANSFERTS

La simple comparaison des résultats bruts montre que le bloc gaulliste, s'il reste massif, n'a plus le pouvoir d'attraction qu'il offrait sous la conduite du général de Gaulle. M. Pompidou recueille au premier tour 740.000 voix de moins que le général de Gaulle en 1965 et 3 % de moins par rapport aux inscrits (33,92 contre 36,98 %). Au second tour la différence se creuse davantage encore, c'est 2 millions de voix de moins et 7,6 % (37,17 contre 44,79 %) des inscrits. On peut donc parler d'effritement superficiel, sans brèche importante pourtant ni cassure encore.

Cette masse électorale ne saurait être sous-estimée puisqu'elle représente, à très peu de chose près, le potentiel des élections législatives de 1968 qui a assuré la majorité massive de l'Assemblée nationale. Le « bloc gaulliste » reste donc encore solide « après de Gaulle ». Il était peu probable qu'il se disloque instantanément au niveau de l'électorat alors qu'il gardait — par cohésion profonde ou par simple instinct de conservation — son unité parlementaire.

La poussée à gauche, signalée au lendemain même des élections par bien des commentateurs, n'apparaît pas à la réflexion aussi marquée. Le P.C., s'il récupère après son reflux de juin 1968, ne retrouve ni ses voix ni son pourcentage de 1967, à un moment où l'attraction de la gauche, communiste ou non-communiste, était puissante. Si l'on additionne l'ensemble des voix

d'extrême gauche (P.C., P.S.U., Krivine) on n'a guère que 300.000 voix de plus qu'en 1967, soit 20,25 % des inscrits contre 19,75 % en 1967. Or, bien des voix « fédérées » se sont portées — par opposition à la candidature Defferre — vers l'extrême gauche, communiste ou révolutionnaire, et leur appoint ne peut être négligeable. Il paraîtrait plus exact de parler d'un certain recul de la « gauche idéologique », car si l'on ajoute les voix de M. Defferre à celles des trois formations de l'extrême gauche, le total reste inférieur aux chiffres de 1965, 1<sup>er</sup> tour, comme de 1967. C'est la révélation de l'existence d'une « gauche modérée » flottante qui subit, malgré les mots d'ordre, l'attraction du centre par calcul ou par opportunité sans doute; ce mouvement devient manifeste dès lors que son efficacité devient crédible.

Le Centre apparaît en croissance avec 1.500.000 voix de plus qu'en 1965 au 1<sup>er</sup> tour et 4,80 % de plus par rapport aux inscrits, il a donc été bénéficiaire dès le 1<sup>er</sup> tour d'un transfert des voix de gauche, mais aussi d'un transfert de voix gaullistes. Mais les chiffres plus élevés des abstentions par rapport à 1965, 1967 ou 1968 indiquent aussi que les transferts se sont effectués aussi vers le « parti des abstentionnistes » dès le 1<sup>er</sup> tour.

Un sondage du 4 juin montre bien la nature et l'importance de ces blocs comme de ces transferts. L'électorat de M. Duclos rassemble la quasi-totalité des électeurs du P.C. (mais 2 % de ceux-ci vont vers Krivine et 2 % se prononcent pour le Président Poher dès le 1<sup>er</sup> tour). M. Rocard trouve l'essentiel de ses voix parmi la gauche non communiste (16 % de celle-ci), de même M. Defferre (27 %) mais la gauche non communiste recouvre en fait des courants assez divergents. L'électorat Poher apparaît, dès le 1<sup>er</sup> tour, complexe, mordant peu sur le P.C. (2 %) ou l'U.D.R. (3 %) mais ayant entraîné 34 % de la gauche non communiste (plus que Gaston Defferre, d'où le faible score de celui-ci), ainsi que 70 % du courant Centre P.D.M., 33 % des républicains indépendants giscardiens. M. Pompidou retrouve le gros de l'U.D.R., 95 %, 62 % des R.I., et attire 21 % des centristes et 9 % de la gauche non communiste. M. Ducatel semble avoir rassemblé un petit nombre de voix centristes essentiellement. Cette analyse par famille politique est confirmée par la comparaison avec la précédente élection présidentielle. M. Duclos retrouve à peu près les 6 % des voix du P.C. qui ralliaient le général de Gaulle en 1965, 52 % des voix de M. Mitterrand et 5 % des voix de M. Lecanuet; M. Poher prend 17 % des voix gaullistes de 1965, 21 % des voix de M. François Mitterrand et 63 % des voix de M. Jean Lecanuet. M. Pompidou ne retrouve que les 3/4 des électeurs du général de Gaulle en 1965 mais y ajoute 16 % des voix de M. Jean Lecanuet. M. Defferre recrute, comme M. Rocard, chez les anciens électeurs de M. Mitterrand plus une frange de ceux de M. Lecanuet.

Il est curieux d'observer ces échanges relativement importants: 21 % des anciens électeurs de M. Mitterrand se portent sur Alain Poher, alors que 21 % des anciens électeurs de M. Jean Lecanuet se reportent vers la gauche de Defferre à Rocard et Duclos; de même note-t-on, l'apport de 17 % des voix gaullistes déçus en échange du départ vers le gaullisme de 16 % des centristes de 1965.

Le courant « poheriste » du 1<sup>er</sup> tour reste donc « centriste » dans sa masse, mais élargi nettement et en nombre égal, sur sa gauche comme sur sa droite, en remplacement de défections moins nombreuses à ces deux ailes.



### *M. Georges Pompidou à Reims*

En ce qui concerne le 2<sup>e</sup> tour, seules peuvent être comparées jusqu'ici les « intentions de vote » du mercredi 11 juin enregistrées par la SOFRES mais avec un pourcentage légèrement différent du résultat du 15 juin. Mais la répartition par famille politique, catégories socio-professionnelles, comportement au 1<sup>er</sup> tour, marque peu de mouvements entre les deux tours, à la différence des évolutions d'attitudes révélées par les sondages pendant la campagne du 1<sup>er</sup> tour. D'autre part, le phénomène ne peut être aussi exactement mesuré en raison des réticences, même chez les électeurs du P.C., à s'avouer abstentionnistes auprès des enquêteurs.

Approximativement on peut estimer que les électeurs du P.C. se sont abstenus à environ 70 %, le reste se portant sur M. Alain Poher (environ 1/4 électeurs de M. Duclos), M. Pompidou en recueillant quelques éléments (5 % environ) favorables sans doute à ses thèmes de politique étrangère. Sont-ils les mêmes qui rejoignaient avant le général de Gaulle ? La démonstration est faite, contrairement à l'opinion courante dans les milieux politiques, qu'il est possible désormais de manifester une position en préconisant l'abstention. La discipline de l'électorat communiste avait été prouvée au 1<sup>er</sup> tour par le regroupement de toutes ces voix autour de M. Duclos, elle se retrouve au second dans l'abstention massive. D'autres formations peuvent-elles y réussir ?

Les électeurs de M. Michel Rocard paraissent également sensibles aux consignes d'abstention (un peu

moins de la moitié) mais ils se sont reportés à plus de 45 % sur M. Poher, et quelques éléments encore sur M. Pompidou. L'électorat de M. Defferre semble avoir balancé un peu plus qu'on ne l'imaginait et un cinquième d'entre eux peut-être s'abstient ; le reste se porte massivement (sauf aussi une frange de 5 % vers M. Pompidou) sur M. Poher.

Les pertes de l'électorat Poher entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> tours semblent moins fortes que celui-ci pouvait le craindre à la suite des défections ou déclarations multipliées à la veille du scrutin. Peu d'abstentions, mais probablement un peu plus de 10 % des voix pohéristes du 1<sup>er</sup> tour ont rejoint M. Pompidou ; elles auraient été compensées par un courant inverse (5 % des voix Pompidou au 1<sup>er</sup> tour) qui désirait limiter peut-être l'écart entre les deux candidats ou attiré par une détermination plus nettement affirmée dans la seconde partie de la campagne. Quant au mouvement non négligeable chez les abstentionnistes du 1<sup>er</sup> tour, ils paraissent s'être manifestés à près de 40 % au 2<sup>e</sup> tour, un peu plus en faveur de M. Pompidou, suivant le mouvement sans l'arbitrer. Mais leur apport aux deux candidats réduit l'apparence de glissement des voix Poher vers M. Pompidou et celle des voix communistes transférées sur le Président Poher.

L'analyse des intentions de vote à l'élection présidentielle et à d'éventuelles législatives confirme ces proportions. L'électorat Poher du 2<sup>e</sup> tour rassemble

60 % des éléments se réclamant du Centre P.D.M. (M. Duhamel n'en a entraîné que 17 % chez M. Pompidou), 44 % des éléments de la Gauche non communiste, 30 % des Républicains Indépendants et 20 % des électeurs décidés à voter pour le Parti communiste. Sur les 7.800.000 voix du 2<sup>e</sup> tour, c'est donc moins de 1 million de voix communistes (un peu plus si l'on y ajoute les gauchistes du P.S.U. qui se sont prononcés par tactique) qui se sont reportées sur le Président intérimaire. Les consignes du P.C. ont été plus suivies que ne le montrent les chiffres bruts de l'abstention (passant de 6,2 millions à 8,9 millions), si près de 40 % des abstentionnistes du 1<sup>er</sup> tour se sont « dégelés » au 2<sup>e</sup> tour, ce progrès serait alors non de 2,7 millions mais de 5,2 millions.

Les progrès de M. Georges Pompidou (près d'un million de voix) entre les deux tours proviendraient alors principalement de ces électeurs nouveaux, abstentionnistes au 1<sup>er</sup> tour, politiquement mal affirmés, attentistes et ralliant le succès probable. La cohérence de l'électorat Poher n'apparaît donc pas trop entamée par les vicissitudes qui ont suivi le 1<sup>er</sup> juin. Le noyau centriste reste irréductible dès lors qu'il peut se compter sur un candidat. Il a même pu manifester une force d'attraction, relativement cohérente au 1<sup>er</sup> tour, plus hétérogène et moins durable sans doute au second.

L'importance des abstentions montre une possibilité nouvelle dans le jeu électoral mais elle n'entame en rien l'acceptation de la règle du scrutin majoritaire. M. Pompidou n'a pu, certes, recueillir qu'un peu plus d'un tiers des inscrits contre un peu moins d'un tiers à son adversaire et un autre resté indifférent. C'est se retrouver dans la situation qui avait valu à la IV<sup>e</sup> République au 2<sup>e</sup> référendum constitutionnel de 1946, les sarcasmes du général de Gaulle. L'offensive communiste sur ce thème fit pourtant long feu. M. Pompidou ne devint pas un « mini-président » de la V<sup>e</sup> République comme personne d'ailleurs n'avait pu considérer la IV<sup>e</sup> République comme une « mini-République ».

Cette analyse à partir de sondages globaux à l'échelle nationale devrait pourtant être complétée par l'analyse des attitudes socio-professionnelles et surtout de situations locales. La comparaison des résultats du 1<sup>er</sup> et du 15 juin vient d'ailleurs confirmer ces hypothèses.

Dans la banlieue parisienne, la plupart des villes tenues par des municipalités communistes enregistrent une baisse de chiffres recueillis par les deux candidats le 2<sup>e</sup> tour ; le phénomène est net pour les petites communes (Drancy, Dugny, l'Île-Saint-Denis, 69,41 % d'abstention maximum de la région parisienne), ce qui démontre un certain effet d'intimidation devant la « surveillance » du scrutin par le P.C. Mais il est ainsi démontré que dans les forts bastions communistes, aucune des voix du P.C. ne s'est reportée sur M. Poher. La consigne paraît avoir été aussi bien observée dans les villes plus importantes (Saint-Denis, Bagnolet) où le taux de participation est un peu plus fort, où des deux candidats, seul M. Poher progresse en nombre, sans qu'il apparaisse avoir pour autant recueilli les voix du P.C. Les électeurs non communistes ont pu alors braver la surveillance, mais les électeurs communistes n'ont pu ou voulu enfreindre les consignes d'abstention.

Les mêmes observations peuvent être faites en province bien que les mairies communistes y soient rares. Toutefois, dans les zones industrielles, la consigne semble avoir été inégalement observée selon les régions, assez bien dans le Nord, Pas-de-Calais, Rhône ; un peu

moins dans la Basse-Loire, la Basse-Seine, au Creusot, etc. Mais moins de 10 % des électeurs du P.C. paraissent s'être ainsi mis en marge du Parti.

En revanche, dans les départements du Midi, où le vote communiste répond à un tempérament « de gauche » et « combatif » plus qu'à une option idéologique et à un encadrement efficace, on peut observer des transferts un peu plus larges quelle que soit la couleur de la municipalité (par exemple dans le Gers à Auch, dans l'Hérault à Sète, la première ville ayant un maire UDR, la seconde un maire communiste).

Ces ralliements communistes paraissent avoir été maxima, là où une personnalité locale engagée dans la campagne Poher a pu les entraîner, c'est le cas des deux députés P.D.M., Roland Boudet à Laigle, Jean Médecin à Nice qui ont pu « persuader » 30 à 40 % de l'électorat de M. Duclos. Mais il s'agit, répétons-le, de régions ou de villes où le P.C. n'est pas en situation dominante et où sa discipline n'a donc pu s'imposer et où déjà les élus locaux centristes pouvaient entraîner dans les élections municipales entre autres un certain nombre de voix de gauche.

L'explication donnée par M. Marcellin des gains de voix du Président Poher (« une grande partie des voix gagnées par M. Poher ne peut provenir que de l'extrême gauche ») doit donc être nuancée. Partout où l'appareil du Parti est efficace, le transfert de voix communistes au profit de M. Poher a été faible et même nul. Le « dégel » des voix du P.C. a été ailleurs le plus souvent restreint et l'apport communiste reste nettement minoritaire dans l'apport des voix de « gauche » venues soit dès le 1<sup>er</sup> tour ou au 2<sup>e</sup> tour ; il garde un caractère essentiellement « tactique ».

La division de la gauche par la rupture moins entre marxistes et non marxistes qu'entre doctrinaires et modérés était une des conditions du succès centriste pour se placer en vue du 2<sup>e</sup> tour et elle a été réalisée ; la seconde condition qui pouvait assurer le succès final était la division du bloc gaulliste par le détachement du centre droit réformiste et évolutif du bloc des conservateurs ou des continuateurs, mais elle ne s'est pas produite ni le 1<sup>er</sup> ni *a fortiori* le 15 juin.

Si l'apport de la gauche non communiste au candidat du Centre est certain et s'est avéré efficace au 1<sup>er</sup> comme au 2<sup>e</sup> tour, il a été équilibré par des apports équivalents en force sur le centre droit, au 1<sup>er</sup> tour ; et au 2<sup>e</sup> tour les défections du centre-droit paraissent avoir été plus limitées qu'on pouvait s'y attendre.

## 7) VERS QUEL AVENIR ?

Pourtant la démonstration du « recours possible de l'après-gaullisme » ne s'est pas faite avec suffisamment de force. La soudaineté et les circonstances mêmes de l'élection dans la brusque révélation au soir du 27 avril d'une situation potentiellement minoritaire ont pour un temps au moins cimenté le « bloc gaulliste ». Il aurait fallu pour l'entamer, selon le calcul même de M. Guy Mollet, un candidat plus proche de lui ; un « centriste candidat » risquait de ne se limiter qu'à un « semi-succès ». La division de la Gauche rendait impossible une démonstration de la possibilité d'une alternative de son fait. Mais pouvait-elle se réaliser sur des positions meilleures qu'en 1965 ? Le doute persiste, surtout

si le challenger avait été M. Duclos. On peut s'interroger pour savoir s'il existe une possibilité de majorité de gauche en France en dehors d'une grave crise économique (une crise sociale n'y suffit pas et même au contraire si l'on en juge par juin 1968). Mais on l'a dit fort justement, le drame de la gauche française est qu'elle ne peut conquérir la majorité sans le Parti communiste et ni la conquérir avec lui. Cette impuissance de la Gauche, faute d'une révision déchirante de ses options et de sa tactique, peut pourtant créer à la longue un vide parlementaire non souhaitable comme elle a produit le vide dans l'élection présidentielle de 1969.

La coalition qui a porté M. Pompidou à l'Élysée s'est peut-être élargie plus au plan parlementaire (où elle n'en avait pas besoin) qu'au niveau de l'électeur. Et c'est là une faiblesse. Comment l'électeur réagira-t-il devant les courants divers qui la traversent et qui se concurrencent en fait autant qu'ils se conjuguent. M. Giscard d'Estaing n'a pu faire admettre son idée chère « d'élections primaires » pour déterminer le meilleur candidat, mais s'il la reprenait au plan des élections législatives, le 1<sup>er</sup> tour en jouerait le rôle. La discipline de candidature aux législatives, même assortie d'accords préalables de désistements, pourrait donc jouer moins efficacement dans l'avenir. D'autre part, il suffit d'un faible déplacement de voix au scrutin majoritaire pour compromettre — sinon renverser — une majorité établie. Même s'ils restent défavorisés en arrivant le plus souvent en troisième position, un petit groupe

d'élus centristes pourrait bien alors arbitrer les conflits s'il en naît dans la majorité et qu'ils la divisent, comme un certain nombre de candidats pourraient, par leur maintien ou leur retrait au 2<sup>e</sup> tour, arbitrer le sort de la majorité elle-même. La simple réaction de l'électeur sans qu'il soit même besoin d'élections triangulaires, peut y conduire, ce fut le cas en 1967 où l'annonce d'une majorité massive après le 1<sup>er</sup> tour avait suffi à renverser la tendance au second et envoyé au Palais Bourbon, avec une poussée de la gauche, la majorité précaire de la saison des cactus.

Mais les perspectives électorales sont aujourd'hui lointaines et nul ne peut dire si les forces d'assimilation l'emporteront sur les forces de dissociation au sein de la majorité actuelle.

L'élection présidentielle paraît donc avoir confirmé les Institutions — encore que le ton de la polémique et certaines méthodes aient amené de nouveau certains à douter que ce fut là le meilleur moyen pour choisir un titulaire respecté à la plus haute charge de la Nation. Il n'est pas aussi certain qu'elle ait confirmé la philosophie qui avait inspiré ces Institutions. Mais ce ne serait pas la première fois où les mécanismes jouent dans le sens inverse prévu par leurs constructeurs. Pas plus que celles qui l'ont précédée, la V<sup>e</sup> République n'est prémunie contre ce risque.

Paul M. BOUJU ■

*Maître de Conférences aux Instituts  
d'Etudes Politiques de Paris et de Lyon*

## Les résultats complets de la métropole

|                                 | 15 JUIN 1969         |               |               | 1 <sup>er</sup> JUIN 1969 |               |               | 19 DECEMBRE 1965         |               |               |
|---------------------------------|----------------------|---------------|---------------|---------------------------|---------------|---------------|--------------------------|---------------|---------------|
| <b>Inscrits</b> .....           | 28.747.988           |               |               | 28.775.876                |               |               | 28.223.198               |               |               |
| <b>Votants</b> .....            | 19.851.728           |               |               | 22.500.644                |               |               | 23.862.653               |               |               |
| <b>Abstentions</b> .....        | 8.896.260 (30,94 %)  |               |               | 6.275.232 (21,80 %)       |               |               | 4.360.545 (15,45 %)      |               |               |
| <b>Blancs ou nuls</b> .....     | 1.294.629 (4,50 %)   |               |               | 289.922 (1 %)             |               |               | 665.141 (2,35 %)         |               |               |
| <b>Suffrages exprimés</b> ..... | 18.557.099 (64,55 %) |               |               | 22.210.722 (77,18 %)      |               |               | 23.197.512 (82,19 %)     |               |               |
|                                 | Voix<br>obtenues     | %<br>suf. ex. | %<br>inscrits | Voix<br>obtenues          | %<br>suf. ex. | %<br>inscrits | Voix<br>obtenues         | %<br>suf. ex. | %<br>inscrits |
| <b>MM. G. POMPIDOU</b> .....    | 10.686.498           | 57,58         | 37,17         | 9.763.428                 | 43,95         | 33,92         | De Gaulle<br>12.643.527  | 54,50         | 44,79         |
| <b>A. POHER</b> .....           | 7.870.601            | 42,41         | 27,37         | 5.202.271                 | 23,42         | 18,07         | Mitterrand<br>10.553.985 | 45,49         | 37,39         |
| <b>DUCLOS</b> .....             | —                    | —             | —             | 4.781.838                 | 21,52         | 16,61         | —                        | —             | —             |
| <b>DEFFERRE</b> .....           | —                    | —             | —             | 1.128.049                 | 5,07          | 3,92          | —                        | —             | —             |
| <b>ROCARD</b> .....             | —                    | —             | —             | 814.053                   | 3,66          | 2,82          | —                        | —             | —             |
| <b>DUCATEL</b> .....            | —                    | —             | —             | 284.820                   | 1,28          | 0,98          | —                        | —             | —             |
| <b>KRIVINE</b> .....            | —                    | —             | —             | 236.263                   | 1,06          | 0,82          | —                        | —             | —             |

# La contestation dans l'Eglise

par René Laurentin

Les quelques pages que nous publions, ci-après, font partie d'un ouvrage de René Laurentin « Enjeu du deuxième Synode et contestation dans l'Eglise » qui paraîtra en septembre aux Editions du Seuil.

**D**'OU vient la vague contestataire dont on parle dans l'Eglise actuelle ? A l'échelle française, on serait tenté de dire qu'elle remonte à la « révolution de mai 1968 ». C'est alors qu'on vit apparaître des informations religieuses d'un style insolite

## LA REVOLUTION DE MAI

A Paris, le 2 juin 1968, un groupe de jeunes : vingt à vingt-cinq ans, surgit dans l'église Saint-Séverin au début de la grand-messe, s'empara du micro et proposa de remplacer la messe par un débat sur le décalage entre l'exigence actuelle de l'Eucharistie et les structures de l'assemblée paroissiale. Le même groupe, le « CARE » (Comité d'Action pour la Révolution dans l'Eglise) opéra au temple du Luxembourg, 58, rue Madame, où il répandit, en manière de signe prophétique, des boules de naphthaline.

Un autre groupe d'étudiants : *Bible et Révolution*, qui avait un stand à la Sorbonne, tenta une opération analogue à Saint-Honoré d'Eylau.

Les procédés utilisés pour contester les autres institutions : universités, Etat, etc., faisaient irruption dans l'Eglise. Mais ces procédés ne sont que l'écume du torrent. Ils furent d'ailleurs mal accueillis par les paroisses ainsi interpellées. A Saint-Séverin, où un effort de compréhension se dessina, une fois passée la première surprise, le CARE refusa le dialogue proposé pour un jour ultérieur. Il le dénonça comme une entreprise destinée à résorber la contestation dans ses cadres préétablis.

Le phénomène significatif se situe à un autre niveau.

Ce qui fit la force de frappe du mouvement de mai, en général comme dans l'Eglise, ce ne sont pas les formes provocantes et souvent maladroites qui ont fait choc, c'est quelque chose de plus profond : un besoin de mettre en valeur l'homme, son existence, son identité, et cela de manière non pas individualiste, mais commune, par le dialogue, par la communication, et surtout par des *actes* considérés comme le seul moyen de dire « non » aux interdits, au « désordre établi » et à la société de consommation. Le ressort, c'était la revanche de

l'esprit sur la fabrication, de l'être sur l'avoir, de la liberté sur l'appropriation. L'humour, et une certaine mesure qui laissèrent cette révolution en deçà des violences sanglantes (fait unique, vu la violence et la prolongation des affrontements), attestèrent que cette liberté anarchique n'était pas sans contrôle.

Ces idéaux soulevèrent un raz de marée. Ils provoquèrent une sorte de conversion.

Les chrétiens qui vécurent ces événements de près ou de loin s'interrogèrent sur leur existence et leur liberté chrétienne, sur la communication dans l'Eglise, sur la distorsion entre l'Evangile et les structures classiques, trop semblables aux structures de ce monde. Le phénomène significatif, ce ne fut donc pas la formation de groupuscules à étiquette chrétienne, ce fut la participation des catholiques au mouvement d'ensemble, leur présence aux événements selon l'esprit du Concile.

Un des foyers de cette prise de conscience, ce fut le centre Saint-Yves, aumônerie de la faculté de droit et de sciences économiques de Paris. Les étudiants de cette branche avaient tout d'abord été parmi les moins sensibles au mouvement de mai. Mais le centre, situé en plein Quartier-Latin, rue Gay-Lussac, se trouva au cœur des batailles qui éclatèrent. Etudiants et aumôniers commencèrent par recueillir les blessés, puis tinrent un « forum permanent » sur les valeurs chrétiennes du mouvement de mai. Le dialogue fut catalysé par la conférence du père Blanquart, professeur à l'Institut catholique de Paris : un dominicain, très engagé dans le dialogue avec le marxisme, que Fidel Castro a longuement cité, dans son discours de clôture au Congrès culturel international de Cuba, en la même année 1968.

Certes, on n'a pas fini de démêler et de critiquer les sources complexes de la fermentation de mai : exigence d'un ordre meilleur et propension anarchique, requêtes essentielles et idéologies contestables, réalisme et utopie. Mais le fait positif et significatif, c'est que les requêtes du mouvement de mai 1968 coïncidaient, dans une large mesure, avec les grandes idées du Concile, notamment de la *Constitution conciliaire sur l'Eglise et le monde* : souci d'une société plus humaine, construite pour l'homme et non selon les déterminismes du profit,

« dialogue », « participation », « communication ». A quoi on pourrait ajouter la liberté des consciences, le droit à l'initiative, le principe de subsidiarité, l'engagement et ses dimensions prophétiques. Ces convergences furent directement reconnues, non seulement par les étudiants chrétiens, mais par les évêques dont les interventions personnelles et collectives se multiplièrent alors. Le Conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris les 18-20 juin, porta ce diagnostic :

*Il s'agit d'un mouvement de fond... Il appelle à bâtir une société nouvelle où les rapports humains s'établissent sur un mode tout différent. Cette société nouvelle, les évêques sont d'autant plus disposés à l'accueillir que le Concile, sensible à la mutation du monde, en avait pressenti l'exigence et fixé les conditions essentielles...*

*Jusqu'à nos jours, des situations d'injustices ont fait violence à trop d'hommes ou de groupes humains, les privant d'une authentique liberté...*

*Un point de non-retour est atteint. Désormais l'exercice de l'autorité requiert le dialogue et l'accès de tous à plus de responsabilités. L'autorité nécessaire à la vie de toute société n'en peut sortir que renforcée. (ICI, 1<sup>er</sup> juillet 1968, n° 315, p. 35.)*

Ainsi le facteur chrétien, étranger à l'origine des événements de mai, y trouva-t-il progressivement sa place et son expression. Des paroisses, des groupements catholiques et protestants tinrent des « forums ». Les remises en question y prenaient des formes modérées, en l'absence d'opposition ; car le mouvement de mai se durcissait à la mesure des répressions, quelle qu'en soit l'origine : gouvernement, Eglises ou partis politiques ; car tous les « appareils » institutionnels, en effet, suscitaient, à divers degrés, les mêmes réserves et la même allergie. Ainsi dans les premiers jours, les étudiants qui voulaient se faire les porte-parole, soit de l'archevêché de Paris, soit du parti communiste, pour des déclarations de sympathie à l'égard des mouvements, furent-ils accueillis avec une ironie doucement sceptique. Visiblement, les auditeurs n'attendaient rien de ces institutions.

C'est dans ce climat que le CRAC (Comité Révolutionnaire d'Agitation Culturelle) organisa, le 8 juin 1968, dans l'amphithéâtre Richelieu, un débat sur le thème : « De Che Guevara à Jésus-Christ » (Serrou, p. 96-113). L'idée provocante exprimée par ce titre tenait en ceci : Che Guevara, c'est déjà vieux, Jésus-Christ révèle une autre étape... Le même groupe organisa, le 14 juin, un autre débat, dans le grand amphithéâtre de l'*Institut d'Art et d'Archéologie*, sous le titre : « Prêtres et laïcs, que faites-vous de Jésus-Christ ? »

On connaît la fin. Après avoir tout submergé, le raz de marée soulevé par les idéaux et méthodes d'un groupe restreint, reflua ; les syndicats, un moment débordés, reprirent le contrôle sur un programme de revendications précises, qui fit passer au second plan la révolution structurelle. Le gouvernement rétablit l'autorité en composant avec les requêtes du mouvement. La crainte du désordre et de l'anarchie renversa le sens du courant. Le besoin d'ordre et de sécurité l'emporta. L'ordre établi triompha aux élections de juin. Pourtant, une prise de conscience irréversible s'était faite. Elle influait sur la manière de penser, d'assumer la destinée humaine, d'être dans l'institution, fût-ce le clergé, fût-ce l'Eglise. Les requêtes qui s'étaient exprimées durant les semaines de révolution demeuraient latentes.

## AVANT LA REVOLUTION DE MAI

La révolution de mai n'est pas, pour autant, le point de départ de la vague contestataire dans l'Eglise post-conciliaire. Peu avant, le Carême non conformiste de la Mutualité avait été un signe de la fermentation en cours. Le dominicain J. Cardonnel y contestait, au nom des prophètes et de l'Evangile, les injustices établies et la collusion de l'Eglise avec ce désordre.

Mais surtout, il faut dépasser l'optique française. Le mouvement contestataire s'était manifesté antérieurement en bien d'autres pays. Où a-t-il commencé ? Il est difficile de le préciser.

Déjà, Vatican II fut, dans une certaine mesure, la contestation d'un groupe d'évêques engagés contre la Curie qui tentait de réaliser un Concile institutionnellement préfabriqué. Certaines interventions de choc, et la lettre de protestation envoyée par « dix-sept cardinaux » pour dénoncer l'action clandestine exercée par les plus hautes autorités romaines pour volatiliser les textes sur *les Juifs* et *la Liberté religieuse*, étaient, dans leurs formes courtoises, des actes contestataires. Elles étaient du moins ressenties comme telles, voire comme un acte de révolte, par ceux qui représentaient l'ordre alors établi dans la Curie.

*C'est le concile Vatican II qui a lancé la grande contestation dans l'Eglise : la contestation au sens positif, disait Mgr Pichon, le 13 janvier 1968 à Europe N° 1.*

La contestation avait eu des formes pré-conciliaires en France, au temps où les *prêtres-ouvriers* publiaient leur *Livre blanc* aux éditions de Minuit (1954). Elle s'y trouvait éteinte à l'heure du Concile, mais elle éclatait brusquement dans les pays où le formalisme institutionnel semblait avoir établi son empire de la manière la plus absolue : en premier lieu, ceux où cette situation cohabitait avec un idéal national de liberté.

D'abord la Hollande, le pays des « provos », où cet idéal s'alliait au goût de la provocation. Les cadres craquèrent. Les Hollandais prirent la parole, posèrent des actes en rupture avec la discipline établie jusque-là. Ils le faisaient au nom d'aspirations nouvelles, issues de l'Evangile et des requêtes de la conscience contemporaine, avec la conviction d'une convergence et d'une synthèse possible entre l'antique Révélation et l'appel de l'avenir, sur les ruines du système post-tridentin. De là, un dialogue intensif. La hiérarchie l'accepta, s'y inséra organiquement. Ainsi, la contestation hollandaise n'est-elle pas marginale pour l'essentiel. Elle s'exprime dans les cadres d'institutions établies sur mesures et aménagés au fur et à mesure des besoins.

Aux U.S.A., le mouvement, guère moins intense, se déploie d'une manière plus inquiétante, faute d'une semblable synergie entre l'épiscopat et la base. Le phénomène contestataire est complexe. Des prêtres se groupèrent, dès 1965, malgré les réticences initiales de la hiérarchie, et leurs associations réunirent bientôt les deux tiers du clergé. Les associations spécialisées, de théologiens, de canonistes, exercèrent leurs critiques à l'égard de la pastorale incroyablement formaliste et moralisante qu'avaient les U.S.A. Dans les universités, dans les collèges, les enseignants et notamment les professeurs de religion, revendiquèrent ou prirent irrésistiblement leur liberté d'expression. Les compromissions de certains évêques avec la guerre du Viet-Nam et le racisme furent critiquées au nom de l'Evangile.

L'hebdomadaire *National Catholic Reporter* entretient une contestation permanente sous une étiquette « catholique » et maintient cette dernière, en dépit des injonctions de l'évêque du lieu.

En Espagne, la contestation a éclaté au début de 1966, à Barcelone, contre la nomination d'un évêque catalan. La police intervint contre le clergé...

En Colombie, le 24 mai 1965, Camilo Torres renonçait à l'exercice du sacerdoce pour prendre le maquis, et s'en expliquait publiquement dans une lettre où l'on trouve les thèmes fondamentaux des manifestes ultérieurs.

*Quand il existe des circonstances qui empêchent les hommes de se donner au Christ, le prêtre a comme fonction propre de combattre ces circonstances, même s'il lui faut, pour cela, renoncer à célébrer le rite eucharistique... Dans la situation actuelle de l'Eglise, il n'est devenu impossible de continuer l'exercice de son sacerdoce dans ses aspects de culte extérieur... La communauté chrétienne ne peut offrir le sacrifice d'une façon authentique, si, auparavant, elle n'a pas réalisé de façon authentique le précepte de l'amour du prochain, etc.*

Les manifestes devaient se multiplier sur ce thème, dans toute l'Amérique latine, au Brésil, notamment, après la mort de Camilo Torres, le 15 février 1966.

En 1967, à Rome, le Congrès des laïcs fut une explosion de requêtes à portée contestataire, qui fut d'ailleurs étouffée *in extremis* (R. Laurentin, *Premier Synode. Histoire et Bilan*, Paris, Seuil, 1968, pp. 219-130).

Le mouvement contestataire dans l'Eglise est donc bien antérieur aux événements de Mai 1968.

## LE SYNODE ET LE MONDE

Le Synode ne saurait borner sa perspective à des questions internes. Le risque numéro un, c'est qu'il s'enferme dans les frontières ecclésiastiques. Le premier Synode a déçu sous ce rapport, parce qu'il s'est trop laissé aller à la « joie pour des frères d'habiter ensemble », et n'a pas exploré l'horizon du monde. Le terné message pour la paix semblait un acquit de conscience, il n'a pas eu d'impact effectif.

Les hommes d'aujourd'hui s'interrogent encore : les questions du monde intéressent-elles vraiment l'Eglise ? La paix, la guerre, le développement, la socialisation, l'évolution des systèmes capitalistes et socialistes qui se partagent la planète, la justice, l'homme, la construction de l'avenir.

A leur sentiment, l'Eglise est trop absorbée par ses problèmes internes pour se pencher à la proue du navire, ainsi que le font les hommes représentatifs d'aujourd'hui, et se demander ce que sera le monde de demain, le monde de l'an 2000 : ce monde dont les modes de vie auront radicalement changé, ce monde où, selon certains calculs, la moitié de la population aura moins de vingt ans. Quel salut, quelle éthique conviennent à l'inévitable évolution en cours ? Comment l'aider à se faire ? Comment préparer l'avenir, qui se fait maintenant plus de dix ans à l'avance, avant qu'il ne soit trop tard ? Comment faire place aux hommes qui déjà vivent cet avenir, et en portent les chances ?

Il faudrait que le Synode manifeste le souci de se laisser enseigner par la situation du monde, par les réalités du monde. Qu'il sache entendre les questions des hommes, non pas celles d'hier, mais celles d'aujourd'hui, celles de demain, que des pionniers commencent à formuler dès maintenant. Bref, qu'il sache lire les signes des temps, ces temps qui changent dans une ligne qui se révèle, après coup, cohérente et déterminée.

Bien des hommes, en Amérique latine notamment, souhaitent que l'Eglise songe à ce péché collectif qui grandit comme un cancer dans le monde d'aujourd'hui et risque de tout corrompre :

— La progression alimentaire ne suit pas la progression démographique. Selon les statistiques de la F.A.O., il y a 400.000.000 « d'affamés absolus ». Il en meurt 30.000.000 chaque année. Il serait odieux de s'en désintéresser en se disant que cela rend moins urgent le problème de la régulation des naissances.

— Le décalage s'accroît entre les peuples de la faim et les peuples du superflu. Les U.S.A. étaient quinze fois plus riches que l'Inde en 1938 ; quarante fois plus, en 1967.

— La richesse se concentre. La pauvreté stagne ou s'aggrave, tandis que certaines parties du monde souffrent d'un mal inverse : l'obésité de leur richesse.

— 20 % des hommes possèdent 80 % des biens, et ces 20 % se situent, en majeure partie, dans les nations chrétiennes.

— Les entassements atomiques s'accroissent. Et l'élimination de ces déchets, le jour où l'on voudra s'en débarrasser, pose déjà des problèmes inextricables. Selon les calculs les plus modestes, un sixième de l'humanité périrait en cas de guerre atomique mondiale.

Comme membres de l'Eglise, nous devons avoir conscience de notre participation à ce péché du monde. Nous avons tendance à répondre verbalement, en exhibant des alibis : — C'est le péché originel, c'est le mystère.

N'est-ce pas là un reste de mentalité primitive propre à discréditer l'Eglise ? Cela ne ressemble-t-il pas à ce qu'on disait, au temps où la lèpre, la peste ou la syphilis étaient tenues pour des châtements de Dieu, où l'on pensait qu'il fallait les accepter comme tels et non leur porter des remèdes, réputés contre nature ? Cela ne ressemble-t-il pas aux mesures prises par les Etats du Vatican pour interdire la vaccination au début du XIX<sup>e</sup> siècle ?

L'Eglise est experte en humanité, a dit Paul VI. C'est vrai comme réalité, mais surtout comme projet. Experte, l'Eglise l'est, sans doute, dans l'ordre psychologique, du moins selon un certain classicisme psychologique. Mais il faudrait s'ouvrir à de nouvelles dimensions en ce domaine. L'Eglise est moins experte au plan politique, encore qu'elle ait une certaine expérience, trop centrée sur ses besoins propres. Elle ne l'est pas du tout au plan économique.

Notre participation à l'injustice, aux injustices fondamentales du monde d'aujourd'hui, aux crimes collectifs de notre temps, et la conversion que cela requiert, n'est-ce pas la question que le Christ nous pose aujourd'hui ? Ne faudrait-il pas passer par là pour trouver *par surcroît* la solution de nos problèmes internes ?

René LAURENTIN ■

*La deuxième session du Synode se réunira à Rome en octobre 1969. Le premier Synode se tint en 1967.*

# Les vacances et l'animation culturelle

par Maurice Cayron

**L'**AMPLEUR du sujet est décourageante. Aussi ne ferai-je brièvement que poser des interrogations, replacer le problème de la dimension culturelle des vacances dans son contexte, citer quelques expériences, proposer des conclusions.

Il faudrait beaucoup de méditation et une plus grande science que la mienne pour prolonger la remarquable réflexion du Congrès Mondial de Rome de l'U.I.O.O.T.(1), sur les Valeurs Spirituelles du Tourisme, dans le cadre du XX<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Les Droits de l'Homme : de la déclaration à l'application, que de chemin à parcourir. En France, 49 % des salariés n'ont pas de vacances. Et combien ont-ils un droit réel à la culture ? Les moyens d'accès à la culture ne sont-ils pas souvent enrobés dans une gangue de conventions, un langage ésotérique ? Malraux dit que l'Art c'est ce qui reste après la mort. Est-ce que Culture ne signifie pas trop souvent un culte des objets et une dévotion à des morts ?

Au début de cet article, je me pose un certain nombre d'interrogations.

## Y A-T-IL ENCORE DES VACANCES ?

Un journaliste français terminait un reportage de trois mois de visite de lieux de vacances choyés des Américains et des Européens par cette réflexion désabusée : « Il n'y a plus de vacances, mais personne ne s'en est aperçu. » Il décrivait : « Le long de la route de Miami à Palm-Beach, sur plus de 100 km, des centaines de milliers d'êtres mâles et femelles, habillés de la même chemise à fleurs, portant le même chapeau de paille, les mêmes lunettes noires, immobiles, sereins et silencieux comme des morts, tournaient le dos à la mer. » N'y a-t-il pas en France ou en Belgique des situations semblables sur les plages où chaque personne dispose d'un mètre carré de sable ?... On pourrait citer les caravansérails de dix et quinze mille personnes enchevêtrant leurs tentes, prisonniers d'une espèce

d'univers concentrationnaire ou encore ces voyages au rythme hallucinant permettant de parcourir l'Italie en 8 jours ou cinq pays en 2 semaines, ou encore cette fureur de « vivre vite » des automobilistes. Le comportement des vacanciers laisse aussi rêveur : mimétisme des stars, mimétisme des classes aisées, déguisement, travestissement, recherche de l'exotisme. Ce qui devait être « fête » est trop souvent devenu nouvelle sujétion et nouveau conditionnement.

## VACANCES, POUR QUOI FAIRE ?

L'étude des motivations des touristes justifierait à elle seule un très long article.

Partir, c'est rompre avec un état de fait, un système d'habitudes, un contrôle du groupe social dans lequel on est inséré. C'est s'évader, se libérer, rompre, vivre. Partir : c'est la liberté. Au départ, il y a souvent un réflexe de santé : fuite d'un milieu inadapté, recherche des occasions de s'exprimer, de communiquer mieux avec les autres, de découvrir, d'aimer. Mais c'est aussi la recherche du groupe, voire même de la foule, partagé entre la peur d'être seul, et la crainte de l'embrigadement. Il s'agit d'une société en migration temporaire, avec tout ce que cela représente d'insécurité, en particulier sur le plan psychologique. L'accueil devient l'élément capital. Mais trop souvent, au lieu d'être une occasion de communication, il enferme les migrants dans un ghetto et, à ce sujet, il faut dénoncer ces organisations financières du Nord de l'Europe qui, connaissant le besoin de soleil de leurs compatriotes, construisent centres et villages de vacances en Méditerranée, colonisant littéralement certaines régions, et y imposant leur langue, leur style de vie, leurs mœurs et jusqu'à leurs produits. Y a-t-il plus belle occasion culturelle manquée au profit d'une sorte de réalité nationaliste !

## LE VACANCIER : HOMME SOCIAL

Il est d'abord, en effet, un homme inséré dans un milieu social donné et dans une époque donnée. On ne

(1) *Unicef Internationale des Organismes Officiels de Tourisme.*

peut dissocier le problème des vacances de celui de la vie sociale. On connaît l'analyse des sociologues américains en ce qui concerne l'« homme de loisirs » : « Il jouit de l'instant ; ingrat à l'égard du passé ; insouciant à l'égard de l'avenir ». C'est une attitude anti-historique. Elle s'explique par bien des raisons :

— Pendant 48 semaines, l'individu est conditionné dans son milieu de travail, ses gestes sont automatisés et il déploie sa force physique et ses réflexes sans que participe son esprit. Il remplit avec son corps un espace dans l'usine et dans le bureau, mais sa personnalité n'est non seulement pas développée ni épanouie, mais même pas engagée par l'activité professionnelle. C'est un des principaux aspects de l'aliénation de l'homme contemporain dans le travail.

— Nous vivons dans une société de production qui appelle un développement toujours plus important de la consommation. Les vacances sont de plus en plus considérées comme un produit par les organismes professionnels, et les vacanciers comme de simples consommateurs. Ainsi, on assiste à l'intégration du loisir dans le système capitaliste. Le loisir devient un marché à conquérir et à organiser avec des moyens puissants, et des motivations simplement mercantiles. La publicité vient alors au secours de marchands et aiguise le besoin qui s'est révélé, voire le crée de toutes pièces. C'est alors qu'intervient la tâche des vendeurs bien formés aux techniques psychologiques de la vente. Cette vente des journées-vacances de tel ou tel club va nécessiter, et donc justifier l'appel à la propagande et l'on arrive jusqu'à créer des mythes, à donner aux séjours et aux voyages une sorte d'affabulation séduisante, et à instaurer un style, par exemple exotique, tel qu'il enivre grands et petits et les emporte avec frénésie dans une grande inconscience collective. On a déjà vu à propos des moyens de culture (théâtre, peinture, art en général) comment le jeu des intermédiaires et des managers a fait du contact si fondamental de l'homme et de l'art l'objet d'une économie de profits et, par suite, l'apanage d'une classe sociale. La consommation est plus qu'une nécessité, elle devient une manière d'être ! On a même écrit que « pour le sentiment populaire, la consommation c'est la liberté exprimée par la dépense : récompense et revanche des disciplines de travail ». Trop souvent, l'industrie du Tourisme a pour règle : Faire comme si l'homme devait être réduit à son instinct et à son porte-monnaie, et obtenir que l'essentiel soit d'exciter l'un pour vider l'autre...

— Par rapport aux motivations esquissées tout à l'heure, de recherche de liberté et d'affirmation de

soi, on offre trop souvent aux vacanciers durant leur temps de congé une vie à nouveau conditionnante et source d'une nouvelle aliénation.

## REALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Dans l'ensemble du Tourisme International, les arrivées de touristes étrangers ont augmenté de 259 % entre 1950 et 1963, et vraisemblablement autant entre 1963 et 1969. Cette formidable migration mondiale représente un mouvement de fonds annuel égal à plus de 3 fois le budget d'un pays comme la France. Les exigences du Commerce Extérieur et de la Balance des Comptes l'emportent très souvent sur les intérêts réels des touristes : l'Italie reçoit près de 20 millions d'étrangers chaque été. On ne peut qu'évoquer le problème parallèle du transport, et en particulier de l'automobile, qui représente une industrie-clé de nos pays d'Europe.

Mais, le Tourisme est aussi une réalité sociale. Il crée des échanges entre les régions et entre les peuples. Il peut être un élément de communication entre les civilisations, et c'est là déjà, en soi, un des éléments culturels importants des vacances. La manière de vivre dans des grands ensembles urbains a aussi une très grande conséquence sur le comportement des vacanciers. C'est à partir de tous ces éléments, de toutes ces interrogations et de ces réflexions sur le plan économique et social que depuis vingt ans un certain nombre d'expériences ont été lancées.

Ce sont, sur le plan des vacances familiales, les Maisons et Villages familiaux de vacances où tout a été prévu pour le bien-être et l'épanouissement de la famille, même si ses ressources sont modestes. Ils ont un énorme succès car, depuis l'architecture conçue comme un élément d'animation, jusqu'aux clubs d'enfants et d'adolescents, tout y a été prévu pour assurer avec une grande liberté personnelle — contraire du conditionnement — des contacts avec les autres, et atteindre ainsi à une véritable vie communautaire où l'individu n'est pas écrasé par le groupe mais lui fait un apport personnel. En France, les deux principales organisations, dans ce domaine des vacances familiales, que sont « Villages-Vacances-Familles » et « l'O.C.C.A.J. Tourisme Populaire », refusent chaque été plus de 50.000 familles.

Ce sont, aussi, des réalisations spécifiques pour les jeunes, représentant une véritable révolution dans la conception des vacances parce que leur donnant des possibilités d'expression et de création.



Ce sont, enfin, des campings témoins, où l'on trouve autre chose que ces vastes entassements où les vacanciers s'ennuient. Un centre culturel y est géré par les campeurs eux-mêmes qui y organisent leurs propres activités d'animation. Dans certains cas, 200 personnes se concertent pour communiquer leurs expériences et pour organiser au mieux de leur joie ce temps de liberté.

Mais il y a dans ces organisations de vacances davantage que le calme, la détente et la vie commune. Il y a la volonté d'intégration dans le pays d'accueil, à l'écoute et à la recherche de ses besoins, de ses richesses, de son peuple. Alors les vacances deviennent une véritable occasion de vie sociale et d'apprentissage de la vie communautaire. L'habitude prise d'être à l'écoute des autres, de les aimer, ne peut être en effet sans lendemain.

## REALITE CULTURELLE

On peut, en effet, faire en sorte que les vacances ne soient pas uniquement constituées de jeux inutiles et profiter de la chance qu'elles donnent à la culture et à la promotion des êtres. Toutefois, plusieurs conditions doivent être remplies à cet effet.

L'animation culturelle commence à la préparation du voyage, à la construction du village de vacances, au choix et à l'aménagement des lieux, etc...

L'animation repose sur un cadre qui doit faciliter les relations et les communications humaines. En plus de bonnes conditions matérielles, alimentaires et d'ambiance, la vie en vacances doit tendre à faciliter la promotion et non pas la régression. Il faut en effet malheureusement dénoncer un certain nombre de cas où les résultats sont négatifs et où la période des vacances devient donc nocive. Certes, il y a des échecs en tout ; ils ne sont pas graves si l'intention des promoteurs et les déterminismes qu'ils mettent en jeu concourent plus à la croissance qu'à la jouissance. Mais il ne peut s'agir de vouloir faire le bonheur des gens à leur place. Tel club se donne même pour objectif de créer une société de vacances qui soit « une société de bonheur » en réaction contre la société courante jugée comme contraignante et aliénante. Est-ce la solution ces paradis artificiels organisés par des animateurs qui ont tout prévu et qui « prennent en charge le destin des autres » ? Les vacances sont alors considérées comme une thérapeutique de la vie quotidienne. Or, aux dires même des psychologues et des psychiatres, il est

nécessaire de maintenir certaines structures, certains cadres qui permettent de rassurer les gens et leur donnent les possibilités nombreuses de choix. Le rêve, ou comme dit le psychiatre, l'imaginaire, le fantasme, sont dangereux parce qu'impossibles à réaliser. Transformer l'imaginaire en le sublimant comme font les dirigeants de clubs n'offre qu'un seul moyen, *celui de la régression*. Le grand risque de trop de clubs de vacances est d'être une voie régressive pour l'individu. Régression vers quoi ? Vers le *jeu*. On fait donc jouer les gens. Mais le jeu de l'adulte est fondamentalement différent du jeu de l'enfant. L'enfant joue autant avec son imagination qu'avec l'objet qu'il a en main, mais l'adulte ne peut « agir son rêve » comme l'enfant. D'où la nécessité de l'aider dans des régressions qui ne diront pas leur nom : des petits « machins », des colliers, des « rondes », etc..., qui — pure illusion ! — le ramèneront aux jeux de son enfance... Il y a un danger très grave d'encourager inconsciemment la régression, et la psychiatrie moderne nous prouve que toute satisfaction régressive est sans valeur et doit être condamnée.

Il en est de même sur le plan de la sexualité. Introduire un cadre permissif très important a pour conséquences de faire s'effriter les structures sociales : le « sur-moi social », c'est-à-dire quelque chose qui domine nos appétits, baisse et il ne reste plus que le moi, notre petit moi faible. Il va donc y avoir des catastrophes, car les faibles se tireront très mal de leur séjour (Docteur Jolivet).

Quant à la culture, il ne suffit pas d'annoncer « 200 concerts de musique classique, 120 débats sous les oliviers, 25 représentations théâtrales, 40 conférences d'archéologie et 70 bancs d'essai de poésie et de chansons » pour donner aux vacances une dimension culturelle.

La Culture, c'est s'intégrer, c'est intégrer le monde en fonction de ce qu'on est.

*Ce qui est important, c'est de prendre conscience d'une certaine historicité où notre histoire personnelle se rencontre avec une histoire qui nous dépasse et qui va continuer.*

Il faut former des cadres et des animateurs dans ce sens-là, pour qu'ils soient des « agents de développement ». Spécialistes en relations, profondément attentionnés à ce que les autres ont à dire et à ce qu'ils veulent faire, ils doivent permettre cette insertion du Loisir dans la vie, donner à tous les moyens de connaissance, respectant leur cheminement et encourageant leurs expériences. C'est une vocation comme celle de prêtre ou de médecin et si, de plus en plus on peut y voir les caractères d'une véritable profession, en aucun cas ne doit être transgressée une déontologie exigeante. Dans la société moderne, ces hommes-là sont les véhicules de la résistance au conditionnement, les incitateurs à la création d'une société nouvelle qui s'appuiera sur les formidables progrès technologiques mais pour aider à la croissance des hommes et des groupes à leur promotion, à leur épanouissement, et non pour les écraser.

La Culture, c'est le contraire de l'évasion, c'est l'antidote des maladies de la société de consommation, c'est l'accession à l'universel.

Maurice CAYRON ■

# Travail et Loisirs

par Maurice Blin

**C**IVILISATION des loisirs, ère de l'opulence, société de consommation : chacun des termes dont on baptise le nouvel âge où nous apprenons difficilement à vivre laisserait à penser que la porte du Paradis perdu s'entrouve enfin. Jean Fourastié a montré quelle extraordinaire mutation le machinisme avait entraînée depuis un siècle dans la condition humaine. Le temps et la peine au travail n'ont cessé de diminuer. Certains syndicats américains ont obtenu la semaine de trente-cinq heures. La semaine anglaise se généralise. Le nombre de jours chômés approche par an, en France, cent cinquante. Le loisir, ce luxe jusqu'alors réservé aux classes supérieures, est désormais à la portée de tous, ou presque.

La levée de la malédiction ancestrale devrait s'accompagner d'un immense sentiment de soulagement. Or, on constate à l'inverse que la société moderne est gagnée par l'inquiétude, la tension nerveuse et multiplie chez ses membres des symptômes de dérèglement psychologique. Que se passe-t-il donc pour que cette alliance nouvelle, en chacun d'entre nous, entre le travail et le loisir, se fasse aussi mal ?

On a tout simplement sous-estimé l'ampleur de cette révolution. La démocratisation des loisirs aboutit en effet à faire vivre à l'homme d'aujourd'hui deux destins jusqu'ici parallèles et qui étaient l'apanage de classes que tout séparait. En semaine, il se consacre à des tâches dont les exigences sont beaucoup plus sévères qu'autrefois. Il est soumis aux contraintes de l'horaire, de la précision, du rendement, à quoi s'ajoutent les servitudes du transport, de ces heures sans visage qui ne sont ni détente ni travail. On commence à découvrir à quel point cet état ambigu d'apesanteur psychologique est dommageable à son équilibre.

Et soudain, pendant les jours de congé, le voici abandonné à lui-même. Privé de tout encadrement, il est la proie de mille sollicitations que l'industrie du loisir met à sa disposition et il s'y abandonne un peu comme au sommeil. Parfois, c'est au contraire une frénésie de mouvement et de vitesse qui l'emporte. Il cherche ainsi à oublier la rigueur et la monotonie des jours. Il s'évade dans un autre monde. L'alcool servait autrefois à effacer d'un trait la fatigue du corps. Le congé d'aujourd'hui est moins le repos que l'alcool de l'esprit.

Mais, alors que le système musculaire récupérait vite et sans dommage, la mécanique de l'esprit, beaucoup plus fragile, s'accommode de plus en plus mal de cette rupture de rythme. C'est en septembre, au retour des vacances, que les dépressions nerveuses sont les plus nombreuses. Loin de s'équilibrer, le travail et la détente se heurtent et se contredisent. Le travailleur moderne est ainsi déchiré entre deux mondes qui ne se complètent pas comme le repos et l'action, mais s'opposent comme le rêve à la réalité.

L'observation clinique de cet être à deux visages oblige donc à tempérer l'optimisme un peu léger de ceux qui voyaient se lever l'aube d'un âge nouveau où chacun pourrait enfin goûter aux joies de la culture et de l'épanouissement personnels, réservées hier à une petite élite.

L'homme, en effet, est un. Le travailleur surmené ne peut pas devenir un oisif heureux. Il traîne sa fatigue, ses habitudes avec lui. Ainsi voit-on le loisir devenir minuté, trépidant, collectif à l'image du travail qu'il voudrait effacer et dont, en réalité, il reproduit les pires méfaits. Il est donc vain de croire que l'accroissement des heures dites de liberté suffira à lui seul à rendre à l'homme ce qu'une organisation nocive du travail lui aura préalablement enlevé.

Un loisir élargi ne suffira jamais à effacer les effets de mauvaises conditions de travail. Il ne fera, au contraire, que les rendre, par contraste, plus douloureuses. Psychologues et psychiatres auraient sans doute moins à intervenir dans la vie privée des gens s'ils étaient davantage présents à leur vie professionnelle. L'appétit de vacances traduit moins un refus du travail qu'une riposte inconsciente à un mauvais travail. L'exemple de l'étranger le prouve : c'est aux Etats-Unis que l'aspiration au congé est la moins intense. Mais c'est là-bas aussi que l'adaptation des horaires aux exigences de la vie familiale ou civique a été la plus poussée.

Au reste, le principe selon lequel le temps de loisir est appelé à grandir au détriment des heures de travail est-il aussi solide qu'on le dit communément ? Les choses ne sont pas aussi simples. Les méthodes et habitudes de travail sont sans cesse remises en question par le progrès technique. C'est la comptabilité du commerçant qui s'alourdit ; c'est l'ouvrier dont une machine coûteuse, perfectionnée, exige des performances nouvelles ; c'est le chef d'entreprise affronté à des choix de plus en plus difficiles en matière d'investissement. A tous, il est demandé vigilance, information, réflexion. Le souci qui en découle poursuit le travailleur bien au-delà de l'atelier, du magasin ou du bureau. Obligé de consacrer une part croissante de son temps à se préparer à ses nouvelles tâches, il risque de disposer de moins en moins de ce repos d'esprit, synonyme de vrai loisir.

Ainsi, la distinction brutale entre travail et loisir tend à s'effacer. Toute culture demain sera peu ou prou rattachée au travail. Faut-il s'en alarmer ? Nous ne le croyons pas.

Car, si le travail contemporain a pris ce caractère oppressif, c'est en grande partie parce qu'il n'a pas été suffisamment mesuré dans tous les effets qu'il a sur la condition de l'homme. Les sciences humaines découvrent avec un grand retard que l'homme est un animal laborieux et que c'est par ce biais fondamental qu'il faut d'abord le saisir. La littérature tragique ou roma-

*Vers un divorce des loisirs et de la culture ?*

nesque a dépeint à l'envi les exercices politiques, militaires ou sentimentaux d'une élite libre de toute responsabilité économique. A l'heure où ce qui distingue l'élite, c'est tout à l'inverse le temps exceptionnellement long qu'elle accorde au travail, où la distinction même entre l'élite et le reste de la société est de ce point de vue en train de s'effacer, il faudra bien que le travail redevienne l'objet de réflexion privilégié de la culture.

D'ailleurs la culture, elle-même privée de sa référence au destin quotidien de l'homme, court le plus grand risque de s'étioiler ou de se confondre avec on ne sait quel rêve extravagant et gratuit. Bien des expressions de l'art contemporain, dans leur obscurité et leurs excès, manifestent le malaise d'un art qui n'est plus qu'un délire de couleurs, de lignes ou de sons

sans objet. Devenu évasion pure, il tourne délibérément le dos à la peine et aux soucis des hommes. Ce divorce actuel entre la culture et la vie, entre l'art et le travail, reflète cette cassure où nous voyions plus haut l'une des sources de la névrose contemporaine. Faut-il l'opposer à cet art qui, de l'Antiquité à hier, d'Hésiode à Virgile, des fabliaux du Moyen Age aux chapiteaux des cathédrales et à la peinture hollandaise, offrait à l'homme un reflet apaisé, purifié, de ses travaux et de ses joies ?

Le travail moderne, devenu réflexion et invention, est déjà, tout entier, culture. Une culture qui ne le comprendrait pas, un loisir qui ne s'en nourrirait pas, n'auraient très vite plus rien à nous dire.

Maurice BLIN □

# Faut-il brûler le Plan Mansholt ?

par Jacques Mallet

C'EST le 10 décembre 1968 que M. Mansholt, vice-président de la Commission Européenne, a lancé à Bruxelles son plan pour la réforme de l'agriculture. Il fit alors l'effet d'une bombe dans le Landerneau européen. Depuis, les controverses autour de ce Plan sont allées bon train. Les préoccupations électorales, en France et, en Allemagne, n'y ont pas été étrangères. Et il faut bien dire que certaines organisations professionnelles ou politiques — telles que le MODEF — ont trouvé là ample matière à démagogie. Toutefois, il convient de noter que le Centre National des Jeunes Agriculteurs, tout en formulant quelques nuances et réserves, a approuvé l'essentiel des analyses et des orientations de M. Mansholt.

A la veille de négociations importantes où va se jouer l'avenir de la politique agricole commune, il importe autant que possible de « dépolitiser » la discussion sur le plan Mansholt et d'examiner objectivement les problèmes qu'il analyse et les solutions qu'il suggère. Le temps des critiques négatives est passé. Nous en sommes arrivés à l'heure de la réflexion et des discussions sérieuses.

## DES CONSTATATIONS IRRÉFUTABLES

Le Plan Mansholt présente un diagnostic et propose une thérapeutique. Les remèdes qu'il préconise peuvent être discutés, mais le diagnostic nous paraît irréfutable. On conçoit aisément qu'à dire certaines vérités M. Mansholt ne satisfasse personne et qu'il fasse beaucoup de mécontents. En tout cas, ce ne serait pas une solution que de casser le thermomètre, de déchirer les feuilles de température et les ordonnances, même si l'on conteste certaines modalités du traitement, et finalement de tuer le médecin pour sauver le malade.

On dénonce M. Mansholt comme un technocrate, mais ne baptise-t-on pas « technocrates » les techniciens avec lesquels on n'est pas d'accord ? En fait, le père de l'Europe Verte, agriculteur lui-même, homme politique de tendance socialiste, n'est rien moins qu'un technocrate. Nul n'est plus soucieux que lui des problèmes humains et sociaux de l'agriculture. Encore faut-il être

conscient d'un certain nombre de réalités économiques, que les agriculteurs ne sauraient méconnaître sans compromettre leur avenir.

Ces réalités, quelles sont-elles ?

C'est d'abord la médiocrité de la condition des agriculteurs. Leur revenu relatif continue à se détériorer en dépit de tous les efforts financiers engagés par les gouvernements et par la Communauté. Ce revenu reste inférieur à celui des autres catégories de la population. L'écart s'est aggravé au cours de ces dernières années. Qui plus est les conditions de travail et les conditions d'existence dans l'agriculture sont, dans beaucoup d'exploitations, à la limite du tolérable : durée du travail excessive, insuffisance des loisirs, impossibilité des vacances, esclavage de la femme. Tandis que certains producteurs bénéficient de « rentes » substantielles, les autres arrivent tout juste à survivre. De manière générale, les agriculteurs s'interrogent avec angoisse sur leur avenir. On n'a pas le droit de les laisser plus longtemps dans l'incertitude.

Deuxième réalité : c'est la limitation des débouchés offerts à certaines productions et l'apparition d'excédents qui vont croissant. La production augmente plus vite que la consommation : on estime que la demande de produits alimentaires augmentera moins vite dans la Communauté que ne s'élève le niveau de vie. Elle se développera annuellement de 2,5 % entre 1965 et 1970 alors qu'elle s'est accrue de 3,6 % entre 1960 et 1965. En outre, 40 % seulement des dépenses alimentaires des ménages vont aux producteurs agricoles et leur part tend à s'amenuiser tandis que croît celle de la transformation.

Sur le plan international, les débouchés sont limités par la concurrence qui s'exerce pour la conquête des marchés ainsi que par l'existence d'accords bilatéraux, justifiés par des considérations historiques ou politiques. La demande de produits alimentaires va stagner dans les pays industrialisés et ne s'élargira que faiblement dans les pays en voie de développement. L'aide alimentaire n'ouvre que des possibilités d'écoulement restreintes. Quant à la négociation d'accords mondiaux, elle se heurte à de graves difficultés et à de vives résistances. La Communauté reprendra certes, au cours des

prochaines années, ses projets d'arrangements mondiaux qui n'ont pu aboutir lors des négociations du Kennedy Round. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : les négociations dureront des années et leur issue est très incertaine (1).

Les excédents sont devenus particulièrement volumineux dans le secteur des produits laitiers : ils atteignent 330.000 tonnes de beurre et 200.000 tonnes de poudre de lait, c'est-à-dire que nous arriverons bientôt à la limite de nos capacités physiques de stockage. La réduction des aides au stockage de beurre que l'on constate actuellement en France n'a qu'une valeur conjoncturelle. Elle est due, semble-t-il, à des raisons climatiques ou psychologiques (la publication du « Plan Mansholt »). Elle ne signifie donc pas un renversement de la tendance.

Conséquence inévitable : les charges financières qu'exige le soutien des marchés ont atteint pour les Etats membres et pour la Communauté un niveau qui ne peut être dépassé. L'augmentation des sommes inscrites à la Section Garantie du FEOGA (2) est significative à cet égard : 160.000.000 d'unités de compte (dollars) en 1964, près de 2.500.000.000 en 1968, dont la moitié environ pour les seuls produits laitiers, 3.000.000.000 sans doute en 1970. A ce rythme les prévisions pour 1980 et 1985, si l'on ne fait rien d'ici là pour tempérer le coût total de la politique agricole, conduiraient à des sommes fabuleuses que les experts ont estimées à 10.000.000.000, puis 13.000.000.000 de dollars. Sur le plan national, le FORMA a dépensé pour le soutien du marché des produits laitiers 280.000.000.000 d'anciens francs en 1968, il en dépensera vraisemblablement 350.000.000.000 en 1969.

Même si la dépense devait être légèrement inférieure aux prévisions, elle reste considérable, et pour tout dire à la limite du supportable.

Enfin, dernière constatation : l'accroissement des excédents et des charges financières qu'ils imposent à la Communauté risque de compromettre à terme l'avenir de la politique agricole commune. Celle-ci a eu des résultats très positifs pour l'agriculture française, qui vend aujourd'hui au Marché Commun 51 % de ses exportations. La France a bénéficié dans le cadre du FEOGA d'un solde créditeur net de 1.300.000.000 de francs en 1968, solde qui s'élèvera à plus de 2.000.000.000 en 1969. Dans le même temps nos partenaires payent et n'encaissent pas — à l'exception des Hollandais.

Le développement de l'agriculture française ne peut plus désormais se concevoir en dehors du cadre européen. Or la politique agricole commune repose sur le

---

(1) On sait par ailleurs que l'Allemagne et les Pays-Bas sont hostiles à la taxe sur la margarine proposée par la Commission. Quant au contingentement des importations communautaires de matières grasses, il pourrait difficilement être appliqué aux pays en voie de développement et déclencherait une guerre commerciale avec les Etats-Unis. D'ores et déjà, la petite taxe proposée par M. Mansholt entraînerait des mesures de rétorsion des Etats-Unis sur les exportations industrielles européennes. Cela ne signifie pas qu'il faille y renoncer.

(2) Fonds Européen d'Oriantation et de Garantie Agricoles. La section « Garantie » finance les interventions sur le marché et les aides à l'exportation.

pilier de la solidarité financière entre les Etats membres qui prennent collectivement en charge les dépenses agricoles. Mais le règlement financier provisoire, adopté en 1966, arrive à expiration à la fin de 1969. La négociation du règlement financier définitif sera extrêmement difficile. La France ne peut demander à ses partenaires de respecter les règles de la solidarité financière sans accepter en même temps de s'engager dans un effort commun pour limiter les productions excédentaires.

Telles sont les dures réalités devant lesquelles doivent courageusement se placer les agriculteurs français, s'ils ne veulent pas s'exposer demain à d'amères désillusions et au risque de « révisions déchirantes » dont ils seraient les principales victimes.

## QUELQUES MALENTENDUS A DISSIPER

Cela dit, les solutions préconisées dans le Plan Mansholt pour remédier à cette situation ont été parfois mal interprétées. Il faut à ce sujet dissiper quelques malentendus.

Tout d'abord, on a dénoncé l'intention qu'aurait M. Mansholt de réduire les prix agricoles. Le Plan Mansholt en réalité se borne à proposer une *stabilisation des prix* et surtout une politique de prix plus rationnelle, établissant une meilleure hiérarchie entre les prix des différents produits agricoles, afin d'orienter les spéculations des agriculteurs vers les productions déficitaires : céréales fourragères, viande bovine.

Il n'est pas sérieux de prétendre qu'on puisse améliorer le revenu du plus grand nombre des agriculteurs en augmentant sensiblement le niveau des prix. La Commission précise clairement que les ajustements de *prix* ne doivent pas constituer le facteur exclusif de l'évolution des *revenus* des agriculteurs. Le revenu agricole doit résulter d'actions conjointes et simultanées : d'une politique de prix, d'une politique des structures et d'une politique de transferts et d'aide aux personnes, adaptée aux objectifs sociaux et humains qui sont ceux du Plan Mansholt. En tout cas, comme le souligne avec force M. Raymond Barre, vice-président de la Commission du Marché Commun, « le système actuel de soutien quantitativement illimité sur la base de prix élevés et sans cesse relevés, me paraît exclu pour l'avenir. » Il faut réviser les prix communs, résultats de compromis politiques, sans doute inévitables mais aux conséquences économiques aberrantes. Il faut rechercher l'amélioration nécessaire des revenus agricoles dans une action sur les coûts de production et la productivité de l'agriculture, c'est-à-dire avant tout sur les structures de production et de commercialisation.

On a accusé souvent la Commission de proposer une réduction de 5.000.000 du nombre des agriculteurs en dix ans. C'est inexact. A partir d'un examen objectif de la situation, le Plan Mansholt a simplement indiqué — se bornant en cela à reprendre les projections des experts nationaux — que dans une économie parvenue à une utilisation optimale des facteurs de production, les chiffres de production envisagés pour l'Europe pourraient être obtenus par 5.000.000 d'agriculteurs. Mais il ne fixe pas dans ce domaine un objectif précis, à une échéance déterminée.

Il va de soi que la réduction indispensable de la population active agricole exige une politique économique globale, garantissant un rythme d'expansion suffisant (dans le passé on a constaté qu'un exode rural de 5.000.000 de personnes dans la Communauté s'était réalisé sans problèmes majeurs parce que cette condition était remplie). Elle exige d'autre part une politique active de création d'emplois adaptée aux nécessités régionales, la création de structures d'accueil, tels que logements, écoles et hôpitaux, et un aménagement de l'espace rural maintenant un équilibre entre la ville et la campagne. C'est un fait, en particulier, que le Plan Mansholt a beaucoup insisté sur les aspects régionaux des mesures à prendre qui, définies sur le plan communautaire, seraient exécutées sur le plan national.

On a également reproché à la Commission de prétendre imposer par des mesures dirigistes un agrandissement systématique des exploitations agricoles. Il s'agit sur ces deux points d'un procès de tendance : l'application du Plan Mansholt est fondée sur le libre choix des agriculteurs. Les « unités de production » et les « entreprises agricoles modernes » se constitueront entre des volontaires, elles produiront ce qu'elles voudront, où elles le voudront, comme elles le voudront. Il ne leur est imposé aucune contrainte : simplement les aides prévues, soumises à certains critères, inciteront les exploitations à s'élargir à des dimensions *optimales* — sans gigantisme inutile — permettant de produire rationnellement, ou à s'organiser de telle manière que chaque travailleur puisse bénéficier de conditions de vie satisfaisantes.

Les dimensions suggérées par le Plan Mansholt n'ont rien d'excessif : de 80 à 120 ha pour les céréales, de 40 à 60 vaches pour le lait, de 150 à 200 bovins pour la viande. Il convient surtout de préciser que l'agrandissement des exploitations n'a pas de valeur en soi mais par rapport aux conditions de la production et du marché. La constitution d'entreprises agricoles modernes est très souhaitable, mais elle n'est pas présentée comme une panacée. La Commission ne se dissimule pas qu'elle nécessitera des délais importants et d'importants capitaux.

L'adaptation des exploitations agricoles aux conditions de l'économie moderne doit être recherchée également par d'autres moyens et, en particulier, comme l'indique le Mémoire par le groupement des producteurs, par une politique de spécialisation et de qualité, par l'établissement entre les exploitations de liens contractuels en amont et en aval — par exemple de coopératives d'achat et de vente — par une action vigoureuse dans le domaine de la commercialisation.

Il est un dernier reproche qu'on adresse souvent au Plan Mansholt : c'est de comporter le risque d'un accroissement des excédents et donc des charges financières de la politique agricole. Force est de reconnaître que M. Mansholt se livre sur ce point à une sorte de *pari* raisonnable : il estime que la stabilisation des prix rendra à ceux-ci leur signification économique pour l'orientation de la production — vers les produits déficitaires — que, d'autre part, la modernisation des structures agricoles entraînera une réduction sensible des coûts de production. De toute manière, la politique agricole continuera à être coûteuse. On ne saurait espérer dépenser beaucoup moins. Il s'agit de dépenser mieux : c'est-à-dire de réorienter les dépenses stériles du

soutien de marchés excédentaires vers des mesures d'adaptation des exploitations aux conditions de la vie économique moderne.

M. Mansholt propose en somme aux gouvernements et à la Communauté de dépenser plus dans l'immédiat pour dépenser moins à terme, et surtout pour faire un meilleur usage de leurs efforts financiers. Les dépenses engagées dans le domaine des structures devraient permettre en effet, à partir de 1974, de réduire les dépenses de soutien des marchés pour les ramener à un total raisonnable de 750.000.000 de dollars — 250.000.000 pour les produits laitiers — dont 700.000.000 seraient financés par les ressources venant des prélèvements agricoles : le Plan Mansholt constitue un vaste programme d'investissements, d'un genre nouveau, portant à la fois sur les hommes et sur les biens matériels.

A défaut de s'engager dans cette voie, il est à peu près certain qu'on en viendra inéluctablement à un contingentement de la production — fondé sur des « quotas nationaux » — ou à un plafonnement des dépenses financées par la Communauté. Une telle solution aurait de sérieux inconvénients. Elle « gênerait » pour ainsi dire la situation actuelle des marchés nationaux, empêchant les spécialisations nécessaires, privant les agricultures à fort potentiel — et notamment l'agriculture française — de leurs possibilités d'expansion. Elle conduirait en fait à un reclouonnement des marchés, qui serait la négation même du Marché Commun.

## UNE POLITIQUE DE VERITE

Devant les oppositions qui se manifestent, notamment en France et en Allemagne, certains affirment que le Plan Mansholt peut être considéré comme « enterré ». Si tel devait être le cas, on le verrait renaître demain sous une autre forme dans les négociations de Bruxelles : le plan écarté, les problèmes demeurent. Il s'agit de savoir en définitive quelle place l'agriculture doit tenir dans l'économie européenne et quel type d'activité agricole convient à la Communauté. La Commission n'a jamais considéré qu'il s'agissait d'un plan en bonne et due forme, à prendre ou à laisser. Elle a voulu surtout, et c'est le grand mérite de son Plan, poser certains problèmes, c'est-à-dire poser l'ensemble des problèmes agricoles — prix, marchés, structures, politique sociale — dans l'ensemble de l'économie européenne. Elle a voulu contraindre les agriculteurs, les gouvernements, l'opinion, à un vaste effort de réflexion sur l'avenir de l'agriculture dans la société industrielle moderne. Pour le reste, elle s'est bornée à suggérer quelques orientations destinées, après une large discussion avec les intéressés, à préparer des propositions et des décisions précises et concrètes. De ce point de vue, le Plan Mansholt a déjà pleinement atteint son objet.

On dit que toute vérité n'est pas bonne à dire. Les responsables de la Communauté ont estimé au contraire que la franchise était une forme du respect. M. Mansholt nous invite à choisir entre une politique de vérité et de courage, sociale et humaine, s'efforçant de maîtriser, de « planifier » une évolution inéluctable, et une politique de laissez-faire qui livrerait à terme les agriculteurs aux conséquences impitoyables de cette évolution.

Ceux qui se contentent aujourd'hui de critiquer son Plan ou ne lui opposent que des solutions peu réalistes préparent pour l'agriculture française et européenne des lendemains qui ne chanteront pas.

Jacques MALLET ■

# Qu'est-ce que le Plan Mansholt ?

## I. BILAN DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

### L'acquis.

On peut mettre à l'actif du Marché Commun agricole l'augmentation considérable des échanges, due à l'organisation commune des marchés, et la responsabilité financière commune.

### La situation actuelle de l'Agriculture.

Elle n'est pas satisfaisante quand on constate :

- l'absence de parité du revenu agricole,
- le degré élevé de l'auto-provisionnement et l'apparition d'excédents « structurels » (en particulier dans le secteur des produits laitiers),
- le montant quasi insupportable des dépenses consacrées au soutien de l'agriculture,
- les insuffisances des structures agricoles (de production, de commercialisation).

### Conclusion.

L'organisation des marchés et la politique des prix ne peuvent apporter à elles seules une solution à toutes ces difficultés.

## II. NECESSITE D'UN CHANGEMENT FONDAMENTAL D'ORIENTATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE

L'objectif est de rattraper, en dix ans, le retard du niveau de vie et des conditions d'existence des agriculteurs. La solution du problème agricole suppose, avant tout, une réforme fondamentale des structures agricoles. Elle doit tendre à l'établissement d'une nouvelle structure de la production, à l'adaptation des structures de commercialisation et à une réorientation de la politique agricole.

L'ensemble des propositions de la Commission est guidé par quatre principes fondamentaux :

- l'initiative des agriculteurs,
- la différenciation régionale des mesures,
- une conception communautaire, la réalisation étant nationale,
- la contribution de la Communauté au financement des mesures.

## III. LA NOUVELLE ORIENTATION DE LA POLITIQUE DES MARCHES ET DES PRIX

### Les Principes.

Les prix doivent retrouver une véritable signification économique. Celle-ci doit être d'orienter la production en vue d'un meilleur équilibre du marché.

### Les Mesures.

Elles sont spécifiques aux différents marchés. Citons la réduction du cheptel laitier, la taxe sur les matières grasses d'origine végétale, les mesures relatives à l'orientation des productions sucrières, à un meilleur équilibre du marché des fruits et légumes.

## IV. ACTION SUR LES STRUCTURES DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION

### ● SUR LES STRUCTURES DE PRODUCTION

#### Principes.

C'est la clé de voûte de la réforme : il faut créer des entreprises de dimensions suffisamment grandes. Les évolutions nécessaires concernent : le volume des populations agricoles, les exploitations elles-mêmes et le domaine foncier.

#### Mesures.

Elles visent deux catégories de personnes :

- celles qui souhaitent s'engager dans une autre profession ou cesser leurs activités (dans ce cas sont prévues des primes d'apport structurel, des indemnités complémentaires de revenu, la capitalisation du fermage, des aides pour la reconversion professionnelle...);
- celles qui resteront dans une agriculture modernisée : mesures d'encouragement (aides aux investissements, prêts, primes de démarrage) pour la constitution d'unités de production (atteignant un seuil minimum correspondant à l'optimum économique) ou d'entreprises agricoles modernes (ensemble d'Unités de Production).

### ● SUR LES STRUCTURES DE COMMERCIALISATION

#### Principes.

Cette seconde série d'actions se situe au niveau des marchés pour améliorer leur fonctionnement et pour mieux ajuster l'offre à la demande.

#### Mesures.

- une réduction sensible des surfaces cultivées (terres marginales n'offrant qu'une rentabilité insuffisante),
- une meilleure information des producteurs, industriels, commerçants (cotation des cours, organisation de la collecte et de la diffusion des informations concernant les perspectives de production et de consommation),
- une plus grande discipline des producteurs et une certaine concentration de l'offre. Des groupements professionnels devront être créés au niveau européen.

## V. ESTIMATION DES DEPENSES

L'objectif est qu'à partir de 1980 la somme des dépenses soit ramenée à un montant inférieur au montant actuel et ne dépasse pas deux milliards de dollars unités de compte.

## CONCLUSION

Les propositions doivent être considérées comme un **ensemble**, ensemble qui doit faire l'objet d'une vaste confrontation de la part des pouvoirs publics et des organisations professionnelles.

# L'Alliance atlantique qu'il nous faut

*par Jean de Madre et Pierre Mahias*

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'Alliance Atlantique, nous avons demandé à M. Jean De Madre, ancien rédacteur en chef de la Revue de l'OTAN, et à M. Pierre Mahias, secrétaire général de l'Association Française pour la Communauté Atlantique, de présenter à nos lecteurs leurs vues sur les problèmes et les perspectives de l'Alliance Atlantique.

**N**OUS vivons l'année du vingtième anniversaire de l'Alliance Atlantique. La presse du monde entier en a largement parlé à l'occasion du 4 avril, date de la signature du Traité en 1949. Les commentaires furent unanimes à reconnaître que l'Alliance Atlantique avait atteint ses principaux objectifs : arrêter l'expansion soviétique en Europe, assurer la paix afin de permettre au monde occidental de se consacrer à son développement économique et garantir la sécurité comme base essentielle d'une détente véritable.

## CHEMIN PARCOURU

Il est bon de rappeler la situation tragique qui régnait en Europe lorsque fut lancée l'idée d'un système unique de défense mutuelle englobant et dépassant celui du Traité de Bruxelles. Tandis que les démocraties occidentales commençaient à démobiliser dès la fin de la guerre, l'URSS continuait à développer ses forces armées et imposait sa domination sur 90 millions d'habitants non russes. Après l'échec des conférences de paix et le rejet du Plan Marshall par Staline, l'année 1948 fut marquée par le coup d'Etat de Prague et le blocus de Berlin.

Personne ne voudrait qu'une situation aussi tragique se reproduise. Mais peu se rendent compte que si nous ne vivons plus dans l'angoisse du lendemain, c'est précisément parce qu'il existe une alliance défensive. Ceux qui n'ont pas connu les dangers de l'après-guerre ont du mal à se faire une juste image du chemin parcouru. Les uns préfèrent oublier ce qui s'est passé et les autres ont la hantise d'être trop influencés par leurs aînés. Certes, la conjoncture internationale a changé depuis 1949 et nous ne pouvons pas toujours

réagir de la même façon lorsque les problèmes se présentent différemment.

## IGNORANCE DES FAITS

Au cours d'un récent débat sur l'OTAN, un jeune étudiant disait : « Je crois que ma génération en arrive à contester une alliance qui conserve dans sa structure et dans ses tâches sa forme originelle. Elle semble toujours destinée à protéger l'Ouest contre un type de menace militaire qui n'existe plus. C'est pourquoi, à mon avis, il est indispensable que l'OTAN change de rôle et s'adapte aux nouvelles conditions politiques qui règnent maintenant dans le monde. » Aussi sincère et logique qu'une telle critique puisse paraître, elle démontre une certaine ignorance des faits et ne correspond pas exactement à la réalité. Examinons-la en détail.

La structure de l'Alliance est-elle vraiment périmée ? Au contraire, le Traité constitue un instrument d'une souplesse étonnante qui permet toutes les formes de coopération désirées par les pays membres. Quant à l'organisation politique et militaire du Traité de l'Atlantique Nord, elle nécessite un travail permanent de mise à jour, qui ne rencontre aucun obstacle dans le Traité, mais qui exige un accord constant entre les alliés. Notons à ce propos que la France, tout en demeurant membre de l'Alliance Atlantique, s'est retirée des commandements militaires intégrés de l'OTAN, ce qui implique bien que l'Alliance n'est pas périmée mais qu'elle doit être constamment adaptée aux situations nouvelles. Il est remarquable de constater que des adaptations et des améliorations ont déjà été réalisées progressivement dans beaucoup de domaines, tels que ceux des communications, des systèmes d'alerte et des mesures à prendre en cas de crise internationale.



## TACHES FUTURES

Les tâches de l'Alliance restent-elles immuables ? Il suffit de suivre les travaux de l'OTAN pour savoir qu'il n'en est rien. Au début, il s'agissait avant tout de créer un système défensif pour faire face à la menace militaire soviétique. Ainsi naquit le Commandement Suprême des Forces Alliées en Europe (SHAPE). La deuxième étape fut illustrée en 1956 par le Rapport des Trois Sages sur la coopération non militaire au sein de l'OTAN. Ce rapport établit un ensemble de principes directeurs et d'objectifs fondamentaux qui guident l'OTAN dans son cheminement vers une communauté politique atlantique. Enfin, en 1967, les quinze pays membres ont adopté à l'unanimité le Rapport Harmel qui définit les tâches futures de l'Alliance en fonction de la détente.

Comment nier que la menace n'est plus la même ? En effet, on peut dire qu'elle n'est plus uniquement militaire et cela grâce au rôle dissuasif de l'OTAN. A l'heure actuelle, elle est peut-être davantage politique, économique et psychologique, ce qui doit nous inciter à étudier ces aspects au sein de l'Alliance. Mais le danger militaire est toujours latent et ne doit pas être ignoré. Il faut savoir que la puissance militaire de l'Union Soviétique ne cesse de croître et qu'elle aura bientôt rattrapé les Etats-Unis dans le domaine des armements nucléaires stratégiques. L'équilibre des forces demeure indispensable non seulement pour le maintien de la paix mais aussi pour la réussite éventuelle des négociations sur le désarmement.

## ESPRIT D'EVOLUTION : DE LA DEFENSE A LA DETENTE

En fin de compte, c'est M. Manlio Brosio, secrétaire général de l'OTAN, qui a donné la meilleure réponse aux objections de notre jeune étudiant lorsqu'il a souhaité la bienvenue au Président Nixon devant le Conseil Atlantique à Bruxelles, en février dernier. Il a déclaré notamment : « Le temps n'a pas vieilli l'Alliance mais l'a mûrie ; elle est restée vivace et adaptée à un monde en évolution. Nous avons la conviction profonde qu'aussi longtemps que subsistera la nécessité d'assurer une défense contre la puissance militaire de l'Est et de promouvoir et garantir la solution des problèmes politiques qui se posent encore en Europe, l'Alliance demeurera. »

Revenons un instant sur le Rapport Harmel qui est la preuve la plus tangible de l'esprit d'évolution au sein de l'Alliance. Il s'agit d'une courageuse tentative en vue d'un relâchement des tensions, d'une réduction mutuelle des forces et du règlement final des questions politiques en suspens entre l'Est et l'Ouest. Le rapport souligne que l'Alliance s'est fixé deux tâches qui ne sont pas contradictoires mais complémentaires. D'une part, il y a une alliance défensive fermement résolue à assurer la sécurité du monde libre et, d'autre part, une alliance politique décidée à engager un dialogue avec l'URSS et ses alliés afin de créer un climat propice à l'établissement d'une paix durable.

## HEGEMONIE SOVIETIQUE

Certains prétendent que la politique des blocs est la cause de tous nos maux. Selon eux, si les Etats-Unis avaient abandonné l'Europe et si l'Alliance Atlantique

n'avait pas été créée, les sphères d'influence auraient disparu comme par enchantement. Mais ils oublient de dire que la domination de l'Union Soviétique se serait étendue à toute l'Europe. Les récents événements de Tchécoslovaquie ont montré que l'URSS voulait conserver son emprise sur le bloc communiste et ne pas laisser celui-ci évoluer vers une plus grande liberté d'action et de pensée.

Mais alors pourquoi ne pas abolir simultanément le Pacte de Varsovie et le Pacte de l'OTAN pour les remplacer par un pacte de sécurité européen, comme

### LA PUISSANCE MILITAIRE SOVIETIQUE

D'après le Rapport sur les questions de Défense présenté à l'Assemblée de l'U.E.O. en juin, les puissances du Pacte de Varsovie disposeraient entre l'Oural et le rideau de fer de l'équivalent de 142 divisions sur le pied de guerre, contre 55 divisions seulement pour l'OTAN. D'autre part, les forces alliées des commandements Centre et Nord-Europe ne posséderaient que 4.800 chars immédiatement disponibles contre 11.500 pour les forces adverses. Le caractère défensif de l'OTAN ressort du fait que le nombre de ses armes anti-chars est de 50 % supérieur à celui des Soviétiques.

La puissance aérienne classique du Pacte de Varsovie est numériquement supérieure pour tous les appareils à l'exception des avions de reconnaissance, bien que les Américains affirment que les forces aériennes de l'Alliance soient qualitativement meilleures à beaucoup d'égards. Quant aux forces nucléaires, l'Union Soviétique (qui a triplé le nombre de ses missiles intercontinentaux ces dernières années) aurait même pris l'avantage sur les Etats-Unis dans le domaine des missiles stratégiques à plus courte durée. Le Rapport souligne que quelque 720 missiles à moyenne portée sont pointés sur l'Europe et que, malgré l'indispensable protection nucléaire américaine, il faudrait rationaliser l'effort de défense européen pour éviter le risque d'un conflit gagnant la zone couverte par le Pacte Atlantique à partir de la périphérie.

le réclame Moscou ? C'est que l'URSS continuerait à bénéficier des nombreux pactes bilatéraux à l'intérieur du bloc oriental, tandis que l'Europe de l'Ouest se trouverait sans défense organisée et privée de l'indispensable présence américaine sur le sol européen. D'ailleurs, les Soviétiques n'ont jamais caché qu'ils voulaient exclure les Américains de toute négociation, ce qui revient à établir l'hégémonie de l'Union Soviétique en Europe.

### PRESENCE AMERICAINE

Ce n'est qu'après deux guerres meurtrières que l'Europe a enfin obtenu la coopération militaire des Etats-Unis dès le temps de paix. Il s'agit de ne pas perdre cet avantage fondamental pour la sécurité de notre continent, car l'Europe aura besoin d'une présence militaire américaine importante aussi longtemps que les moyens de dissuasion nucléaires et conventionnels, tant stratégiques que tactiques, resteront ce qu'ils sont, et qu'une stratégie de riposte graduée pourra être nécessaire.

Depuis des années, l'objectif principal de la politique extérieure soviétique est de faire éclater l'Alliance en créant une faille entre les Etats-Unis et l'Europe d'une

### *Système d'alerte anti-aérien des pays européens de l'Alliance Atlantique*

part, et entre l'Allemagne et ses alliés de l'autre. Si l'URSS peut déceler de graves et profondes divergences au sein de l'Alliance, sa puissance militaire en Europe risque de devenir un redoutable instrument de pression au service de ses visées politiques. N'oublions pas que son comportement dépendra du degré d'unité qu'elle trouvera entre l'Europe, les Etats-Unis et le Canada.

### CONSULTATION POLITIQUE

En février dernier, lors de sa première visite en Europe après son élection, le Président Nixon a tenu à se rendre au siège de l'OTAN à Bruxelles. Devant le Conseil Permanent réuni en session extraordinaire il a souligné toute l'importance que les Etats-Unis attachent au développement des relations transatlantiques. Ses paroles furent fermes et précises : « Alors que l'OTAN entre dans sa troisième décennie, je vois pour elle l'occasion d'être — davantage qu'elle n'a jamais été — un bastion de la paix, l'architecte de nouvelles méthodes d'association et un forum renforcé pour de nouvelles idées et de nouvelles techniques qui enrichissent les vies de nos peuples. » Et il a ajouté : « Selon moi, une alliance n'est pas une mise en commun temporaire d'intérêts égoïstes, mais un processus continu de coopération. »

Cette coopération se fait au sein de l'OTAN grâce à la consultation politique permanente qui est l'une des caractéristiques essentielles de cet organisme. Plus de deux cents comités de l'OTAN tiennent environ 2.000 réunions par an, ce qui met à la disposition des gouvernements une machine efficace leur permettant d'examiner l'ensemble des grands problèmes inter-

nationaux. Tous les pays membres, quelles que soient leur taille ou leur puissance, ont ainsi une chance égale de faire connaître leurs vues. Au cours des années, l'Alliance a élaboré ses propres pratiques en matière de consultation et cette expérience a été précieuse pour mettre au point un système qui peut être considéré comme un modèle du genre.

### UNIFICATION DE L'EUROPE

Il est vrai que les règles du jeu n'ont pas toujours été respectées, mais le principe est reconnu et son application progresse. Les quinze pays affirmaient dans le Rapport Harmel qu'il est essentiel « d'approfondir et d'améliorer la pratique qui consiste à procéder en temps utile à des consultations franches ». De son côté le Président Nixon déclarait : « Des partenaires ne sont pas sensés être toujours d'accord, mais ils doivent toujours se consulter... Les Etats-Unis sont décidés à écouter *avec une nouvelle attention* leurs partenaires de l'OTAN... Et je pense que nous avons le droit d'attendre que cette consultation ne se fasse pas à sens unique. »

Ici se pose le problème de l'unification de l'Europe. A notre époque de progrès technologique vertigineux, il ne fait aucun doute que les pays de notre vieux continent n'arriveront à faire entendre leur voix au sein de l'Alliance Atlantique que s'ils se rassemblent eux-mêmes dans le cadre de l'Europe. Comme le disait récemment le Président Nixon, aucun grand groupe de nations ne peut envisager la solution de ses problèmes dans l'isolement. Les Etats-Unis ont toujours encouragé la marche vers l'unité européenne. Il est grand temps

que les pays d'Europe se rendent compte que la meilleure manière pour eux d'apporter leur contribution à la cause commune de l'Alliance est de construire une Europe forte et unie qui équilibrerait l'OTAN en fournissant aux Etats-Unis un partenaire valable sur la base de rapports d'égalité.

## ROLE DE LA FRANCE

La personnalité européenne doit s'affirmer sur le plan militaire aussi bien que politique. Les initiatives en faveur de l'unité politique de l'Europe ne peuvent venir que de la volonté intrinsèque des pays européens eux-mêmes. Mais des discussions ont déjà commencé au sein de l'OTAN pour essayer de présenter le point de vue européen sur les différents problèmes militaires de l'Alliance, tels que l'amélioration des forces, la production en commun de certaines armes et la stratégie

### LES FRANÇAIS ET L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Un sondage d'opinion réalisé par la COFREMCA entre le 15 avril et le 15 mai 1969, à la demande de l'Association Française pour la Communauté Atlantique et portant sur 2.250 personnes interrogées, fait ressortir que 74,3 % des Français sont pour le maintien de la France dans l'Alliance et que 11,5 seulement se prononcent pour son retrait. Ces résultats sont utilement comparables avec ceux qui ont résulté d'une enquête de l'IFOP publiée par *Le Nouvel Observateur* en octobre 1967. Il en résultait que 54 % des Français étaient pour le maintien et que 34 % n'avaient pas d'opinion. Peut-être, donc, les événements de Tchécoslovaquie ont-ils amené un certain nombre d'indécis à se prononcer pour le « maintien ». Le nombre de ceux qui pensent que la France devrait se retirer de l'Alliance est resté inchangé, puisqu'en octobre 1967 il correspondait à 12 %.

Environ 47 % des Français ont répondu qu'« il faut que la France reste dans l'Alliance Atlantique, car on a besoin des Etats-Unis en cas de conflit », préférant de loin cette réponse à d'autres qui suggéraient que « la France a intérêt à ne pas vexer les autres membres de l'Alliance Atlantique », ou que la France « doit se retirer de l'Alliance pour éviter d'être entraînée malgré elle dans un conflit concernant les USA ». En tout cas, 27 Français sur 100 considèrent peu fondée l'hypothèse que « l'Alliance n'est plus utile aujourd'hui car il n'y a plus de risque d'attaque par les pays de l'Est ».

générale. Un dialogue de ce genre entre deux continents, et non plus entre quinze pays séparés, devrait permettre une répartition plus équitable de l'effort militaire, tout en donnant à chacun sa part des responsabilités.

Mais quel est le rôle de la France dans cette grande entreprise ? Il est évident que rien de solide ne peut être fait sans elle, tant du point de vue de l'unification politique de l'Europe que de la défense militaire du monde libre. Or, nous avons en 1966 assisté au retrait de la France des structures militaires intégrées de l'OTAN et à l'expulsion des forces alliées stationnées sur le territoire français. Cela signifie qu'à l'heure actuelle il n'existe que des accords de coopération peu satisfaisants entre le SHAPE et les seules forces françaises en Allemagne, qui ne bénéficient plus des têtes nucléaires américaines pour leur armement tactique.

## COOPERATION NECESSAIRE

Un journaliste français écrivait récemment : « Il est certain qu'une des tâches les plus urgentes auxquelles devra s'attaquer le nouveau Président de la République, quel qu'il soit, sera de définir les bases sur lesquelles les Forces Françaises seront appelées, dès le temps de paix, à coopérer avec celles de l'OTAN. » Et il ajoutait : « A plus ou moins longue échéance, il faudra donc que le ministre français de la Défense assiste à nouveau aux réunions du Conseil Atlantique. Cela ne signifie pas pour autant que la France doive réintégrer le giron de l'Organisation de l'OTAN, mais qu'un *modus vivendi* devra s'instaurer, plus conforme aux impératifs de la défense du pays. »

Le moment semble donc venu pour que la France se montre plus coopérative au sein de tous les organismes politiques et militaires de cette Alliance Atlantique dont elle est toujours membre. Dans le numéro d'avril de la « Revue de la Défense Nationale », le général Fourquet, chef d'état-major des armées, avait déjà indiqué une évolution dans la stratégie défensive française, qui ne serait plus « tous azimuts » mais à nouveau orientée vers l'Est. Cette stratégie doit nécessairement s'appuyer sur les dispositifs de l'OTAN. Il faudrait que la France participe au Groupe de Planification Nucléaire, et qui sait si un jour sa force de frappe, intégrée dans un cadre européen, ne pourrait pas contribuer utilement à la défense du monde libre ?

## GARANTIE ESSENTIELLE

Oui, l'Alliance Atlantique est plus nécessaire aujourd'hui que jamais, du point de vue politique aussi bien que militaire. Les Français l'ont compris puisqu'un récent sondage effectué à la demande de l'Association Française pour la Communauté Atlantique fait ressortir que les trois quarts de la population sont pour le maintien de la France dans l'Alliance. Il faudrait profiter de cette prise de conscience de l'opinion publique pour faire avancer la coopération atlantique et son corollaire indispensable, l'unification européenne. Ainsi que l'explique le Président Paul-Henri Spaak, ancien secrétaire général de l'OTAN : « En construisant la Communauté Atlantique dans laquelle nous abritons la Communauté Européenne, nous accomplissons une tâche admirable, sans employer la force ni la violence, mais uniquement la raison, l'intelligence et la fraternité occidentale. »

L'Alliance Atlantique a des objectifs à long terme qui sont inscrits dans le déroulement naturel de l'histoire, puisqu'il s'agit de permettre à une civilisation de s'épanouir librement. Mais elle a aussi des buts immédiats qu'elle ne peut abandonner et que M. Brosio a résumés ainsi : « Tant que la lourde masse des forces armées soviétiques, classiques et nucléaires, restera en Europe ; tant que le joug d'une discipline totalitaire pèsera sur les nations de l'Europe orientale ; tant que le problème allemand et celui de la sécurité européenne n'auront pas fait de progrès sérieux ; tant que l'Europe occidentale n'aura pas trouvé, dans une sorte d'union, sa pleine force et sa mission nouvelle, il sera impossible d'envisager la fin ou une profonde transformation de cette Alliance, garantie essentielle de notre indépendance et de nos libertés. »

Jean de MADRE et Pierre MAHIAS ■

# Où en est le Chili ?

par *Tomás Reyes Vicuna*

*On sait peu de choses du Chili depuis les débuts nécessairement difficiles de l'expérience du gouvernement démocrate chrétien homogène après l'élection de M. Eduardo Frei à la Présidence de la République en 1965.*

*De grands espoirs ont été placés en Amérique Latine, voire en Europe, sur cette tentative de « Révolution dans la Liberté » dont le Président Frei avait lui-même traité dans « France-Forum » (n° 62-63). Le sénateur Tomás Reyes Vicuna, membre du Bureau de l'Union Mondiale Démocrate chrétienne, fait ici le point de la situation économique et sociale de son pays et fait état, malgré des obstacles considérables, de résultats qui, s'ils ne sont pas tous pleinement satisfaisants, sont dans l'ensemble très largement positifs, surtout dans le domaine social. Toutefois certaines tendances de la démocratie chrétienne chilienne, notamment les partisans d'une voie de développement non capitaliste, considèrent les résultats obtenus comme insuffisants, et une crise existe au sein du parti. Il nous a paru intéressant de présenter en conclusion de l'étude de M. Tomás Reyes, une analyse du message adressé le 21 mai 1969 par le Président Eduardo Frei au Parlement Chilien.*

**L**E produit national du Chili ne stagne pas. Il s'est accru de 2,6 % en 1967 alors que la population s'accroissait de 2,2 %. Le produit par tête révèle donc une légère augmentation. Cela dit, le rythme de la croissance a diminué assez considérablement par rapport aux années 1965 et 1966.

## LES PROGRES DE LA PRODUCTION

Le Président de la République, M. Eduardo Frei, ne cherche pas à masquer cette réalité. Son message sur l'état de la République, au début de 1968, reconnaissait que l'augmentation de la production avait été moins rapide en 1967, mais il soulignait, comme il est logique de le faire pour analyser une politique, qu'au cours de la période 1965-1967, le produit national brut avait augmenté de 19 %, soit 6,3 % en moyenne annuelle, si l'on tient compte de la production du cuivre : et si l'on n'en tient pas compte, de 14,2 % en trois ans, soit de 4,7 % par an en moyenne, alors que la croissance prévue au Plan pour cette période triennale était de 15 %.

La saturation de la capacité des industries ; la baisse ressentie dans le secteur du bâtiment ; la sécheresse dont a souffert l'agriculture ; la diminution des exportations de salpêtre et de fer du fait de la détérioration du marché mondial, et les grèves prolongées, surtout dans les mines, avaient sérieusement retenti sur l'indice de 1967. Il faut, en outre, considérer que ce recul n'était que relatif, après deux années d'expansion exceptionnelle. Aussi faut-il analyser en détail l'évolution du taux de croissance pour vérifier que, même s'il s'est limité

à 2,5 % en 1967, on ne saurait affirmer que le pays piétine.

### Variations en pourcentage de la production chilienne de 1967 par rapport à celle de 1966

|   |         |
|---|---------|
| Agriculture et pêche .....                            | + 3,1 % |
| Mines .....   | — 0,1 % |
| Industries .....                                      | + 2,5 % |
| Bâtiment .....  | — 3,3 % |
| Electricité, gaz, eau, services sanitaires ....       | + 2,9 % |
| Transports, approvisionnement et communications ..... | + 1,6 % |
| Commerce .....  | + 3,9 % |
| Banques, assurances, immeubles .....                  | + 2,9 % |
| Stocks alimentaires .....                             | + 0,6 % |
| Services publics et défense .....                     | + 4,0 % |
| Services .....  | + 4,1 % |
| Moyenne : + 2,5 %                                     |         |

Les renseignements chiffrés par le Bureau central de Statistique et de Prévision agronomique et par l'Office de planification agricole du Ministère de l'Agriculture indiquaient qu'en 1967, la production agricole avait augmenté de 3,1 % par rapport à 1966. Cette hausse était due à l'accroissement de 4 % de la production animale alors que la production végétale a augmenté de 2 %. Or, 1967 fut une année de conditions climatiques extrêmement défavorables. Une étude récente publiée par l'Organisation météorologique mondiale des Nations-Unies révèle qu'en 1967, la région centrale du Chili a

paralyse de la Anglo-Lautaro, ont déterminé ce recul de l'une de nos productions traditionnelles qui, en outre, affronte difficilement le salpêtre synthétique, ce qui l'obligera entièrement à se renouveler.

Enfin, le charbon a reculé de 8,8 % par rapport à 1966, du fait d'un transfert en faveur d'autres combustibles.

## PROMOUVOIR LES INDUSTRIES AVANCEES

Les indices de la Direction de la Statistique et de la Société de Développement industriel, rapprochés les uns des autres, donnent un accroissement de la production industrielle pour 1967 de 2,2 % par rapport à 1966. Dans ce chiffre, les industries traditionnelles ont progressé de 3,3 % dans l'année; les industries de pointe de produits semi-finis, de 1,2 %, et les industries de pointe de produits finis, de 1,9 %. Il faut noter au sujet de ces pourcentages que des facteurs négatifs ont joué: entre autres, l'importance des stocks, résidus de la production importante de l'année précédente; l'exploitation extensive de quelques industries, qui ont atteint le maximum de leur capacité installée; les nombreux conflits du travail et les fluctuations de la demande intérieure et extérieure qu'ont connus certaines industries. Un facteur positif a été la rentabilisation des investissements commencés en 1966. Les industries classées « intermédiaires dynamiques » ont été affectées par le recul du bâtiment, qui touche plusieurs industries manufacturières telles que la cimenterie, la briquetterie, les produits à base de ciment et d'amiante, les produits métalliques, les produits de base et les matières premières. Fin 1967, on a pu noter une reprise, dans ce secteur, grâce au redémarrage de la construction.

Enfin, en ce qui concerne les industries de biens capitalisables et de consommation durable, que l'on a appelées industries dynamiques de produits finis, il faut noter que l'indice n'est pas suffisamment représentatif, car des rubriques comme la production d'automobiles, de radio, de téléviseurs, d'articles en plastique, etc., n'en font pas partie, parce que, lorsqu'on a fixé les bases de l'indice, ces industries n'existaient pas encore: les échantillonnages datent de 1953 pour la Direction de la Statistique et du Recensement, et de 1957 pour la Société de Développement industriel! Ces deux institutions se proposent de les actualiser pour que l'indice soit vraiment représentatif de la structure actuelle de la production industrielle. Le fait que les deux sondages ne prennent en considération respectivement que 500 et 200 entreprises comptant plus de cinq salariés laisse en marge de l'indice 20.000 petites entreprises ou ateliers d'artisans, et ne tient pas suffisamment compte des 9.000 entreprises industrielles plus importantes.

Les prédictions pessimistes des augures se heurtent aux affirmations des chefs d'entreprises des secteurs importants comme la métallurgie, qui ont reconnu, lors d'une réunion récente, que le Chili connaissait à l'heure actuelle une expansion extraordinaire, particulièrement dans les grandes mines, dans l'industrie pétrochimique et dans l'énergie électrique, expansion qui représente une concentration d'investissements que le pays pourra difficilement dépasser avant de nombreuses années. Il s'agit de promouvoir les industries de technologie avancée afin d'alimenter les programmes d'expansion.

L'actualisation de l'indice industriel et le « décollage »

### *La scolarisation a augmenté de 37 % en 1967*

connu un déficit pluviométrique de 24 à 50 %. Elle indique que le total de la pluviosité a été inférieure à la moyenne des 90 dernières années. Les facteurs climatologiques sont évidemment décisifs. Malgré quoi il y a eu croissance, et ceux qui voulaient voir dans le processus de réforme agraire un facteur de récession en sont pour leurs frais.

Le secteur minier, si important pour l'économie chilienne, a souffert de circonstances particulièrement défavorables. Cependant, le prix du cuivre était exceptionnellement élevé sur le marché de Londres, avec une moyenne annuelle, en 1967, de près de 50 cents la livre. Le gouvernement décida d'abandonner la politique de prix de producteurs pour la cotation à terme sur le marché de Londres au profit d'opérations au comptant, à cause des différences abusives entre ces deux prix, différences sur lesquelles jouent les intermédiaires. Certes, la production totale de la grande mine de cuivre est restée ce qu'elle était — 536.700 tonnes de cuivre fin en 1966 et 536.400 en 1967 —, ce qui a été la conséquence des difficultés sociales de la Société Andes Copper et de la Chile Exploration, et de problèmes techniques de traitement dans cette dernière entreprise et dans les raffineries de cuivre électrolytique nationales et étrangères. Influencées par le prix, la mine moyenne et la petite mine sont passées de 99.900 tonnes de cuivre fin en 1966 à 124.300 tonnes en 1967. Ceci montre la sensibilité de ce produit aux fluctuations du marché.

Pour le fer, les grèves d'Algarrobo et de la Bethlehem ont eu pour conséquence une baisse de la production totale de ce métal, y compris sur la production de la petite mine, de 12.200 à 11.000 tonnes de minerai en 1967.

Quant au salpêtre, la baisse de la production de 1967 par rapport à celle de 1966 a été de 18 %, passant de 1.059.900 tonnes à 869.700 tonnes. La diminution ressentie à María-Elena, qui tombe à environ 13.000 tonnes par mois, et la fermeture de Flor-de-Chile, s'ajoutant à la

*L'élevage est en progression sensible*

qui se produira à la suite des nouveaux investissements démontreront à brève échéance, en dépit de reflux transitoires, que l'économie du pays est en plein développement et est capable d'absorber la totalité de la main-d'œuvre.

**LA PROGRESSION DU BATIMENT**

La valeur de la production dans ce secteur accuse une baisse de 3,3 % en 1967 par rapport à 1966 en raison du recul des investissements en travaux publics de 9,1 % et en logements de 7,4 %, tandis que la construction de locaux non destinés à l'habitation accroît sa valeur de 8,9 %.

Signalons que, dans le bâtiment, il y a une très forte interdépendance entre deux et trois années successives, de sorte que la baisse du nombre des chantiers ouverts en 1966 a dû se répercuter sur 1967. Mais l'augmentation des mises en chantier de logements enregistrée en 1967 devrait se traduire lorsqu'on possédera les chiffres définitifs, par un accroissement de la production en 1968. En tout cas, de 1966 à 1967, le nombre de chantiers ouverts est remonté de 26.559 à 42.477, soit un accroissement de 36,1 % du nombre de constructions commencées et de 16,5 % de la superficie couverte.

44.481 logements du secteur public ou privé ont été achevés en 1967, et, avec les résultats de 1965 et 1966, on en compte 126.520 en trois ans, ce qui dépasse de 7,6 % le plan pour cette période, qui laisse loin derrière elle les meilleures années d'autrefois. Si l'on ajoute les 2.105 logements provisoires et les 33.695 sites urbanisés, on arrive à 80.281 logements pour 1967, soit 222.053 pour trois ans.

**UNE CROISSANCE EXTRAORDINAIRE**

Il est également intéressant d'analyser les taux de croissance cumulative réelle de certaines des variables dites agrégées, calculées en monnaies constantes de 1965, selon les Comptes nationaux du Chili, calcul du produit national brut au prix du marché.

|                                 | 1962-1964 | 1965-1967 |
|---------------------------------|-----------|-----------|
| Produit national brut .....     | 4,3 %     | 6,5 %     |
| Consommation privée .....       | 4,7 %     | 8,0 %     |
| Consommation publique .....     | 0,9 %     | 7,0 %     |
| Investis. nationaux bruts ..... | 2,1 %     | 5,3 %     |
| Exportations .....              | 6,0 %     | 3,5 %     |
| Importations .....              | 3,2 %     | 16,2 %    |

Le produit national brut croît à un taux bien supérieur, pour les trois années 1965-1967, à celui des années 1962-1964; la consommation totale connaît un rythme de croissance plus de deux fois plus rapide. Il en est de même des investissements.

La croissance extraordinaire de la consommation et des investissements est principalement due à la forte redistribution du revenu, à l'augmentation de la production et à l'amélioration substantielle des termes de l'échange, grâce aux prix élevés du cuivre; or, s'il est vrai qu'une partie des investissements provient d'apports extérieurs, cette source de financement a été très inférieure à ce qu'elle était dans les années précédentes. Ici, je rappellerai que de 1947 à 1949, les investissements, selon les Comptes de la Nation, n'avaient pas augmenté, mais avaient au contraire diminué de 6,2 %.

Extrêmement importante est aussi l'évolution de la structure des investissements, telle qu'elle apparaît dans le tableau suivant :

| Articles                        | 1962-1964 | 1965-1967 |
|---------------------------------|-----------|-----------|
| Machines et biens d'équipement  | 37,1 %    | 41,5 %    |
| Construction et travaux publics | 62,9 %    | 58,5 %    |

Il est intéressant de noter que l'année 1967 a vu s'accroître cette tendance, puisque l'investissement en machines s'est élevé à 45,4 %.

Etant donné que la quasi-totalité de ces machines et équipements ne sont pas produits au Chili même, ce mouvement a nécessairement occasionné un accroissement des importations de capitaux, importations qui, de négatives de 1962 à 1964, sont devenues positives de 1965 à 1967, ce qui aura indiscutablement des conséquences sur le développement futur de notre économie.

Selon les Comptes de la Nation, le taux de croissance du groupe « machines et équipements » importés a été le suivant :

| 1962    | 1963    | 1964    | 1965   | 1966   | 1967   |
|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| - 6,6 % | - 9,9 % | - 4,3 % | 12,6 % | 25,8 % | 20,0 % |

Le financement des investissements est aujourd'hui moins tributaire de l'étranger : pour la période 1962-1964, les apports extérieurs avaient financé 19,6 % des investissements; de 1965 à 1967, ils n'y ont plus contribué que pour 9,4 %, encore que, en 1967, les choses se soient de nouveau détériorées.

|                           | 62   | 63   | 64   |
|---------------------------|------|------|------|
| Financement national .... | 89,9 | 75,9 | 84,3 |
| Financement étranger .... | 19,1 | 24,1 | 15,7 |
|                           | 65   | 66   | 67   |
| Financement national .... | 92,9 | 94,9 | 83,9 |
| Financement étranger .... | 7,1  | 5,1  | 16,1 |

Au Chili, le passage de 4,7 % à 8 % du taux de consommation des particuliers, entre la période 1962-1964 et la période 1965-1967, reflète une amélioration évidente du niveau de vie de la population et confirme la forte redistribution du revenu national qui a marqué les

trois années 1965-1967. On pourrait croire que le chapitre « consommation de l'Etat », qui est passée de 0,9 % à 7 %, en moyenne triennale, n'a pas d'incidence sur le progrès social, mais c'est le contraire qui est vrai, puisque 40 % des dépenses du gouvernement correspondent au paiement de rémunérations et encore 40 % au coût de l'Education nationale et de la Santé publique.

Tous les indicateurs analysés montrent que l'économie du pays n'est pas en crise; elle a progressé de façon extraordinaire, et les secteurs les plus négligés en bénéficient de plus en plus. En somme, on a créé les bases d'un développement rapide de l'économie, tout en redistribuant le produit national pour satisfaire à la justice sociale.

## LES INVESTISSEMENTS SOCIAUX

D'autres indices sociaux ont une grande importance économique : l'éducation, la santé et l'intégration sociale des travailleurs de l'agriculture.

L'arrivée en 1967 de 500.000 nouveaux élèves, répartis à tous les niveaux d'enseignement, c'est-à-dire 30 % de plus qu'en 1964 et 5,3 % de plus qu'en 1966, témoigne de l'effort accompli en ce domaine. L'augmentation de 53 % du nombre d'étudiants inscrits à l'Université au cours de la même période confirme cette assertion. Les progrès de l'enseignement agricole moyen (+ 35,8 %) et de l'éducation des adultes (+ 28,5 %), surtout du fait de la formation professionnelle (+ 51,9 %), sont très spectaculaires d'une année à l'autre.

En matière de santé, tous les indices évoluent favorablement. La mise en service de nouveaux hôpitaux et dispensaires a permis d'étendre la surveillance médicale à des secteurs jusqu'alors isolés. Les consultations données par le Service National de Santé ont progressé de 17 %, celles du Service Médical National des Salariés, de 34 %, entre 1965 et 1967.

Les distributions de lait aux mères, aux nourrissons et aux enfants des écoles ont dépassé de 40 % en 1967 celles de l'année précédente (18.447.000 litres en 1967, contre 8.420.000 litres en 1964).

10.155 familles vivent sur des terres expropriées par la CORA (Institut de la réforme agraire), et qui s'étendent sur 1.242.000 hectares, dont 160.000 irrigués; un système de concessions a été organisé pour convertir 4.200 familles en futurs propriétaires, sur 289.000 hectares, soit deux fois plus de familles et d'hectares qu'en 1966.

Cette évolution sociale irréversible produira nécessairement un impact économique et dynamisera toute l'activité nationale en intégrant les masses populaires à une vie nouvelle dans la communauté.

Pour compléter les chiffres précédemment indiqués, il est indispensable de dire que l'endettement total net du pays a été, en moyenne, de 168 millions de dollars par an au cours des années 1962-1964, alors que, pour la période triennale 1965-1967, il a été ramené à 34 millions de dollars.

## LA REDISTRIBUTION DU PRODUIT NATIONAL, LES SALAIRES, L'INFLATION

On a utilisé, pour nier qu'il y ait redistribution du revenu national, des arguments dépourvus de tout fondement. Il est indéniable que la participation des ou-

vriers et des salariés en général n'atteignait pas 47 % du revenu national en 1964 et que, sur la base des mêmes méthodes statistiques, elle s'est élevée en 1966 à 51 % et en 1967 à 54 %.

Ces statistiques concordent avec les indications fournies sur le mouvement des salaires, compte tenu de l'indice des prix à la consommation :

| 1964 | 1965 | 1966 | 1967 |
|------|------|------|------|
| 100  | 114  | 128  | 147  |

La moyenne annuelle de l'indice des salaires était donc en termes réels de 47 % plus élevés en 1967 qu'en 1964. Cette augmentation du pouvoir d'achat est la plus élevée depuis 1940, première année où l'on a disposé des Comptes de la Nation.

Si l'on dépasse le taux de 3 % par an d'accroissement de la production, et un certain pourcentage de redistribution grâce à un relèvement des salaires, on court le risque d'aggraver l'inflation.

Si le taux de croissance des rémunérations est inférieur au taux de l'inflation, il est évident que l'on ne saurait imputer aux salaires une incidence décisive sur le processus inflationniste, mais si l'augmentation des rémunérations, comme cela a été le cas, dépasse largement la hausse des prix et l'accroissement de la production, les salaires, par leur incidence sur les prix, constituent une cause d'inflation et non un élément passif ou un simple mécanisme de propagation. Tel a été le cas du Chili depuis 1965, et pendant toutes ces années, on a pu constater de grands écarts entre les décisions d'augmentation des salaires et la hausse réelle du coût de la vie.

|  | 1965 | 1966 | 1967 |
|--|------|------|------|
| 1. Politique des revenus .....                       | 38,4 | 25,9 | 17,0 |
| 2. Salaires négociés (conventions collectives) ..... | 47,9 | 38,4 | 35,9 |
| 3. Ensemble des salaires .....                       | 44,7 | 34,2 | 29,6 |
| 2/1 .....  | 1,25 | 1,48 | 2,11 |
| 3/1 .....  | 1,16 | 1,32 | 1,74 |

Les chiffres ci-dessus sont très décisifs, et tendent à confirmer qu'il s'est produit au Chili un processus de redistribution des revenus d'une signification profonde, surtout si l'on considère que les indices ci-dessus ne comprennent pas les salaires agricoles, qui ont connu une augmentation encore supérieure, de l'ordre de 70 % en termes réels.

Sans que l'on puisse attribuer à l'augmentation des salaires le fait isolé des progrès de l'inflation, il n'est pas étonnant, si cette augmentation est supérieure au double de celle de la production au cours de la même période, que les effets inflationnistes s'en fassent sentir.

Il s'agit là d'une réalité que l'on constate dans toutes les nations, quel qu'en soit le régime politique. Dans les pays socialistes, le développement économique n'a pu être obtenu que par compression de la consommation privée et par affectation, à des taux de plus en plus élevés, des ressources disponibles à l'investissement et à la capitalisation.

## LA POLITIQUE ANTI-INFLATIONNISTE

On concède à la Démocratie chrétienne du Chili qu'elle a au moins correctement diagnostiqué le processus inflationniste et qu'elle a proposé un plan théorique adéquat pour y faire face ; mais, dit-on, ce schéma a été abandonné pour satisfaire aux recommandations du Fonds monétaire international, recommandations inefficaces pour affronter l'inflation en pays sous-développés.

La Démocratie chrétienne du Chili — et singulièrement le Président de la République — a signalé le processus inflationniste comme l'un des facteurs les plus négatifs du développement économique et de la redistribution de la richesse ; et c'est pourquoi le

### *Les mines : richesse du Chili*

gouvernement chilien considère comme l'un de ses objectifs fondamentaux le ralentissement d'une inflation qui a connu ces temps derniers une sensible recrudescence.

Un effort extraordinaire a été effectué. Il est vrai qu'au cours des trois années 1965 à 1967, l'inflation a été de 64,8 %, mais il ne faut pas oublier qu'au cours des trois années précédentes, elle avait été de 155,9 % !

On trouverait difficilement un meilleur exemple de la manière dont le gouvernement actuel a réussi à la fois à augmenter l'épargne, les investissements et la production ; à redistribuer le revenu, tout en améliorant sensiblement le pouvoir d'achat des salariés ; à réformer



la fiscalité ; à promouvoir les réformes agraires et la réforme de l'enseignement ; à développer le plan de réserves alimentaires et de santé publique ; à étendre la syndicalisation et la participation communautaire ; à normaliser le commerce extérieur, les changes, et à ralentir le rythme de l'inflation. Tout cela, dans un cadre politique qui a impliqué des reculs, des efforts négatifs, et a obligé à modifier le programme initial. Aucune tentative n'a été à cet égard plus concluante que celle à laquelle on s'est livré pour poursuivre le plan d'épargne obligatoire contenu dans le premier projet de rattrapage des salaires ; il a été systématiquement dénigré devant l'opinion publique, en particulier devant les travailleurs : cette initiative, d'un intérêt réel pour amorcer la participation des ouvriers et salariés au processus économique en les associant à la propriété et à la direction des entreprises, leur a été présentée comme attentatoire à leurs intérêts. Le résultat d'une telle opération a été naturellement de renforcer la société capitaliste.

Etant donné la recrudescence des tendances inflationnistes, il est tout d'abord indispensable d'ajuster le budget afin que le déficit, évalué à 300 millions d'escudos pour 1968, soit sensiblement réduit ; pour cela, il est difficile de songer à de nouveaux impôts de type traditionnel, puisque ceux-ci ont été augmentés de 43,5 % — essentiellement pour payer les dépenses courantes. Il n'est pas moins nécessaire d'augmenter substantiellement l'épargne intérieure, de corriger radicalement le système d'exonérations et autres exemptions fiscales, d'empêcher l'évasion des capitaux, de régulariser les régimes provisoires, de consolider le

solde créditeur de la balance des paiements et de promouvoir une politique du crédit qui stimule la production dans les secteurs prioritaires.

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI

Le développement économique n'a pas de valeur en soi, mais essentiellement dans la mesure où il correspond à un développement social et garantit du travail à tous les membres de la communauté nationale. C'est pourquoi le gouvernement démocrate chrétien a eu pour préoccupation permanente d'opérer des investissements de nature à stimuler l'emploi. A cet égard, il est intéressant de signaler que, contrairement à certaines affirmations, on a constaté un recul du chômage.

Sans doute, il y a lieu de distinguer entre le chômage des jeunes qui cherchent du travail pour la première fois, ce qui représente approximativement 1 % de la main-d'œuvre, et celui des travailleurs plus âgés, qui ont perdu leur emploi ; ceux-ci constituent le groupe des chômeurs proprement dits.

En outre, il faut tenir compte du fait que l'Institut d'Economie de l'Université du Chili, qui a enquêté sur le chômage dans le Grand Santiago, a modifié en mars 1967 ses méthodes de calcul, ce qui interdit des comparaisons en pourcentages d'une année à l'autre. En effet, au mois de mars 1967, les indices de chômage, calculés par les deux méthodes, ont abouti à 5,5 % par l'ancienne méthode, et 6,3 % avec la nouvelle. Il en ressort que la méthode actuelle rend difficile une comparaison avec les années antérieures à 1967. L'évolution du nouvel indice entre mars 1967 et mars 1968 a été la suivante :

|   | Mars 67 | Juin  | Septembre | Décembre | Mars 68 |
|---|---------|-------|-----------|----------|---------|
| Ont perdu leur emploi .....                       | 5,3 %   | 4,9 % | 5,0 %     | 5,3 %    | 4,5 %   |
| Cherchent du travail pour la 1 <sup>re</sup> fois | 0,9 %   | 1,0 % | 0,8 %     | 1,1 %    | 1,1 %   |
| Total sans emplois .....                          | 6,3 %   | 5,9 % | 5,8 %     | 6,4 %    | 5,6 %   |

Pour l'ensemble du pays, les taux de chômage sont moins élevés : 5,0 % en mars 1967, 4,6 % en juin, 5,1 % en septembre et 4,9 % en décembre.

Aucun de ces indices ne peut être qualifié de particulièrement grave ; mais il est évident qu'aucun gou-

vernement ne s'est préoccupé autant que celui-ci de programmer le développement en fonction du facteur « emploi », tout comme la répartition régionale des investissements, dans le cadre d'une planification nationale bien étudiée.

Tomás REYES VICUNA ■

*Texte traduit de l'espagnol par Jean-Marie Daillet*

## Message du Président Frei au Congrès le 21 mai 1969

Lors de son discours prononcé le 21 mai 1969, à l'occasion de l'inauguration de la session ordinaire du parlement chilien, le Président Eduardo Frei a annoncé la prochaine « chilénisation » des minéraux de cuivre de la Compagnie nord-américaine « Anaconda ». La même procédure avait été adoptée au début de son mandat présidentiel, avec l'entreprise Kenacott, chargée de la grande mine de cuivre « El Teniente ». La « chilénisa-

tion » a les mêmes buts que la nationalisation mais ses termes sont moins rigoureux, car l'Etat chilien contrôlerait ainsi 51 % des actions de l'entreprise.

Le Président a fait une analyse détaillée des réalisations du gouvernement et annoncé une série de réformes tendant à promouvoir davantage le développement industriel et économique du pays et à arrêter l'inflation. De même, il a insisté sur les réalisations dans le

domaine de la politique internationale, et a préconisé le processus d'intégration continentale.

En ce qui concerne le développement économique, M. Frei a souligné la réalisation des objectifs fixés pour les quatre premières années du gouvernement, la création de nouvelles industries, la diminution des dettes à l'étranger, le développement des exportations et l'excédent dans la balance des paiements. « Au cours de ces quatre années », déclara M. Frei, « on obtint un accroissement de la production nationale de 5,3 %. En même temps, la population augmenta de 2,3 %, provoquant un accroissement annuel de 3 % du produit *per capita*. Ce taux est le plus élevé qui ait été obtenu au Chili depuis que l'on possède des statistiques économiques précises. »

En ce qui concerne le développement agricole, les expropriations ont atteint, en 1968, un total de 650.560 hectares, chiffre le plus élevé enregistré jusqu'à présent, et double de celui de 1967.

Dans le domaine des Travaux Publics, la période 1965-68 a enregistré une moyenne d'investissements de

*Santiago du Chili : 3.000.000 hab. - Chili : 10.000.000 hab.*

909 millions d'escudos par an, contre les 690 millions de 1961-64. La politique d'urbanisme a permis de construire 177.000 habitations, 42.000 de plus par rapport aux premières années de la précédente administration.

Dans le domaine social, on appliqua différents projets dans le cadre de la justice, de l'éducation, du travail et de la santé : statut juridique de la femme, éducation primaire pour les adultes, programmes de bourses d'études, formation d'enseignants, augmentation du nombre d'emplois, sécurité sociale et développement d'un plan de santé.

M. Frei reconnaît que l'inflation n'a pu être éliminée, mais il a annoncé la création d'un Conseil Economique et Social, qui, outre l'étude des moyens nécessaires pour la freiner, « devra examiner le progrès social et économique du pays et suggérer les moyens à adopter afin de porter les énergies et les ressources nationales vers une véritable transformation de la société ». De même, on établira un « Comité réglementaire des rémunérations et des prix, avec la participation d'entrepreneurs, de travailleurs et de l'Etat qui devra s'occuper des résolutions à adopter afin d'arrêter la course interminable des prix, des salaires et des gains ».

Le Président Frei s'attachera à réaliser également une politique tendant à stimuler l'épargne, à améliorer l'efficacité de l'appareil économique et à supprimer les privilèges : 1) révision détaillée des exonérations fiscales ; 2) essor du Ministère de l'Economie ; 3) meilleure utilisation du commerce extérieur afin de régler les prix intérieurs ; 4) révision des programmes d'investissements publics afin d'atteindre une plus forte économie des ressources et d'augmenter le travail ; 5) révision des systèmes de revalorisation des effectifs afin de stimuler les investissements ; 6) accélération des processus des projets de loi présentés au Congrès par le gouvernement, projets de réforme des sociétés anonymes et réforme bancaire ; 7) réforme du système de sécurité, également présenté au Congrès ; 8) extension de la politique du service de coopération technique pour la création de petites et moyennes entreprises grâce à un système de prêts spéciaux pour les jeunes professionnels ; 9) accélération de la réforme constitutionnelle en conformité avec les idées présentes au Congrès.

Quant à la politique de chilénisation du cuivre, le Président Frei a proclamé la nécessité d'une application intégrale et sans exception « car ainsi l'exigent les circonstances présentes du développement de notre nation ».

Pour exploiter les mines, « il faut une capacité technologique et humaine et un capital dont le pays ne dispose pas immédiatement mais dont il pourra disposer rapidement grâce au processus de chilénisation. Ce système permet de financer des plans de développement sans difficultés et de s'adapter à nos possibilités ».

M. Frei conclut : « Le pays se trouve à un tournant de son histoire où il commence à oublier sa condition de société traditionnelle pré-industrialisée avec une démocratie de participation dirigée. Il se trouve au seuil d'une société industrielle et de la démocratie de masse. Son niveau de vie, sa structure sociale, sa capacité économique le placent déjà dans cette perspective, tandis que le processus d'organisation le pousse à des formes chaque fois plus démocratiques de participation sociale. »

# La poésie oraculaire

par Jean Onimus

**D**ANS les meilleurs cas la maxime ne sert qu'à faire étinceler la prose. Mais la maxime est la version académique du véritable mode aphoristique qui, lui, est de style oraculaire.

Les prophètes, les dieux — et par conséquent les poètes (qui sont originellement de leur race) — se sont toujours exprimés par la voie énigmatique et mystérieuse des oracles.

Or si la maxime est une pensée close, définitivement prise, telle un cristal, l'oracle est fondamentalement poétique parce qu'il est *ouvert*. Ouvert aux interprétations et aux rêves, aurolé d'un nimbe de connotations innombrables et fascinantes. La phrase oraculaire agit comme une semence; dure, ronde, pénétrante elle s'insère et s'enfonce dans la pâte molle de l'esprit. Et c'est là qu'elle germe; car elle porte en soi cette singulière propriété d'être à la fois close, dense et douée d'une puissante vitalité, tel je ne sais quel spore ou virus. Déposé dans l'esprit, l'oracle y fermente et prolifère. Il suscite des pensées tandis que la maxime, étant pensée parfaite, met un point final à la réflexion. L'oracle révèle là où la maxime conclut; l'un instaure, l'autre achève; l'un est découverte et renaissance indéfinie, l'autre n'est qu'artifice verbal et relève d'une technique; d'un côté une graine vivante, de l'autre une structure; d'un côté la polysémie de l'implicite, de l'autre la clarté sèche d'un signifiant définitif.

Il faut expliquer le retour à la poésie oraculaire chez un René Char, un Guillevic, mais déjà naguère chez un Breton et, si l'on remonte aux sources, chez ce sublime poète que fut Nietzsche (et chez ses imitateurs en prose comme Suarès, Barrès, Gide et, plus qu'on ne pense, Malraux dont le style est essentiellement oraculaire).

Il y a des poètes dont l'inspiration se coule volontiers dans de vastes flux de paroles: de nos jours un Pierre Emmanuel, un Aragon, un Saint-John Perse... C'est la tradition de Chateaubriand ou de Hugo: le poétique y jaillit dans l'épaisseur d'une rhétorique heureuse. Or il est évident que le poétique est de moins en moins à l'aise dans la rhétorique. C'est un trait caractéristique de notre temps: la poésie a besoin d'un langage absolu-

ment neuf et la rhétorique n'est jamais qu'une forme usée du langage. En poésie, il s'agit d'arracher les mots à leur environnement verbal ordinaire afin de leur rendre (ou de leur donner pour la première fois) une valeur pénétrante, voire explosive. Mettre le langage en poudre, « pulvériser » le poème, et des grains de cette poudre tirer autant de semences: « *essaim la poussière* » dit Char (1). La phrase oraculaire se vrille dans l'esprit d'abord parce qu'elle est isolée et peut donc être contemplée pour elle-même. Elle impose une lecture lente; son obscurité force l'attention et suscite le déchiffrement; elle arrête sur des mots (et c'est peut-être la définition élémentaire de la poésie); elle se détache telle une constellation sur l'abîme du silence. Les mots affleurent ça et là: ce sont les îles d'un archipel, cimes d'une chaîne invisible noyée dans l'océan. Car la *Parole en Archipel* est, pour l'essentiel, silencieuse: il s'agit d'en refaire le parcours marqué par des jalons espacés, parfois contradictoires. Lorsque le poète affirme: « Epouse ou n'épouse pas ta maison », la singularité du paradoxe oriente sur une divergence d'idées dont la tension en s'accroissant jusqu'à la peine devient hantise. L'énigme se résout en pluie de questions (ou plutôt de « sympathies ») et peu à peu émerge la double et fondamentale tentation de l'immanence et de la transcendance. Épouser sa maison comme le lézard heureux épouse son creux de rocher, s'évader de son nid comme « l'aigle au futur » fasciné par les lointains: deux absolus, deux perfections. Toute la vulgarité — la prose — se situe dans l'entre-deux.

La pensée oraculaire est lourde. Sa densité pèse sur l'esprit. Sa forme est impérieuse, péremptoire: elle force l'attention. On la sent mûrie, chargée de significations. C'est une pensée en forme de litote qui en dit sûrement beaucoup avec le moins de moyens. D'où le respect, l'embarras, la moindre résistance du lecteur: l'indifférence et l'habitude sont prises au dépourvu, le blindage de l'accoutumance cède à la pesée de ce verbe à la fois insolite et perforateur.

(1) Toutes nos citations entre guillemets sont tirées de l'œuvre de R. Char dont l'essentiel a été publié aux Editions Gallimard et G.L.M.

Mais la pensée oraculaire n'est pas uniquement offensive : elle séduit. Elle est pleine de promesses et de délices devinés : un monde obscur mais merveilleux, la promesse d'une délivrance. Et c'est sans doute l'effet le plus étrange d'un laconisme apparemment très volontaire et très structuré : il libère ! Il délivre des chaînes du discours logique. « Ma brièveté est sans chaînes ». C'est la rhétorique qui est servie, justement parce qu'elle est *discours* et c'est l'aphorisme qui est libre et qui libère parce qu'il est instant pur. Les parcelles dispersées, les poussières séminales sont sans corps mais leur inconsistance est féconde : elle suscite. A l'extrême opposé du discours (de la « littérature ») la poésie pulvérisée ne se sert des mots que pour iriser de l'informulé. Chaque phrase n'est qu'un « point diamanté actuel de présences transcendantes ». De la phrase d'ailleurs l'oracle ne garde que les apparences ; il s'en sert comme d'une amorce, d'un leurre pour retenir le lecteur. Le moule du syntagme à peine ressenti (comme une barre d'appui) doit être aussitôt rejeté, brisé. C'est d'ailleurs souvent en phrases brisées qu'il se livre, en phrases dont l'emballage est disposé pour être ouvert. La phrase ne cesse de se détruire et de se recomposer (car la phrase poétique ne se résorbe pas, ne se digère pas comme la prose), d'autant plus fascinante que les mots y sont à la fois nécessaires et toujours dépassés. On sait à quel point les slogans politiques et publicitaires asservissent en « matraquant » l'esprit. Le slogan poétique a l'effet inverse bien qu'il se serve souvent des mêmes modèles linguistiques. Aussi violent que le slogan utile, né quelquefois d'une disposition d'esprit analogue (les inventeurs de slogans efficaces obéissent et répondent à des exigences poétiques) (2), l'aphorisme du poète cherche à détruire plutôt qu'à imposer des structures. Le slogan utile force une conduite ; l'aphorisme poétique au contraire suspend les réflexes, égare les concepts, désempare la logique. Et c'est ainsi qu'il libère en tirant l'esprit hors de sa citadelle et en le jetant sur des voies inconnues. Il le « lance contre les limites du vieux désert afin d'en triompher » ; car s'il détruit c'est afin de susciter un renouvellement d'énergie vitale, c'est afin d'inaugurer un nouveau mariage entre l'esprit et les choses : « Si tu détruis que ce soit avec des outils nuptiaux » — « Faire un poème c'est prendre possession d'un au-delà nuptial ». Ces accordailles, ce bonheur d'union supposent l'ancêtrement préalable des liens qui rendent captif. La « lyre sans borne des poussières » ne pulvérise que pour rassembler, au-delà des dunes et des déserts, une harmonie si dense qu'elle réussit à faire vibrer le cristal des mots. René Char n'a que mépris pour « l'image jactée », bavarde, qui se développe et se continue sur les schèmes accoutumés. Il a besoin pour pénétrer cet « au-delà nuptial » d'un outil de pointe (« mon métier est un métier de pointe »), où le verbe se fait incisif, coupant comme un diamant éclaté ou, pour prendre des comparaisons chères à René Char, vif comme une hirondelle, acéré comme un aigle. C'est ce choc initial qui décide de tout : de la suite le poète n'est plus maître, elle appartient au lecteur, c'est-à-dire au rêveur. Le poète est le « grand commenceur », il est « intran-s'efface. « Un poète doit laisser des traces de son passage, non des preuves. Seules les traces font rêver ». Ses paroles sont l'*indice* de quelque chose. Elles supposent : il « intronise », c'est-à-dire qu'il introduit aux

(2) Une étude serait à faire concernant le coefficient poétique nécessaire pour qu'un slogan soit efficace.

demeures royales où l'esprit de l'homme, dépêtré de son équipement de robot, peut être enfin totalement, ce qu'il est.

Aussi l'oracle poétique est-il discret. Impérieux sans doute mais la sentence qu'il intime au mode impératif semble venir de si loin, avoir traversé une telle épaisseur d'inconnu que son choc, si vibrant soit-il, demeure caresse. Là est le plus subtil secret de sa fascination. Lorsque le poète conseille : « Reste avec la vague à la seconde où son cœur expire. Tu verras », ou lorsqu'il dit « Ne regardez qu'une fois la vague jeter l'ancre dans la mer », ce n'est pas seulement une attitude qui nous est proposée, un certain regard, mais surtout une profondeur de présence à la merveille de l'instant ; épouser la vague, sa courbe éphémère et parfaite et sa mort éternellement recommencée ; épouser, à travers cette perfection, tout le tragique du temps et de la finitude... la résonance est proprement illimitée. Et c'est pourquoi l'aphorisme est à la fois brisant et caressant, éblouissant et plein d'ombre, aigu et velouté. « J'aime ce qui m'éblouit puis accentue l'obscur à l'intérieur de moi » : n'est-ce pas exactement l'effet d'un oracle sacré ? d'un verbe prophétique ? Le poète ouvre mais il n'entre pas. Il entr'ouvre *pour les autres*, puis

*« De si loin que je me souviens, je me distingue penché sur les végétaux du jardin désordonné de mon père, attentif aux sèves, baisant des yeux forcés et couleurs que le vent semi-nocturne irriguait mieux que la main infirme des hommes. »*

\*\*\*

*« J'avais dix ans. La Sorgue m'ençassait. Le soleil chantait les heures sur le sage cadran des eaux. »*

\*\*\*

*« A flancs de coteau du village bivouaquent ces champs fournis de mimosas. A l'époque de la cueillette, il arrive que, loin de leur endroit, on fasse la rencontre extrêmement odorante d'une fille dont les bras se sont occupés durant la journée aux fragiles branches. Pareille à une lampe dont l'auréole de clarté serait de parfum, elle s'en va, le dos tourné au soleil couchant.*

*Il serait sacrilège de lui adresser la parole. L'espadrille foulant l'herbe, cédez-lui le pas du chemin. Peut-être aurez-vous la chance de distinguer sur ses lèvres la chimère de l'humidité de la Nuit ? »*

\*\*\*

*« A chaque effondrement des preuves le poète répond par une salve d'avenir. »*

\*\*\*

*« Ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égards ni patience. »*

\*\*\*

*« Dans nos ténèbres, il n'y a pas une place pour la Beauté. Toute la place est pour la Beauté. »*

« L'essentiel est sans cesse menacé par l'insignifiant. Cycle bas. »

\*\*\*

« Nous commençons toujours notre vie sur un crépuscule admirable. Tout ce qui nous aidera, plus tard, à nous dégager de nos déconvenues s'assemble autour de nos premiers pas. »

La conduite des hommes de mon enfance avait l'apparence d'un sourire du ciel adressé à la charité terrestre. On y saluait le mal comme une incartade du soir. Le passage d'un météore attendrissait. Je me rends compte que l'enfant que je fus, prompt à s'éprendre comme à se blesser, a eu beaucoup de chance. J'ai marché sur le miroir d'une rivière pleine d'anneaux de couleur et de danses de papillons. J'ai joué dans des vergers dont la robuste vieillesse donnait des fruits. Je me suis tapi dans des roseaux, sous la garde d'êtres forts comme des chênes et sensibles comme des oiseaux.

Ce monde net est mort sans laisser de charnier. »

\*\*\*

« L'oiseau et l'arbre sont conjoints en nous. L'un va et vient, l'autre maugrée et pousse. »

\*\*\*

« Sommes-nous voués à n'être que des débuts de vérité? »

\*\*\*

« Tour à tour coteau, roc désolé, léger abri, tel est l'homme, le bel homme déconcertant. »

sent une certaine réalité qui n'est pas la réalité lisse et opaque de la connaissance objective. « Nous ne pouvons vivre que l'entr'ouvert », dit René Char. L'ouvert éblouit et tue; l'esprit a besoin de la nuit reposante et féconde: « L'infini attaque mais un nuage sauve », Le poème étincelle dans la pénombre qui le rend visible: « Comment vivre sans inconnu devant soi? » — « si l'homme parfois ne fermait pas souverainement les yeux, il finirait par ne plus voir ce qui vaut la peine d'être vu ». C'est, en vérité, le monde éclairé par la vie quotidienne qui est nocturne: le monde d'Hypnos, endormi dans ses réflexes. Et c'est au contraire l'obscurité révélée, soulevée par le poète qui est authentique: « La réalité ne peut être franchie que soulevée »: formule oraculaire, définitive, tranchante, mais quelles sympathies n'éveille pas le verbe final?

L'oracle poétique est à la fois ajusté et vague, énergétique et apaisant, crispé et détendu. Il décoche une giclée de mots mais leur blessure est délice — plus que délice: une totalité retrouvée.

Ce qui distingue la phrase poétique du commentaire en prose c'est sa densité (images) et son allure d'énigme: elle appelle un déchiffrement multiple, une interprétation toujours inadéquate. Par contre une phrase telle que celle-ci: « Ne t'attarde pas à l'ornière des résultats », malgré son dynamisme, sa densité, l'image qui l'anime est à peine poétique tant son sens

est univoque. « Etre du bond. N'être pas du festin, son épilogue » suggère la même morale, mais cette fois la puissance de l'image élève l'infinif gnomique au niveau de la poésie. Ainsi dans tous les cas c'est la richesse en connotations qui caractérise la valeur poétique de la sentence.

Nous venons de constater l'importance de l'image. C'est par elle évidemment que l'intention du poète se généralise en s'obscurcissant. Quand le poète déclare: « le fruit est aveugle, c'est l'arbre qui voit » il signifie quelque chose d'analogue aux deux formules que nous venons de citer. Il s'agit toujours de mépriser le résultat, le festin, pour valoriser l'attente, la création, la ferveur. Mais qui ne voit tout ce que contient l'admirable archétype de l'arbre, symbole de puissance, de vitalité, ainsi que le contraste entre le fruit dans sa coquille et le rayonnement d'un tronc qui s'ouvre sur le ciel? L'oracle poétique atteint son point de perfection lorsque le jeu des archétypes surpris par l'image se mobilise, ébranlant l'esprit jusque dans ses matrices. Ainsi cette admirable formule, si simple et si émouvante: « Nous errons auprès de margelles dont on a soustrait les puits ». Ici rien de hautain ni de sentencieux. Une constatation d'allure banale. Tout est dans la densité et la vive substitution des images: l'errance au désert, la soif et l'égarement puis la frustration, symboles éternels de l'homme « absurde » en quête des sources d'eau vive. Mais une révolte bien moderne est impliquée dans ce *on* dont on ne sait s'il désigne la sottise humaine ou la responsabilité d'un Dieu sadique. On glanerait dans les poèmes pulvérisés de Char bien d'autres formules d'une telle intensité, qui se fixent dans l'esprit parce qu'elles correspondent à une sorte d'attente, de « prévisible informulé » que la parole de l'artiste remplit parfaitement tout comme s'ajustent l'un à l'autre les fragments d'un symbole.

Les images ont évidemment d'autant plus de relief qu'elles semblent s'opposer ou s'exclure et que leur choc provoque une surprise dans l'esprit. Là, comme pour la définition poétique, on se trouve sur la voie périlleuse de la préciosité et il arrive bien à Char d'y tomber.

Ce genre de « traits » est naturel dans un univers vif et éclaté tel que celui de Char, où des fragments lancés à grande vitesse s'entrechoquent et reluisent, où la plénitude ne se saisit que dans la fugacité, où l'éclair et la rose, l'étincelle ailée qu'est l'oiseau et l'opacité du buisson s'articulent et se valorisent réciproquement, comme l'a si bien montré Jean-Pierre Richard. Aussi les formules les plus réussies de René Char, celles qui coïncident le mieux avec son tempérament, avec son *habitus* psychique, sont-elles celles où l'aigu, l'acéré voisinent avec l'immense:

*La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil  
Si nous habitons un éclair il est le cœur de l'éternel.*

De telles phrases ont un effet proprement magique parce qu'elles entrent en résonance avec les désirs les plus profonds de notre être. Deux totalités s'y composent: la fulguration de l'instant et la béatitude de l'illimité. Mais n'est-ce pas la fonction permanente des poètes de procurer aux hommes ces « talismans » qui changent la vie en l'accomplissant?

Jean ONIMUS ■

# Du savoir considéré comme une industrie

*par D. N. Chorafas*

**Cette étude est extraite d'un livre du Professeur Dimitris N. Chorafas « La fuite des cerveaux » qui porte un sous-titre très significatif de la gravité du problème : « Les U.S.A. à la conquête des savants européens ». Cet ouvrage qui paraîtra prochainement aux Editions Fayard a été publié en Angleterre en 1968 sous le titre : « The knowledge Revolution »**

**P**ENDANT près de deux siècles, la Révolution industrielle a été la force économique dominante, dans le monde ; et peu de gens se rendent compte que la Révolution industrielle a pris fin : qu'elle a été remplacée par une autre révolution — celle du Savoir. Cette nouvelle révolution se caractérise par une demande presque illimitée, à l'échelle mondiale, de cerveaux et de capacités.

La Révolution du Savoir ne va pas sans coûter des sommes considérables aux entreprises et aux nations. Elle exige que l'on pense clairement et que l'on voie loin. C'est pourquoi les dirigeants de la génération précédente ne sont pas à la page de l'économie actuelle. Les Etats-Unis consacrent le quart de leur produit national brut à l'élaboration et la distribution de toutes sortes de connaissances — des plus importantes aux plus banales. Cela comprend 60 milliards de dollars voués à l'éducation, 27 milliards à la recherche et au développement, 50 milliards à l'ensemble des moyens de communication, 15 milliards aux machines destinées à l'information, 30 milliards aux services de l'information.

On a calculé qu'à côté de ces dépenses, celles qui portent sur les produits « intangibles », impalpables que sont la recherche d'avant-garde et la connaissance augmentent 2,4 fois plus vite que celles qui concernent les biens de consommation et autres services. Le fait d'engager de telles dépenses pour des produits intangibles peut passer pour un aspect singulier du progrès ; mais le concept même d'« industrie du savoir » bouleverse à la fois les démarches traditionnelles de la pensée et les pratiques courantes.

Commençons par l'essentiel. Aujourd'hui, dans le monde, la répartition géographique de l'élite scientifique est d'une inégalité flagrante. Comme nous l'avons déjà indiqué et souligné, alors qu'aucune nation n'a le monopole de la production des scientifiques, quelques-unes d'entre elles ont la chance d'être les employeurs domi-

nants, ce qui leur donne un avantage économique disproportionné.

Dans une atmosphère de transition bien réglée, deux nations — les Etats-Unis et l'U.R.S.S. — passent d'une société fondée sur les ressources naturelles à une autre, fondée sur les ressources humaines. La conception d'une société axée sur les ressources humaines est tout à fait corroborée par ce qui se passe à l'époque actuelle. L'industrie accorde de plus en plus de prix à la vivacité de l'intelligence et à la concentration d'esprit : on rétribue quelqu'un pour ce dont est capable son cerveau, plutôt que pour sa robustesse physique. L'éducation et l'industrie, qui étaient jusqu'ici deux entités distinctes, se sont mises à progresser bras dessus, bras dessous, pour ainsi dire.

Comment cela s'est-il fait ? Avec l'accroissement considérable de la demande de biens de consommation, dans le monde entier, au lendemain de la guerre, l'industrie américaine est entrée dans une ère de prospérité inouïe. L'élan était donné à la réussite économique qu'elle a connue depuis lors. Cet essor industriel a été précédé, puis accompagné du développement de l'éducation au niveau de l'université.

Le colossal investissement, sur place, des années de guerre et la concentration de l'effort sur les industries des biens d'investissement ont été orientés de manière à faire face à la vague soudaine de ventes prodigieusement lucratives sur les marchés mondiaux. La structure industrielle ainsi établie a été la cheville ouvrière de l'expansion économique qui s'est poursuivie sans arrêt aux Etats-Unis depuis lors. Du côté des connaissances, ce qui a puissamment contribué à cet essor a été le fait historique accidentel du « G.I. Bill » (1).

(1) Le projet de loi d'assistance aux « G.I. » démobilisés au moyen du financement d'études complètes universitaires. (N. d. T.)

Conçu comme un moyen de lutter contre le chômage à la fin de la guerre, ce projet de loi fut le point de départ du développement extraordinaire de l'enseignement postscolaire et supérieur. Un nombre colossal — pour l'époque — de G.I. envahirent les universités américaines grâce à des bourses du gouvernement, ce qui donna, au lieu d'un chômage massif, une grande abondance de gens qualifiés. Ceux-ci constituèrent le noyau de la Révolution du Savoir. L'Angleterre aussi fit de gros investissements au cours des années de guerre, pour appuyer son admirable effort de résistance, puis d'offensive. Quand la guerre prit fin, l'industrie britannique était responsable d'environ 20 % du commerce mondial (2). Cependant l'Angleterre n'accomplissait rien de spectaculaire dans le domaine des cerveaux.

La mine d'or dont les Américains se sont révélés être possesseurs, c'est leur intelligence de la conjoncture économique nouvelle et de l'importance capitale, dans cette conjoncture, de l'éducation. Les rapports nouveaux qui lient l'industrie et l'université le prouvent. Autrefois aux Etats-Unis, comme en Europe aujourd'hui, l'université planait au-dessus du monde vulgaire des affaires. Pour recevoir un enseignement qui fût autre que superficiel, il fallait se détacher de la vie normale et passer des années cloîtré dans un laboratoire mal équipé. C'était une activité stimulante pour l'esprit, mais qui ne rapportait guère et l'on pouvait dire que les universitaires travaillaient pour l'amour de l'art.

On dirait que l'Europe tient à maintenir un tel système. En Amérique, en revanche, la poursuite de l'étude, la recherche n'impliquent nullement que l'on reste à l'écart de la vie active des affaires et de l'industrie, même s'il faut, comme c'est souvent le cas, consacrer une quinzaine d'années à l'université. L'industrie américaine, avec son besoin toujours croissant de cadres hautement qualifiés, a encouragé les universités à lui procurer les valeurs qu'il lui faut ; il en est résulté des échanges de plus en plus poussés, des relations de plus en plus étroites. Les universités sont devenues une industrie, tandis que l'industrie devenait une sorte d'université.

Du fait de la technologie de pointe en Europe, en Amérique et en U.R.S.S., on estime que 150 millions de situations changeront de caractère au cours des trente-cinq années à venir. Il arrivera que des enfants qui commencent à aller en classe à l'heure actuelle seront obligés de changer trois fois d'orientation dans leur vie. Il leur faudra, pour s'en tirer, avoir plusieurs cordes à leur arc. Il en est de même des industries et des universités. Les changements qui se produisent depuis une dizaine d'années dans l'industrie et dans l'éducation ne donnent qu'une faible idée de ce qui va se passer. A l'époque où l'économie des pays industrialisés, d'orientée vers la production qu'elle était, s'oriente vers les idées, il faut que l'industrie et l'éducation conjuguent leurs efforts pour produire cette matière première dont l'Europe, prise dans son ensemble, est la plus riche au monde : les Cerveaux.

Il n'est guère étonnant que les gens avertis, en Europe, s'inquiètent de plus en plus du fossé toujours plus large qui, en technologie, sépare les Etats-Unis de l'Europe. Mais du fait que les universités et les laboratoires de recherche sont la puissance qui a creusé ce fossé, il faut absolument que le développement d'une politique qui serve la Science se concentre autour de l'industrie du savoir. La Grande-Bretagne consacre

(2) Cette proportion est maintenant réduite de moitié.

une plus grande part de son budget national à la recherche et au développement que tout autre pays d'Europe : elle y dépense plus que l'Allemagne, l'Italie et le Benelux réunis. Elle n'en continue pas moins à perdre rapidement du terrain, derrière l'Amérique et la Russie. La seule chance de l'Europe, c'est de combiner ses ressources.

Comme dans le cas de toute évolution, la « révolution américaine du savoir » est irréversible. Les économistes se demandaient depuis des années pour quelle raison les concepts traditionnels de l'investissement de capitaux ne réussissaient pas à expliquer la croissance d'une économie dynamique. Il n'y a pas longtemps qu'ils se sont mis à l'étude de l'intelligence de l'homme et des bénéfices que l'on peut tirer de cette étude.

D'éminents analystes de la conjoncture industrielle et planificateurs estiment qu'au cours des années à venir la contribution de l'éducation au développement économique dépassera celle du capital physique, et que les recettes que donneront le capital investi dans la science et la connaissance formelle seront probablement responsables de plus du cinquième de l'expansion d'une nation. Ils doivent avoir raison, car la contribution de la révolution du savoir à la croissance économique a jusqu'ici dépassé les prévisions. Les connaissances sont devenues une ressource nationale de première importance, au même titre que celles du sol et du sous-sol. Désormais, la technologie d'avant-garde ne se contentera pas de décider de l'essor ou de la déconfiture d'entreprises, de professions, de classes sociales : elle décidera aussi de l'avenir des nations.

Mais les connaissances en elles-mêmes ne suffisent pas. Il faut une gestion qui soit capable de les utiliser. Il était caractéristique de la Révolution industrielle que les nations, à l'époque, surveillaient de très près les allées et venues des marchandises et des matières premières, ainsi que les comptes de leur balance commerciale. Il est symptomatique qu'avec la Révolution du Savoir les nations se préoccupent tout autant de l'équilibre de leurs ressources en talent.

Alexandrie fut la première à bénéficier d'un apport de cerveaux organisé. Dans le cas des Etats-Unis, c'est l'accumulation et le développement des connaissances scientifiques qui attirent. A Alexandrie, c'était la bibliothèque de Ptolémée. Ce temple du savoir avait été conçu à une échelle gigantesque. Les historiens racontent que chaque fois qu'un étranger introduisait un ouvrage inconnu en Egypte, il était tenu de le faire copier pour la bibliothèque. Afin que toute cette science se répandît, on employait un nombre considérable de copistes, qui reproduisaient les ouvrages les plus connus ou les plus essentiels ; si bien que la bibliothèque d'Alexandrie finit par se doubler d'une librairie.

Callimaque, qui fut le bibliothécaire sous les règnes de Ptolémée II et de Ptolémée III, s'occupa de classer et de cataloguer méthodiquement toute cette accumulation de connaissances, à la suite de quoi l'on vit affluer à Alexandrie des érudits de tous les pays alors connus, et surtout d'Athènes. Ptolémée II fut assez avisé pour offrir à ces savants un niveau de vie supérieur de cent pour cent à celui auquel ils étaient habitués chez eux. Aussi restèrent-ils, et ce fut le début des beaux jours d'Alexandrie. La situation actuelle rappelle de façon frappante celle que nous venons de décrire et l'avenir n'est pas rose pour les pays victimes de l'exode des cerveaux. De cet exode, les responsables sont les réactionnaires qui, dans les pays perdants, sont inca-

pables, ou refusent, de s'adapter aux exigences de la société de leur temps. Car la Révolution du Savoir a provoqué des transformations à un rythme tellement inouï que la moyenne des hommes n'arrivent pas à s'y adapter. Lorsqu'un homme n'est pas sûr de la direction qu'il va prendre, il reste sur place.

L'histoire se répète. Comme à l'époque où l'univers de la Grèce antique se décomposait, les pays qui, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, forment plus de gens compétents qu'ils n'en peuvent employer deviennent les victimes du « drainage des cerveaux ». Il s'ensuit que les nations qui orientent leur industrie avec à-propos bénéficient de l'apport de talents toujours plus nombreux, puisque la jeunesse douée se porte vers les foyers de la connaissance présente, comme elle le fit autrefois vers l'Alexandrie des Ptolémée.

Les dirigeants européens — que ce soient les industriels ou les hauts fonctionnaires — seront jugés selon qu'ils estiment devoir être temps de s'attaquer dans un esprit imaginatif et hardi à la question de la Recherche et du Développement : Dans cinq ans ? L'année prochaine ? Ou bien *tout de suite* ? Les dirigeants européens peuvent se féliciter déjà d'avoir obtenu qu'il y ait environ 20 % d'étudiants de plus, chaque année, dans les universités. Cela est bien, mais ce n'est qu'un début...

En Europe de nos jours, le nombre des étudiants qui poussent loin leurs études supérieures et préparent un diplôme de chercheur n'a rien d'impressionnant. Nous espérons, nous présumons que ce nombre s'accroîtra tandis que les universités et instituts d'études supérieures prendront de l'extension. Mais il ne faut pas oublier qu'en même temps la complexité, le coût de l'équipement scientifique actuel augmentent de 5 % chaque année. C'est là-dessus qu'il faut se baser pour calculer les investissements que nécessite une expansion donnée. La situation présente exige une action immédiate, mais l'Europe est en droit de se demander comment son industrie, qui semble incapable d'imposer que l'on donne la priorité à la Recherche et au Développement, pourrait gérer des entreprises internationales géantes.

Depuis vingt ans tout est en retard en Europe, qu'il s'agisse de produits nouveaux ou de recherche industrielle ; la technologie, à l'heure actuelle, n'y est pas d'un niveau qui puisse lui permettre de soutenir une économie saine, en voie de développement. A coup sûr, les plans de Recherche et de Développement supposent de grosses dépenses ; mais l'exode des cerveaux, lui, ne coûte-t-il rien ? N'a-t-il pas de conséquences ? On estime, d'après une étude américaine portant sur quinze ans, que pour chaque cerveau formé qui gagne les Etats-Unis, le pays d'où il est originaire subit dans sa propre économie une perte d'au moins \$ 50.000 par an. Encore pourrait-ce être bien davantage.

L'Angleterre a de bonnes raisons d'être très inquiète. Elle perd des professeurs de ses universités et quelque 18 % de ses nouveaux diplômés chaque année, qui s'en vont à l'étranger travailler comme chercheurs. Si cet exode de gens de valeur se poursuit, le progrès technologique de la nation se trouvera ralenti et ses assises sociales, économiques et politiques en seront ébranlées. D'autres pays d'Europe, comme l'Allemagne, se trouvent en présence du même dilemme. Et il apparaît qu'ils n'ont pas non plus consenti l'effort de garder les plus capables des leurs.

De nombreuses nations n'ont pas encore compris que la richesse véritable réside dans le cerveau humain et qu'une perte nette en talent, dans le domaine scientifique, les met en danger de n'être plus capables de participer à la compétition dont le monde nouveau est le théâtre.

L'Europe ne peut lancer un défi à la Révolution du Savoir. Elle ne saurait davantage s'asseoir dessus. Il faudra qu'elle y participe, faute de quoi elle subira un drainage de cerveaux sans précédent et devra se résigner à n'être qu'un continent d'importance secondaire. Et comment un pays d'Europe parviendrait-il tout seul à relever le défi de la Révolution de la Science ?

Au cours des années soixante, les Etats-Unis ont dépensé à peu près dix fois plus par tête d'habitant pour la recherche, contre quatre fois plus en tout, que l'Europe. Rien qu'en 1966, le gouvernement américain a consacré 16 milliards de dollars à la Recherche et au Développement, dans les domaines surtout de la défense, de la conquête de l'espace, de l'aviation et de l'électronique : c'est là que les firmes américaines sont en passe de résoudre des problèmes d'une complexité inouïe, à l'avant-garde de la technologie. Toutes ces connaissances servent à conquérir les marchés mondiaux, mais elles attirent aussi des spécialistes du monde entier.

Etant donné leur capital considérable et l'ampleur du marché, les entreprises américaines risquent des fortunes qui donneraient le vertige à l'Europe. En un an, la General Electric a misé, dit-on, 60 millions de dollars sur la production d'énergie nucléaire, mais elle a, à l'heure actuelle, un arriéré de commandes de 2 milliards dans ce domaine. R.C.A. a englouti 130 millions de dollars dans la télévision en couleur avant de faire un centime de bénéfice. Et que l'on ne s'imagine pas que les compagnies américaines sont les seules à aller ainsi de l'avant. Seulement, ce n'est pas l'Europe qui rivalise avec elles : c'est le Japon. Il se peut bien que l'Europe paie un jours les frais de l'expansion japonaise, comme elle a déjà payé ceux de l'expansion américaine.

Si les vingt dernières années ont été marquées, pour l'Europe, par le défi américain, les vingt prochaines seront celles du défi japonais.

D. N. CHORAFAS ■



# L'Art du scandale

par Nadège Forestier

**L**E scandale est à la mode. Il suffit de noter les spectacles qui ont été à l'affiche cet hiver à Paris pour s'en convaincre. Les pièces, les films dont « on a parlé », qui « ont fait couler de l'encre » sont, entre autres, *le Concile d'Amour*, *la Prisonnière*, *la Voie Lactée* et *Théorème*. Tous ont d'abord choqué, les questions sont venues ensuite et très vite elles ont pris le pas sur le simple fait du scandale. L'érotisme existe depuis toujours. Les livres pornographiques se sont longtemps passés sous le manteau ; aujourd'hui le succès d'*Emmanuelle* est public. Les films scabreux ont toujours eu une large audience et ils remplissaient en cachette des salles inavouables, aujourd'hui on n'hésite plus à afficher en guise de publicité sur les Champs-Élysées le film « le plus osé, le plus érotique de toute l'histoire du cinéma ». Il s'agit de rendre public et accessible sans honte ce qu'il n'était possible d'aborder jusqu'à présent sans un certain sentiment de culpabilité. Il faut donc parler d'érotisme officialisé.

Le véritable scandale, au spectacle, est tout autre chose. Il ne peut naître qu'à propos d'une œuvre d'art. Témoin au XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple la *Bataille d'Herminie* et un peu plus tard celle qui s'est déroulée à propos de *Pelléas et Mélisande*. Le public avait alors prononcé le mot de scandale. Les auteurs, Victor Hugo et Claude Debussy, contestèrent l'accusation, cherchèrent à s'en défendre. Aujourd'hui il en va tout autrement, l'auteur le premier lâche le mot de scandale, explique qu'il l'a voulu, recherché, calculé... Quant au public, il essaie de justifier l'œuvre dite scandaleuse en déclarant ne pas y trouver matière à s'indigner. Certains spectateurs sont simplement obnubilés par la peur d'être en retard sur leur époque : dans le doute ne vaut-il pas mieux porter aux nues une œuvre provocante et ratée plutôt que de risquer méconnaître un chef-d'œuvre ? Dès lors, il ne s'agit plus de parler de scandale dans l'art mais véritablement de l'art du scandale.

### LE SCANDALE VOLONTAIRE, DELIBERE

Si l'on se réfère au cinéma, l'on n'est pas loin de penser que le scandale n'éclate pas par accident ; il est volontaire, délibéré.

Clouzot, récemment, s'est servi de son indiscutable talent et de sa technique parfaite pour « faire du scandale ». Il s'en explique lui-même : « *La prisonnière* a été tournée pour affirmer la Rédemption ; c'est un film métaphysique dans lequel Claude Mauriac a cru « déceler » au-delà du mal d'abord obsédant, l'absolu du bien sous une forme énigmatique et fascinante. » Il n'en reste pas moins que les scènes érotiques, notamment les séances de photos sont minutieusement et complaisamment travaillées, les séquences troubles tournées dans un décor subtilement conçu pour susciter une atmosphère morbide. Les passages pervers le sont délibérément, mais mis en scène avec une extraordinaire habileté.

Le scandale est aussi à la base de *Théorème*, ce que Pasolini ne nie pas. Sans la notion de scandale, Pasolini ne pouvait pas réaliser *Théorème*. La voie scandaleuse est pour Pasolini un moyen de faire comprendre au public de 1969 ce qu'est la Révélation qui éblouit soudainement, sans que l'on puisse ni s'y préparer, ni y résister. Ce moyen est actuel, il est choisi pour toucher une certaine population, celle de 1969.

Aucun calcul sordidement commercial n'est à l'origine de *Théorème* ; l'auteur de *l'Évangile selon saint Mathieu* est un homme de rigueur et de conviction.

Le scandale artistique n'est pas mauvais en soi s'il est volontaire, mais il faut qu'il le soit vraiment. Ainsi *le Concile d'amour* n'est scandaleux que par accident. C'est l'œuvre d'un paranoïaque : son auteur, Oscar Pinazza, Bavaurois mi-catholique mi huguenot, obsédé par les problèmes religieux, eut quelques ennuis avec les autorités ecclésiastiques. Il termina sa vie dans la folie ; c'est à cette époque qu'il écrivit la pièce à l'affiche cette saison au Théâtre de Paris. Mais peut-on seulement parler d'une pièce ? Pinazza n'est ni un écrivain ni un dramaturge : un pamphlétaire tout au plus. *Le Concile d'amour* est un long délire où l'on voit la Vierge Marie en fille de joie, Dieu bafoué, le Christ ridiculisé ; publié il y a quelques années par J.-J. Pauvert dans une collection à très faible tirage, l'éditeur lui-même fut surpris de son succès. Le spectacle, décors mis à part, est indéfendable artistiquement. Scandaleux par accident, il est sans valeur esthétique.

Jean-Jacques Gautier a jugé ce spectacle pénible en quelques mots significatifs : « C'est bête, ennuyeux, incongru, obscène, répugnant, ordurier, vil, scandaleux et navrant... » Une partie du public a réagi pareillement : sifflets, injures, tomates, boules puantes sont partis de la salle vers la scène.

## RECHERCHE D'UNE ESTHETIQUE DU SCANDALE

L'œuvre d'art, aujourd'hui comme hier, peut s'imposer sans recourir au scandale ; mais il est vrai aussi que le scandale peut esthétiquement ouvrir des horizons nouveaux. Il faut se rappeler ce mot de La Bruyère : « Tout est dit et l'on vient trop tard. » L'introduction du scandale, non pas comme but en soi mais comme moyen de langage nouveau, permet de le reconsidérer : tout est, peut-être, dit, mais voici un moyen nouveau de le dire... Le tout est de parvenir à « régulariser », à « authentifier » le scandale. Si l'on admet que le scandale est un nouveau langage, il doit être codifié, comme tous les langages. Le chaos dans le scandale est une faiblesse. Ainsi pour *Concile d'amour* : « Pinazza n'a écrit ni un blasphème ni un canular, dit François Régis-Bastide, mais tout empiètré de Dieu et de religions depuis son enfance, tenu à la gorge et par la foi et par les abus de la religion, il s'est délivré, gauchement, pitoyablement, en infirme du Verbe, dans ce prodigieux psychodrame où l'on voit les Eglises vaciller, mais où l'on entend une âme crier vers Dieu. » Peut-être est-ce vrai. Mais même si l'auteur, dans ses instants de lucidité, a tenté d'exprimer une réelle angoisse métaphysique, même s'il a véritablement voulu lancer un pathétique appel à Dieu, il n'en reste pas moins que l'œuvre est « infirme », le scandale n'est pas utilisé dans sa signification et sa résonance profonde, il n'est que plaqué et gênant. On ne voit, on ne retient que son apparence.

Déjà dans *Marat Sade* joué à Paris en octobre 1967 et filmé quelques mois plus tard, Peter Brook, en quête de nouvelles formes d'expression, utilisait le scandale. Imaginant que Sade, interné sous le Directoire à l'Hospice de Charenton, faisait jouer à ses compagnons la mort de Marat, l'auteur, Peter Weiss, voulait opposer les théories révolutionnaires de Marat et Jacques Roux à celles de Sade. Dans la réalisation, le propos passe au second plan, ce qui frappe : c'est la performance des acteurs tenant leur double rôle de fous et de révolutionnaires, c'est le spectacle insoutenable et scandaleux dans la forme.

Il semble aujourd'hui que les créateurs aient dépassé la notion gratuite de scandale et se soient mis à la recherche d'une esthétique du scandale allant dans la voie d'un art du scandale.

Buñuel a été l'un des premiers à y recourir. *La voie lactée* en est un nouvel exemple. Deux pèlerins en route pour Saint-Jacques-de-Compostelle font des rencontres inattendues : Dieu, ses prophètes, des religieuses convulsionnaires, des hérétiques et une prostituée. Il leur arrive d'étranges mésaventures. Telle scène se termine en orgie ; dans telle autre un curé devient fou. Tout cela a fait dire à Jean-Louis Bory : « Ce film est mieux ou pire qu'un blasphème. » Si Buñuel utilise

« *Le Concile d'amour* » de Pinazza

« La prisonnière » de Clouzot .

le scandale, il le fait avec un grand art et une parfaite maîtrise. Aucune image n'est jamais vulgaire ni choquante. Les scènes sont inspirées. L'idée est scandaleuse, la réalisation est bouleversante.

Losey aussi a utilisé le scandale dans toute son œuvre, mais de façon extrêmement rigoureuse. Son dernier film *Cérémonie secrète* en apporte une nouvelle preuve : il étudie les jeux morbides, troubles et angoissants de deux femmes essayant chacune de retrouver dans l'autre l'être qu'elles ont aimé.

Je ne parlerai pas, bien entendu, du spectacle monté cet hiver par Jean-Louis Barrault à l'Elysée-Montmartre, *Rabelais*, que certains ont qualifié de scandaleux. Il ne l'est pas, ou alors il faut admettre, ce qui ferait sourire tous les humanistes, que *Rabelais* est scandaleux. Comme l'a si bien dit Barrault : « on a souvent retenu de *Rabelais* la verve et la crudité du langage. Mais cette crudité est un signe de liberté ! »

LE SCANDALE,  
MONDE SECRET,  
LANGAGE NOUVEAU

On ne saurait toutefois faire le panégyrique du « scandale pour le scandale » et l'assimiler à l'Art pour l'Art ; simplement le public ne doit pas se braquer

parce que, au départ, une œuvre semble être née du scandale. Dans le dictionnaire, la définition exacte de scandale est « piège, occasion de chute ». Le scandale est donc une sorte de signal d'alarme, bénéfique encore une fois s'il est inspiré et contrôlé. *Théorème*, *La voie lactée* ne sont que des pierres d'achoppement, il importe d'aïlier au-delà.

Il est exact que la réputation de scandale qui a précédé le film de Pasolini en France a été pour beaucoup dans l'intérêt qu'on lui a porté. Il est certain que *Théorème* n'aurait pas été si fortement dénigré s'il n'avait reçu le prix de l'Office catholique international du Cinéma. Mais on ne peut en rester là, il ne suffit pas de dénoncer le scandale, il faut le dépasser : par exemple trouver ce que Pasolini a voulu exprimer. *Théorème*, c'est une nouvelle affirmation du danger de la religion révélée, une justification de l'athéisme et, pour aller plus loin, « ce ne sont pas des preuves de la non-existence de Dieu, mais la démonstration que Dieu est de toutes pièces créé par l'homme » (Abbé Jean François Six).

De la même façon le scandale dans *La voie lactée* sert de pierre d'achoppement, il faut le dépasser. « Nous sommes aux frontières imprécises et confondues du blasphème et de la prière, de la dérision et de la dévotion », écrit Claude Mauriac. Ce que traite Buñuel, ce sont les problèmes de la foi, de la grâce, de la

charité. A travers les différentes rencontres des pèlerins, l'auteur étudie l'histoire du catholicisme au long des siècles (en soulignant les hérésies), dénonce les abus, les violences, les mystifications de la religion catholique, analyse les effets de la Révélation : « La foi ne nous est pas donnée par la raison, c'est le cœur qui est touché. » Obsédé par Dieu, Buñuel essaie de prouver qu'Il n'existe pas : l'absurde le remplace. Quand les deux vagabonds arrivent près de Saint-Jacques-de-Compostelle, comme Moïse à la Terre promise, une prostituée leur explique qu'il n'y a plus personne maintenant dans le lieu du pèlerinage, on a découvert que les reliques du tombeau n'étaient pas celles du saint.

Paradoxalement, le film de Frank Simon *The Queen* qui a fait scandale cet hiver à Paris n'utilise pas le scandale : le metteur en scène ne met pas en question l'homosexualité, il l'accepte comme un fait donné et l'étudie à un moment précis : lors d'un concours de beauté que s'apprête à passer un groupe d'homosexuels. Il ne s'agit que d'une enquête, c'est l'investigation rigoureuse d'un ethnologue.

Le scandale n'est pas la Révolution. La révolution est une remise en question totale, un total bouleversement de situation. En fait *Théorème* n'a rien de révolutionnaire, et ce n'est pas parce que *Rabelais* a été joué dans le temple du catch qu'il l'est. La révolution authentique doit, par essence, commencer par détruire, par faire table rase. Le scandale, lorsqu'il n'est pas gratuit ou artificiel, lui, ajoute, apporte une novation. Le scandale appartient au domaine de l'élaboration et de la construction.

Mais « le scandale pour le scandale » est pernicieux : l'exemple le plus éclatant est donné par *Hair* qui a connu un triomphe tout l'hiver à Londres. Sa principale publicité : jamais personne n'avait osé aller aussi loin, jouer nu, quel scandale !... Mais cette attitude publicitaire ne tient pas compte d'un double mouvement très significatif de notre époque : ce qui choque aujourd'hui ne choquera plus demain, et, en même temps, plus personne n'ose désormais avouer avoir été scandalisé. Ainsi à Paris le succès de *Hair* est dû beaucoup plus à une curiosité intellectuelle qu'à l'attrait d'un scandale déjà dépassé. Le scandale pour le scandale se détruit lui-même et n'a, en définitive, aucun effet en profondeur.

Le scandale doit donc être utilisé en fonction d'autre chose que de lui-même. En cela il est possible de dire que *La vie, l'amour, la mort* de Claude Lelouch est scandaleux : montrer le fonctionnement d'une guillotine est horrible sauf si cela doit ramener la tendresse et la pitié dans le cœur des hommes. Il ne faut plus dire « Malheur à celui par qui le scandale arrive », mais « Malheur à celui qui ne voit pas le scandale arriver »...

Souhaitons que les cinéastes et les auteurs qui recourent avec sincérité et sans arrière-pensée commerciale ou publicitaire au « scandale » ne soient pas des apprentis-sorciers mais des sages. Le scandale est un monde secret, un langage nouveau. C'est aussi bien au public qu'aux créateurs, de consentir à le reconnaître et à le maîtriser.

Nadège FORESTIER ■

« *Théorème* » de Pasolini

# notes de Lecture

## ● L'ABSTENTIONNISME ELECTORAL EN FRANCE

de Alain Lancelot

Il y a un an à peine, en juin 68, nos murs se couvraient d'inscriptions : « élections-trahison » ; quelques jours plus tard, des élections législatives ramenaient une majorité gaulliste confortable. Un référendum le 27 avril 1969, des élections présidentielles les 1<sup>er</sup> et 15 juin, de nouvelles élections législatives peut-être dans les prochains mois... La France traverse de nouveau une de ces périodes de consultations populaires à laquelle l'a habituée le régime de la V<sup>e</sup> République. On continue de s'interroger dans les clubs et les partis sur le sens et la possibilité de participation en tous domaines, politique, régional, économique ou social. On ne fait qu'en entrevoir les modalités, que n'épuisent guère les formes actuelles.

Le moment ne pouvait donc être mieux choisi pour la publication de la thèse d'Alain Lancelot consacrée à *l'abstentionnisme électoral en France*. Le lecteur ne peut s'empêcher d'y chercher la confirmation ou l'explication des attitudes toutes récentes des électeurs. Il n'est pas déçu, même si les détours de l'actualité l'invitent à s'interroger sur la signification nouvelle que peut prendre désormais l'abstention.

Considéré trop souvent comme un élément irrépressible et relativement stable, le phénomène de l'abstention n'avait encore jamais été étudié par la science politique. Des monographies, des enquêtes documentées et solides ont certes chiffré et tenté de trouver les raisons d'un comportement qui suscite encore des idées fausses et une réprobation sociale ambiguë ; mais elles restent partielles et se situent toujours dans un cadre géographique et historique trop restreint.

L'ouvrage de M. Lancelot se présente, au contraire, comme une analyse d'ensemble, complète par ses méthodes, intéressante par ses résultats, originale par son but : la recherche de la signification de ce qui apparaît finalement comme une prise de position face à la société politique présente.

Dans sa préface, M. René Rémond fait sien le souci de l'auteur d'insérer l'abstentionnisme dans une vision globale de la vie politique, dans une réflexion sur la participation et sur la valeur prêtée par chacun à l'activité civique.

L'étude est abordée par des approches multiples :

statistique d'abord, puisqu'il s'agit de rassembler des données numériques et d'en tirer les enseignements et les interrogations qu'elles comportent ; géographique ensuite, puisque tout phénomène social s'inscrit dans l'espace et qu'à travers la diversité des terroirs s'exprime celle des tempéraments ; historique encore puisque les résultats ne se saisissent que dans un contexte et que seule une longue période de temps permet de donner sa pleine dimension à un comportement ; sociologique enfin et même psycho-sociale, afin d'interpréter et d'expliquer un phénomène qui n'est plus seulement politique.

Mais tout essai en ce domaine se heurte à des difficultés pratiques ; on ne dispose que de moyens peu nombreux : examen des listes d'émargement, géographie électorale, enquête par sondage et enquête psychologique. Chacun a ses avantages et ses inconvénients ; tous, leurs limites. L'auteur ne se les dissimule pas et apporte chaque fois qu'il en est besoin la note critique ou la réserve qui s'impose.

Qu'apprenons-nous ?

Il serait trop long de rapporter toutes les conclusions ou constatations exprimées. Bornons-nous à quelques éléments les plus significatifs, notamment à la mobilité de l'abstention et aux justifications du phénomène.

Malgré un pourcentage qui, s'il varie, reste toujours compris dans une certaine fourchette, l'abstentionnisme n'est pas un élément stable. Sa constance cache une grande diversité. Il y a là une donnée politique qu'il conviendrait désormais de prendre en considération.

Il n'est pas stable d'une part géographiquement. A chaque élection, les départements se répartissent sur le territoire suivant le taux de participation au scrutin ; le classement semble obéir à une loi géographique : les départements isolés sont rares, la plupart s'ordonnent en régions de même comportement autour de pôles d'abstentionnisme ou de participation plus marquées. Si d'une élection à l'autre, la structure géographique est rarement bouleversée, sur une longue période, elle se modifie : un département se rallie à la consultation, un autre voit son esprit civique se dégrader. Il en est de même des régions : la Bretagne et la Normandie, réservées à la fin du siècle dernier, sont aujourd'hui

parmi les plus votantes, le Sud-Ouest, au contraire, se dérobe.

L'abstentionnisme n'est pas stable d'autre part historiquement, et, ce à deux niveaux, celui de la société et celui de l'individu. Il augmente ou diminue suivant les consultations et les phases politiques. Il varie aussi suivant les âges et la gradation sociale du citoyen. Chacun porte en soi un abstentionniste potentiel.

L'abstentionnisme surtout, et c'est peut-être l'apport le plus original de l'ouvrage, n'est pas stable d'un tour à l'autre d'un scrutin.

La mobilité de l'abstention au cours d'une même consultation est une découverte notable qui explique des versatilités apparentes.

La constatation d'un phénomène incite à la recherche de ses causes. Il y a certes les facteurs classiques. En dehors même des impératifs de santé ou d'obligations professionnelles qui éloignent des urnes 5 % des inscrits, des raisons politiques et sociologiques aisément discernables influent sur la participation.

Les premières concernent l'enjeu de la lutte : l'éventail des options proposées, l'acuité de la compétition, la personnalité d'un candidat, la portée de la consultation sont des éléments bien connus, encore qu'ils n'entraînent pas toujours des conséquences identiques et immuables. Les secondes sont également très variées ; le sexe, l'âge, la condition sociale, le niveau de culture et de revenu, la religion, le type d'habitat, le fait de vivre en ville ou à la campagne, interviennent notablement, mais dans des directions que l'on ne supposait pas toujours.

Mais il s'agit là de facteurs classiquement recensés. Plus intéressante est la notion d'*intégration sociale*. Elle fait pénétrer dans le jeu même de la vie collective et de la valeur du politique. La courbe des abstentions suit celle des suicides ; l'attitude devant le scrutin traduit en fait le sentiment que chacun a de son appartenance à la société. Non que le fait de voter exprime un plus grand intérêt pour la politique ou un plus grand respect des institutions ! Les motivations d'un vote ou d'un refus de vote dépassent largement le cadre étroit du choix d'un homme ou d'un programme.

Le rapport du politique et du non-politique est encore mal connu. M. René Rémond note : « L'abstention exprime et mesure, en définitive, l'absence d'intégration à la société globale. Conclusion capitale : si les faits proprement politiques s'inscrivent dans un univers qui les déborde de toutes parts, ils signifient aussi plus qu'eux-mêmes : un type de rapports sociaux, une habitude d'être en société, une expérience collective, bref une histoire et une culture. »

Beaucoup de questions restent à poser et éclaircir. Mais ces chiffres et les explications données font entrevoir un aspect nouveau de la participation du citoyen, de la part qu'il souhaite prendre dans la société, et de ses motivations profondes.

On mesure la richesse de l'essai de M. Alain Lancelot. Un chapitre cependant manque qui serait un écho aux nouveaux éléments apparus lors des derniers scrutins.

Si, à la lumière des consultations récentes, rien ne se trouve démenti, quelques éléments sont précisés et confirmés. Un facteur nouveau est intervenu.

Le nombre d'abstentions au référendum d'avril 1969 (19,42 %) et au premier tour de l'élection présidentielle (21,8 %) ne surprend pas.

Les réactions des électeurs, décrites par Alain Lancelot, nous les avons trouvées soit dans la rue, soit dans les journaux : « Il ne faut pas mêler nos voix avec celles des communistes », « il faut voter efficace », « à quoi bon se déplacer quand tout est joué d'avance », « il n'y a pas à choisir entre la peste et le choléra »...

Mais plus importante, plus nouvelle est la consigne de l'extrême gauche. Pour la première fois, l'abstention est devenue pour les communistes un mot d'ordre national et une attitude positive. M. Jacques Duclos, dans *le Monde* du 13 juin 1969, écrivait : « S'abstenir, est-ce manquer de civisme ? A défaut de pouvoir exprimer une telle opposition en émettant un vote, le moyen auquel des citoyennes et des citoyens ayant un esprit civique hautement développé sont contraints de recourir, ne peut être que celui du refus de participer à une comédie électorale sans signification réelle... Il ne s'agit nullement de se désintéresser de la chose publique, mais d'affaiblir un système politique qui empêche les électrices et les électeurs de procéder à un choix véritable... A la vérité, c'est parmi les électeurs et électrices les plus soucieux de l'intérêt du peuple et de la nation que vont se compter les abstentionnistes du 15 juin... »

A vrai dire, l'attitude n'est pas complètement neuve. On a cité, dans la presse, certains précédents, mais de moindre portée.

On aimerait lire pourtant sous la plume de A. Lancelot l'analyse de la portée et des conséquences des récents résultats. Sur les 30 % d'abstentions du deuxième tour de l'élection présidentielle, combien de transferts ? Le vote blanc ou nul (5 % environ) ne traduit-il pas lui aussi un comportement positif ? Que signifie désormais l'abstention ? Que révèle-t-elle de l'emprise d'un parti sur ses militants et ses électeurs ? Quel visage nouveau de la démocratie et du régime va-t-elle découvrir ?

Geneviève PASCAUD ■

# D'UNE LUNE A L'AUTRE

**L** était petit. Il était nu. Il regardait les cieux, avec terreur. Il les imaginait peuplés de dieux. Ce temps-là est fini. Il a rêvé de voler, l'Homme. Il vole. Il a des ailes. Des fusées. D'innombrables machines et des scaphandres de tous nylons. L'Homme remplit l'univers. Où n'ira-t-il pas ? Où pourrait-il, bien, ne pas aller ? Bientôt, il n'y aura plus d'ailleurs. Son savoir est illimité. Irrésistible. Il est génial, l'Homme.

Elle était ronde. Elle était belle, la nuit. Elle se jouait à avoir d'étranges quartiers. On savait qu'elle s'amusait à faire danser la mer. Elle intriguait. Elle semblait avoir une vie. Mystérieuse. Elle était notre sœur, notre amie, notre confidente, la Lune. « La Lune, amicale aux insensés. » En une nuit. En une nuit comme bizarre, cet âge-là a fini. La Lune a perdu son âme. La Lune a cessé de vivre. L'Homme se l'est appropriée. Il en a fait sa chose. Peut-être, bientôt — ô horreur ! — ne sera-t-elle plus qu'une chose

parmi d'autres. Notre sœur la Lune est devenue notre banlieue. Etrange destin. Deviendra-t-elle une banlieue plate ?

Lune, notre sœur, adieu ! Tu hantais l'espace de nos rêves, tu vas occuper celui de nos actions. Tu enchantais les poètes et tu faisais languir les amoureux, tu vas torturer les philosophes. Tu étais mystère, tu vas devenir problème. Déjà, un drapeau, tel une banderille, est accroché à ta face. Peu important les raisons de cette présence. Te voilà happée dans le champ de la politique. Ce n'est pas commode, la politique. C'est même sérieux, quelquefois. Tu vas faire question : à qui, la Lune ? pour qui, la Lune ? pour quoi, la Lune ? Bientôt, tu embrouilleras les discours électoraux.

O Lune qui cesse d'être notre sœur, ne sois plus, tu n'as plus le droit d'être amicale aux insensés. Sois impitoyable pour les insensés.

René PASCAL ■

# LE MODELE MEXICAIN

par Etienne BORNE

J E voudrais conseiller à nos docteurs en sciences politiques l'étude attentive et bienveillante du système mexicain. Car ce grand pays d'une Amérique latine qu'on dit vouée à l'instabilité constitutionnelle et une fatalité de dictature ou d'anarchie pourrait bien avoir inventé une formule de gouvernement qui n'est dépourvue ni de rationalité ni d'efficacité. Le Mexique a dans son passé une révolution dont quelques grands films ont renouvelé la mémoire en popularisant les noms de Madero, de Villa ou de Zapata. Réalisée un commencement de réforme agraire et la paix civile revenue, après un épisode de persécution anticléricale — qui a fourni à Graham Greene le décor et le climat de son plus célèbre roman « La puissance et la gloire » — a été organisée une certaine sorte de démocratie qui donne beaucoup à penser. Les héritiers et les continuateurs de la révolution se sont rassemblés dans un grand parti de gouvernement qui s'appelle le parti « révolutionnaire-constitutionnaliste », raison sociale dont les termes, malgré l'apparence, ne sont ni plus ni moins contradictoires que ce changement dans la continuité dont l'actuel gouvernement de la France dit faire sa maxime fondamentale. Ce parti n'a cessé de dominer les Chambres et de faire élire régulièrement son candidat à la présidence de la République, et une déjà longue coutume est devenue une sorte d'institution positive explicitement ou tacitement acceptée par le gros de l'opinion. On a bien compris qu'il ne s'agit pas d'un système de parti unique qui garderait le monopole de la vie politique. Il existe d'autres partis qui jouissent de la liberté d'expression et présentent leurs propres candidats à toutes les élections, présidentielles comprises. Mais chacun sait que l'opposition ou les oppositions n'ont aucune chance d'accéder à la présidence, au gouvernement, à la majorité parlementaire, toutes choses qui par une loi non-écrite constituent un domaine réservé au parti « révolutionnaire-constitutionnaliste ». Un tel modèle bien qu'il ne coïncide pas avec l'idée classique de la démocratie pourrait cependant passer à la limite pour démocratique d'autant plus que l'absolue interdiction d'un deuxième mandat présidentiel, consécutif ou à terme, apparaît écarter toute menace de dictature ou de pouvoir personnel.

L est permis de se demander si l'évolution de la vie politique française depuis mai 1958 ne tend pas vers le modèle mexicain. Un parti de gouvernement qui s'est appelé tour à tour U.N.R. et U.D.R. et qui paraît être en perpétuel remodelage s'est assuré soit seul, soit avec le concours de ralliés ou d'alliés une position largement majoritaire, faisant élire par deux fois son candidat à la présidence de la République, et malgré un certain nombre d'abus, notamment à l'O.R.T.F., où a été proposée, trop souvent, une information grossièrement ou subtilement orientée, la liberté d'expression n'a pas été gravement mise en cause et les diverses oppositions ont pu librement contredire ou contester la politique gouvernementale et la personne même du chef de l'Etat. Mais cette opposition s'est trouvée depuis maintenant onze ans dans l'incapacité de changer la couleur de la majorité et d'accéder au pouvoir, même lorsqu'une situation quasi-révolutionnaire a paru en mai 1968 lui offrir une occasion unique de donner à l'Etat une autre figure. Certes il ne s'agit que d'un fait et la lettre de la Constitution n'empêche nullement la possibilité d'une alternative de type anglo-saxon, telle que l'opposition d'aujourd'hui puisse être la majorité de demain. Et

dans sa première conférence de presse, le président Georges Pompidou a évoqué la possibilité de changements de majorité. Tout indique cependant que dans la pensée du président de la République, il ne s'agissait nullement d'un renversement de majorité, mais d'une sorte de restructuration comme celle qui a permis à l'actuel Premier ministre de pratiquer une formule de gouvernement dite élargie. Dans le vocabulaire gaulliste ou post-gaulliste, accepter le régime et entrer dans la majorité sont des expressions théoriquement et pratiquement équivalentes. A la vive objection qui lui était faite de constituer un clan prédestiné à l'occupation permanente de l'Etat, le gaullisme n'a cessé de répondre qu'il n'était pas un clan puisque les portes étaient ouvertes à toutes les bonnes volontés positives — ce qui rappelle la manière dont le Premier Consul recrutait parmi les jacobins résignés ou les chouans assagis ; mais ce même gaullisme n'a cessé d'agir et de parler comme s'il était le parti de l'intérêt public et de l'Etat, de telle manière que, à mesure que le temps passe, s'inscrit dans cet inconscient collectif, qui fait une bonne part de l'opinion, la sourde conviction qu'une victoire de l'opposition au gaullisme serait équivalente à une crise de régime et à une subversion révolutionnaire.

Le problème politique tend donc à se poser de moins en moins en termes d'alternative, cette alternative que parvient à rendre impossible le modèle mexicain. L'hypothèse de l'opposition au pouvoir se fait de moins en moins « crédible », comme on dit aujourd'hui, et de cette invraisemblance croissante il faut bien ajouter qu'une bonne partie de l'opposition, notamment celle qui se veut purement et durement de gauche, se trouve objectivement complice, dans la mesure où elle triomphe dans la critique systématique, la contestation idéologique, la disqualification soupçonneuse d'autrui et où elle se révèle incapable de poser en termes objectifs les problèmes de programme, d'alliances et de doctrine. J'ai souvent cité la définition que donne le Littré du sens politique du mot « gauche », lorsqu'il écrit que « le côté gauche, ou, substantivement, la gauche » est le parti de l'opposition dans les chambres françaises. Il est des impuissances qui camouflent des volontés positives d'échec. Une psychanalyse indiscrete découvrirait qu'un certain type d'homme de gauche, qui pourrait être l'homme de gauche type, est incapable d'accéder au pouvoir non parce qu'il ne le peut pas par l'infortune des circonstances et la malice des adversaires, mais plus profondément et plus simplement parce qu'il ne le veut pas et que sa vocation ou sa physiologie le lui interdisent. Or le modèle mexicain ne saurait bien fonctionner que dans la mesure où l'opposition qui garde une fonction honorable et utile se voue elle-même à rester indéfiniment l'opposition — car on critique bien mieux le pouvoir temporel lorsqu'on occupe une position de clerc, certain de n'avoir jamais la responsabilité des affaires du siècle. Et du coup, le politique, l'homme du temporel ne peut s'accomplir qu'en rejoignant en son centre ou dans ses marges le vaste parti gouvernemental à destin majoritaire, au-dedans duquel ne seront pas au surplus impossibles les tendances et le débat entre les tendances. Si donc la vie politique française fonctionne de plus en plus selon le modèle mexicain qu'une certaine gauche, notamment celle des intellectuels et des hebdomadaires n'en accuse pas seulement le gaullisme établi dans l'Etat.